

LA Voie BRETONNE



OLIER MORDREL



LA VOIE BRETONNE

*Kinniget d'ar re o deus Kredet
ez oa talvoud awalc'h gant hor pal,
evit ma vise roet o buhez dezañ.*

O. M.

OLIER MORDREL

LA VOIE BRETONNE

RADIOGRAPHIE
DE
L'EMSAV

« *Nature et Bretagne* ayant pour principe de garantir à ses membres une entière liberté d'expression, ne se reconnaît aucune solidarité avec les opinions émises par l'un d'eux, qui n'engagent que lui seul ».



'NATURE ET BRETAGNE'
38, rue Jeanne-d'Arc - QUIMPER

I

HORS DES RAILS

« Le chef sans courage annihile une troupe, brime les subalternes courageux, crée une franc-maçonnerie, une chapelle de lâches. Il tourne en dérision tout ce qui est héroïque, hardi, difficile, vante la prudence, l'absence de joie, reçoit avec une figure figée ses meilleurs officiers, pousse les mauvais, tord l'avancement par les notes secrètes, non rectifiables qu'il donne ».

RENÉ QUINTON
(Maximes sur la Guerre).

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

© Copyright 1975 by « Nature et Bretagne », Quimper.
ISBN 2-85-257-017-3

Le mouvement breton donne aujourd'hui de lui-même une image qui déconcerte aussi bien le public breton que les observateurs qui se penchent sur lui. Si l'on met de côté les groupements culturels qui, sous leurs aspects folkloriques, représentent la Bretagne aux yeux des touristes, le mouvement breton proprement dit, composé de formations et de publications politiques, se rattache en bloc, à peu d'exceptions près à ce qu'en France, on appelle la gauche et l'extrême gauche. Il y a de quoi s'en étonner, si l'on songe que ces tendances n'ont jamais réuni la majorité des suffrages dans l'ensemble de la Bretagne, au cours des consultations électorales. Il semble donc qu'on se trouve là devant une image faussée, dont on est naturellement curieux de trouver l'explication. Les manifestations du mouvement, de l'emsav puisque tel est son nom, ne laissent pas non plus de prendre de temps en temps une teinte paradoxale, dont la genèse serait intéressante à dégager, comme par exemple, lorsque l'on voit les fils de trois générations de maîtres d'école qui ont passionnément lutté pour hâter la disparition de la langue bretonne, prétendre aujourd'hui en monopoliser la défense, et interdire aux fils de trois générations de militants régionalistes qui ont passionnément lutté pour la sauver, d'y prendre part.

La surprise de ceux qui étudient les archives du mouvement n'est pas moins grande, en constatant que le bagage d'idées sur lequel il a été fondé pendant un demi-siècle, a été balayé pour qu'il lui soit subs-

titué des théories nouvelles, qui toutes sans exception, reflètent des idées générales qui étaient déjà celles du Front Populaire de 1936, issu de la V^e Internationale, sur lesquelles se sont greffés les thèmes de lutte de la nouvelle Internationale, celle de l'après guerre, qui s'exprime à travers l'ONU et l'UNESCO. (*)

La tradition spirituelle et intellectuelle de l'emsav a donc été brisée. Celui-ci ne s'est pas seulement mis au goût du jour, (il l'a toujours fait), il a changé d'âme, ce qui est infiniment plus grave et lourd de conséquences. Car sa mue, somme toute récente et télécommandée, si elle a réussi à monter un devant de scène, est loin de donner satisfaction à tout le monde. Il n'est pas sûr que les formations marxistes d'esprit stalinien, libertaire, auto-gestionnaire ou maoïste et celles de leurs naïfs compagnons de route groupent actuellement un pourcentage de militants potentiels supérieur au pourcentage d'électeurs de même appartenance. Nous avons senti bien souvent autour de nous la présence d'un vaste public d'aspirations bretonnes qui refuse l'étrange sigle formé de la faucille et du marteau croisés sur un goupillon, et s'en tient obstinément aux emblèmes celtiques sans compromission, comme le triskel, ou le noir-et-blanc national.

C'est ce public réduit au silence qui, lorsqu'il basculera dans un sens ou dans l'autre, donnera sa phy-

* Rappelons que la première avait été créée en 1864 par Marx et Bakounine, la seconde en 1889 contre la guerre, la troisième nommée *Komintern* par Lénine en 1919 et la quatrième par Trotski, contre Staline.

sionomie définitive à l'emsav. Il n'est pas composé que de « bourgeois » ou de « modérés ». Comme toujours, dans le mouvement breton authentique, toutes les catégories sociales y sont représentées et les jeunes y sont nombreux. Sa force est de ne pas accepter la voie la plus facile, celle qui emmène la charogne au fil de l'eau. Il préfère se taire plutôt que de faire chorus avec ceux qui tiennent le haut du pavé.

Mais il n'en subit pas moins l'assaut d'une propagande idéologique bruyante dont *aucune contradiction sûre d'elle-même* ne vient arrêter les débordements. Il est déconcerté par des slogans et des directives qui choquent son instinct profond et que dément ce qu'il entrevoit des expériences du passé. Sa perplexité est grande. Serait-ce habileté ou folie de se laisser porter par les thèmes subversifs et déliquescents en vogue ? Serait-ce sagesse ou nostalgie de s'en tenir à sa propre vérité, quoiqu'on dise ?

Il est temps pour nous, croyons-nous, d'essayer de voir clair dans ces déraillements et dans le désarroi qui en découle. Les causes en sont multiples, mais elles convergent toutes pour augmenter la confusion des esprits. Nous faisons face à un phénomène nouveau qui réclame une analyse à sa mesure. Nous n'avons connu rien de semblable au cours d'une vie déjà longue consacrée au service de la Bretagne. Le nationalisme de *Breiz Atao* a pu évoluer dans ses thèmes circonstanciels, mais pour l'essentiel il restait net et clair. Il n'était en rien entamé par les inévitables déviations qui se manifestaient dans ses marges. Bretagne d'abord ! le mot d'ordre ne souffrait aucune distorsion. Aujourd'hui, n'importe quel mot d'ordre est bon, pourvu

qu'il ait des airs de contestation. Le bon, le vrai, l'essentiel est passé sous silence, quand il n'est pas explicitement renié. Que s'est-il passé ?

CAMOUFLAGE ET DÉVIATION

Il s'est passé que le destin a mis, il y a trente ans, les patriotes bretons dans le camp de vaincus, et a enterré sous les mêmes pelletées de terre maudite, leur idéal et leur pensée avec les corps de leurs fusillés. L'emsav n'a pu se reconstituer timidement, après la guerre, qu'en reniant ses fondateurs et en se cantonnant dans les domaines inoffensifs de la langue et du folklore, c'est-à-dire en déviant son activité du but essentiel qui était et reste la restitution aux Bretons du gouvernement de leur pays. C'est au cours de cette période difficile de tortueuse reconversion, que l'école du courage et de la responsabilité qu'était l'emsav est devenue celle de la pusillanimité et du trompe-l'œil.

Un autre ordre de causes devait contribuer à faire passer le nationalisme breton à l'arrière-plan du camouflage de circonstance. Il s'est produit en Europe, au cours des vingt dernières années, une formidable mutation de civilisation, qui chez nous comme dans les autres pays demeurés jusque là traditionnels, a bouleversé les conditions de vie et posé des problèmes nouveaux atteignant l'échelle du monde, qui nous obligent à tout regarder d'un œil neuf et à repenser notre lutte. La question bretonne a dû incorporer des données importantes qui débordent celles qui avaient servi de base à l'analyse correcte en son temps, de *Breiz*

Atao. Une révision, parfois déchirante, du nationalisme breton devenait nécessaire, mais n'impliquait pas nécessairement un renoncement à la valeur nationale. Chercher la passe n'est pas virer de bord.

La révision pouvait se faire en toute liberté d'esprit, mais en partant du fait basique de la nationalité, que rien n'a effacé, en rehaussant ce qu'il en découle pour nous de droits et de devoirs. Mais la déviation était trop bien prise et surtout trop avantageuse pour une génération qui ne rêvait plus plaies et bosses. L'étude des problèmes de la renaissance bretonne fut reprise en faisant table rase de l'acquit chèrement payé d'un demi-siècle de combat, et en s'inspirant — pouvait-il en être autrement ? — de théories à la mode ou de doctrines vieillies, nées sous d'autres cieux. Car il n'y a aucune genèse bretonne de ce choix. Nous sommes en face d'un phénomène de mimétisme idéologique. L'emsav a fait sienne l'attitude globale de la France — que dis-je, du monde ! — après la Libération. Une attitude faite de l'optimisme émerveillé de la gauche, du prestige de la glorieuse armée soviétique, du mépris de la bourgeoisie vichyssoise et du rejet horrifié de tout ce qui avait été pensé ou fait sous l'Occupation. Dorénavant, ce qu'il convenait de faire, c'était le contraire en tous les cas, de changer par principe, de tourner le dos à une tranche de l'histoire, où hélas le nationalisme breton était partie prenante.

Du point de vue breton, la démarche était étrangère à nos propres expériences et ne tenait aucun compte de nos impératifs inchangés. Elle était le signe incontestable d'une aliénation mentale qui allait s'étendre comme une lèpre.

L'action bretonne a pris de ce fait d'autres dimensions, qui sont devenues envahissantes et ont fini par étouffer toute tentative de reprise de l'action nationaliste, à la fois décamouflée et dûment révisée dans ses fins et ses argumentations. A l'autonome breton d'antan, a succédé le militant breton marxiste, communiste ou socialiste, puis le militant breton gauchiste, proudhonien ou autogestionnaire, tous plus égalitaires par le bas et négromaniaques, millénaristes et illuminés les uns que les autres. On essaie de retrouver la Bretagne comme on peut dans cette salade, sans toujours parvenir. Et c'est souvent une Bretagne qui ne ressemble à rien de ce que nous connaissons.

Pour sortir du borbier où l'emsav patauge depuis trente ans, il est nécessaire de s'expliquer une fois pour toutes.

Il y a d'abord un abcès à vider. Le reniement du nationalisme breton, de *Breiz Atao* — c'est tout un — est-il justifié en soi ? Tant qu'une réponse franche et claire n'aura pas été donnée à la question, tant que le débat sera esquivé, l'abcès continuera à distiller son poison au flanc de l'emsav. Le calcul de jeter un voile sur un passé encore brûlant représentait la seule tactique de défense pour les rescapés de l'emsav. Mais si le reniement a été si facilement pratiqué, c'est parce qu'il avait déjà cours depuis plusieurs années : circonstance atténuante pour nos petits Saint-Pierre. Il est bon de le rappeler pour que les responsabilités soient établies. Le reniement cynique de *Breiz Atao* vient de plus loin. Il est le legs ignoble de la politique de la collaboration entre le III^e Reich et Vichy. L'ambassade d'Allemagne, en 1940, pour apaiser les crain-

tes du gouvernement du Maréchal, avait imposé que le nouveau Parti National Breton (PNB), édulcoré à la suite d'une révolution de palais (1), se définisse comme une tendance modérée, par opposition au radicalisme de son prédécesseur. Pendant quatre ans, le PNB s'est mis un faux nez et une fausse barbe pour faire oublier un profil jugé intempestif. Ces finasseries lui ont permis de maintenir une présence, mais en créant la fâcheuse habitude, en la légitimant même, de l'hypocrisie politique et de la mise en congé de l'honneur.

C'est de cette époque (qu'on y songe — 1940 — il y a trente cinq ans !) que date le silence embarrassé sur le sigle prestigieux, sur les noms des fondateurs du mouvement, sur toute l'épopée dont est sorti le mouvement breton moderne, y compris les *festou-noz* et l'UDB ! Une silence si absolu qu'il impose l'impression que nous sommes encore sous la férule du *Herr Zensor* de la *Propagandastaffel* (1) qui était chargé de le faire respecter.

LE RENIEMENT DE BREIZ ATAO

Le nouvel emsav a donc ignoré tout naturellement l'héritage du PNB « extrémiste » et même celui, pourtant moins indigeste, du PNB châtré dont il continuait, sur ce point, la peu reluisante tradition. Avec une exception cependant, et de taille. Il a brandi, divulgué, répandu partout, imposé d'autorité à ceux qui en voulaient comme à ceux qui n'en voulaient pas, le drapeau noir et blanc de *Breiz Atao*, symbole de la subversion et témoin sinistre de la haute-trahison.

Notre vieux drapeau, traqué par les gendarmes, frappé d'interdiction par les tribunaux, est aujourd'hui admis et honoré par tous, sans distinction d'opinion. Il lui arrive même d'orner la tribune où fraternisent sous ses plis abhorrés préfet, général et pasteur des âmes.

Comment en est-on arrivé là ? On comprend qu'il n'y a pas eu reconnaissance, par la bande, du patronage de l'ancien mouvement, mais une sorte de malentendu. Ce drapeau, né de la plume de Morvan Marchal, premier directeur de *Breiz Atao*, a été présenté par un tour de passe-passe, à un public ignorant tout de la Bretagne, comme le drapeau breton traditionnel. Il a été d'autant plus aisément accepté que l'étendard blanc des ducs, semé d'hermines sans nombre, était trop souvent confondu par les pourfendeurs de chouans avec la bannière fleurdelysée, qui n'avait pas bonne presse. Le *gwenn-ha-du* sauvait la situation.

La méprise, par la suite, a été dénoncée, mais trop tard pour revenir en arrière. Le public prendrait aujourd'hui la défense de son noir-et-blanc en bloc, parce qu'il est devenu de fait l'emblème du pays, arboré et reconnu dans les cinq continents.

Ceux qui seraient encore tentés de déplorer cet apparent abus de confiance, doivent pourtant savoir qu'il n'y a pas eu mystification. Le drapeau « breton » n'est pas autre chose que l'antique écusson de la ville de Rennes, incliné de la position verticale à la position horizontale : un champ d'hermines surmontant une alternance de bandes noires et blanches. Sa création avait répété, sans l'avoir cherché, l'histoire du drapeau tri-

colore, né de l'association du blanc royal au rouge et au bleu de la Ville de Paris.

Fermons cette savoureuse parenthèse pour revenir à notre sujet. Le premier en date des reniements de *Breiz Atao* avait eu des motifs politiques. On pouvait approuver ou désapprouver l'*aggiornamento* du mouvement nationaliste après Montoire (2), la question n'était pas de fond, mais de tactique. Fallait-il composer avec l'adversaire en attendant des jours meilleurs, ou au contraire profiter de l'occasion pour s'affirmer quels que soient les risques ? Les deux attitudes étaient politiquement défendables.

Mais si nous voyons renier le nationalisme aujourd'hui, ce n'est plus pour des raisons de tactique qui avaient cessé d'être valables quand la terreur judiciaire eut pris fin. Pour la plupart de nos censeurs, c'est une question de principe. Ils reprochent à l'ancien mouvement à la fois sa doctrine et sa politique, c'est-à-dire explicitement de ne pas avoir été un parti de lutte de classes et de s'être ensuite compromis avec les « Nazis ».

Il faut tout de suite en finir avec cette affaire de nazis. Pour les marxistes, le crime est patent. Il est d'avoir pris position contre les Soviétiques et il est impardonnable. Pour les autres, c'est-à-dire pour la majorité des Bretons ayant capitulé devant le tabou de l'unéindivisibilité française, le reproche n'est qu'un prétexte. Le vrai « crime » est d'avoir osé détacher la Bretagne de la France.

Il existe un cas parallèle au nôtre qui jette une étonnante lumière sur les rouages psychologiques du

phénomène que nous étudions. C'est celui du Val d'Aoste, sur le versant italien des Alpes. Quoique la constitution de l'Etat italien ait accordé une autonomie culturelle et linguistique à cette région de langue française, à la suite du mouvement séparatiste qui l'avait secouée après la guerre, l'Italie a tout fait et continue à tout faire pour reconquérir moralement le pays et y effacer toute trace d'un passé jugé honteux. Un véritable complot du silence supprime des mémoires les faits incriminés. L'autonomisme valdotain fut assimilé à une trahison envers la partie (italienne). Et pourtant, fait étrange, nulle part on n'entend prononcer l'accusation de collaborationisme, qui n'est donc pas nécessaire pour que la « trahison » soit patente. On en serait d'ailleurs bien empêché, puisqu'il est de notoriété publique que le Val d'Aoste fut, sous l'occupation, un des foyers les plus actifs de la résistance et du maquis ! Le reniement n'en est pas moins imposé. Soyons bien sûrs que, nazi ou pas nazi, *Breiz Atao* aurait été de même cloué au pilori en 1944 et l'objet d'une aussi implacable condamnation.

Une condamnation absurde par dessus le marché. Il est bon de rappeler la situation d'avant guerre. Il y avait d'un côté une poignée de rebelles, fils de bourgeois et fils du peuple, tout seuls à prétendre que la Bretagne avait le droit de vivre, et en face d'eux la masse, toutes classes confondues, la sacro-sainte masse, source du droit, fontaine de sagesse, tabernacle de la conscience collective, qui était d'un avis diamétralement opposé. (Où pouvait se nicher là-dedans la fameuse lutte de classes ?)

Pendant vingt ans, nous avons prêché que nous ne permettrions plus une nouvelle utilisation des Bretons et qu'en cas de guerre, nous ne verserions pas une goutte de sang pour renouveler le bail de servitude de la Bretagne. La trahison pour nous, eut été de rejoindre le camp de ceux qui voulaient la mort de notre pays. Elle n'est pas d'avoir tenté — sans succès d'ailleurs — de profiter de l'abaissement de nos oppresseurs pour nous soustraire à leur domination.

La position nationale de *Breiz Atao* est donc inattaquable jusque dans ses dernières et plus douloureuses conséquences. Et c'est peut-être en fin de compte la véritable raison du reniement. Toutes les calomnies, toutes les insultes sont bonnes, quand il s'agit de se débarrasser d'une tradition qu'il n'est pas possible de continuer sans effort héroïque pour se surpasser.

Renier une tradition de force, *qui oblige* et dont la présence est un gage de victoire, est déjà une mauvaise action. Mais priver les jeunes, qui ont le droit de savoir, des exemples de courage et d'intelligence politique que pourrait leur donner l'histoire de *Breiz Atao*, en est une autre. Il n'est jusqu'aux erreurs que nous avons commises qu'il ne soit utile d'étudier pour éviter de les reproduire. L'histoire de l'emsav est la preuve que toute formation politique d'intentions bretonnes qui a uni son sort à celui d'un parti politique français y a été absorbée ou est morte des contradictions nées de son choix. Elle montre que toute confusion de la revendication autonomiste avec une revendication sociale a pour seul résultat de semer la division dans ses rangs et de la réduire à l'impuissance. Ces deux erreurs, par suite de l'ignorance des expé-

riences passées, sont actuellement articles d'évangile dans l'emsav.

Elles ont fait le jeu de Paris hier, elles le font de nouveau aujourd'hui.

LACHETÉ DE BON ALOI

Notre peuple égaré n'a pas eu une parole de sympathie — ne parlons pas de reconnaissance — pour les centaines des fils de sa chair qui ont souffert pour l'avoir défendu, dans les prisons et dans les bagnes, pour les cinquante d'entre eux qui sont tombés sous les balles — quelquefois sous ses propres balles. Tous les pays, heureusement pour eux, ne ressemblent pas au nôtre. Il est un souvenir qui me serre le cœur. Quand douze Alsaciens ont été condamnés à mort, le 13 février 1953, en compagnie d'un autre groupe de leurs camarades allemands de la *SS-Division Das Reich*, pour avoir participé au massacre de représailles d'Oradour-sur-Glanne, en Juin 1944, l'Alsace s'est levée comme un seul homme pour exiger leur mise en liberté. Non pas qu'elle approuvât le forfait, mais parce qu'il s'agissait de ses enfants et qu'ils bénéficiaient à ses yeux de la circonstance atténuante d'avoir été enrôlés d'autorité. Son indignation fit si grand peur à Paris que le parlement fut convoqué d'urgence et une loi passée dans les 48 heures, pour disjoindre le cas des Alsaciens-Lorrains de celui des autres SS. Ils mangent en ce jour leur choucroute en famille, tandis que leurs copains d'escouade « dorment » sous terre depuis vingt huit ans.

La comparaison avec la Bretagne reniant ses meilleurs fils, applaudissant à leur calvaire, est cruelle. Pourtant les « Breiz Atao » n'avaient nulle part entassé femmes et enfants dans une église pour les y brûler vifs !

Au moment du premier procès du FLB, Fred Moysse (3) m'avait fait part de son sentiment qui rejoint le mien :

« Au mois de Janvier, 53 Bretons ont été arrêtés. On aurait pu s'attendre à ce que la presse bretonne eut fait entendre une protestation violente et continue. Au lieu de cela, quelques allusions vagues, quelques menus appels de soutien, un point c'est tout. La solidarité bretonne n'existe pas (4).

Le point n'est pas de savoir si l'on approuve la violence ou non... Même si l'un des dynamiteurs avait fait sauter la préfecture de Nantes avec tout le conseil général dedans (5), du fond du cœur j'aurais réprouvé l'attentat, mais je me serais associé à ceux qui auraient pris la défense de l'accusé. Car un tel attentat n'aurait été dans l'histoire, qu'une goutte d'eau dans l'océan des attentats contre la Bretagne, son peuple, son cadre de vie, sa culture, sa langue, commis par la France depuis des siècles. Cette injustice monstrueuse est seule responsable des réactions brutales qu'elle engendre.

...Autrefois, *Breiz Atao* a écrit à une époque critique : « Partez, Monsieur Daladier ! » C'est sa gloire. Où a-t-on lu dans un journal breton : « Foutez le camp, Monsieur le général ! » La passivité — ou la lâcheté — bretonne est un fait. Un fait contre lequel nous ne pouvons rien ».

Je ne sais si ces paroles fières et amères toucheront les cœurs de la jeune génération. La Bretagne qu'elle connaît n'est plus celle que nous avons sous les yeux. Notre dureté venait de notre douleur d'assister, impuissants, à la destruction méthodique de notre patrie. On nous privait de la Bretagne. Aujourd'hui, la Bretagne renaît puissamment, les jeunes la voient, la bâtissent en rêve, avec un énorme optimisme. Il leur faut certainement un effort d'imagination pour revivre l'atmosphère dramatique, tendue, désespérée qui était celle de leurs pères il y a un demi-siècle.

L'histoire connaît ces brusques changements de tableau. En 1940, quand les Français, tremblant dans leurs hannes, se sont enfuis de la Bretagne, laissant des bureaux vides aux portes entrebaillées et des cheminées où fumaient les cendres des dossiers des autonomistes, et quand les vainqueurs ont recouvert le pays de leur flot, plaçant au coin des rues des écriteaux aux lettres gothiques, toutes choses se sont trouvées changées du jour au lendemain.

Quand, quatre ans plus tard, les G.I. ont envahi la Bretagne, avec leur chewing-gum et que les FFI se sont répandus avec leur tricolore et leurs mitraillettes, toutes choses se sont trouvées changées du jour au lendemain. Chaque fois, c'était comme si nous avions changé de planète. Ce qui était méritoire est devenu infamant et vice-versa.

Quoiqu'étant de ceux qui n'ont rien oublié, nous comprenons fort bien que l'emsav s'est reconstitué sur une planète qui n'était pas celle où était publié *l'Heure Bretonne* (6). Une planète où les conditions étaient mê-

me singulièrement plus difficiles qu'auparavant. Du fond d'une cellule ou de l'exil, nous n'attendions nullement que nos fils reprennent nos thèmes et nos discours sans en changer une virgule. Nous espérions au contraire qu'ils auraient eu l'habileté et l'esprit politique de faire abstraction de la phase 1939-1944 de l'emsav, et qu'ils seraient repartis sur les bases du nationalisme sans compromission de 1927, tout à fait de la même manière que Yann Fouéré (7) a repris son action politique dans les années 50, sur ses bases de non-compromission avec l'occupant, que malgré toute sa mauvaise fois l'adversaire ne pouvait assimiler au « crime » de collaboration.

Ils ne l'ont pas fait. Les uns par manque de sens politique, les autres pour ne pas aller en prison. Car, alors, il n'était pas nécessaire d'en dire beaucoup pour prendre le chemin de Jacques Cartier ou de Mesglaouen. Le sort des centaines qui avaient blêmi sous les coups et qui pourrissaient entre quatre murs ne faisait envie à personne. Chaque époque de l'histoire a son climat moral. Celui des jeunes en 1945, à peu d'exceptions près, n'était ni au combat qui était perdu d'avance, ni à l'héroïsme qui n'aurait pas trouvé de résonance. Il était de jouir un peu de la vie, maintenant qu'il y avait du combustible dans la cuisinière, du beurre sur la table et pas de hurlements de sirènes dans le ciel.

Mais comme il fallait quand même faire taire une pointe de remords et se donner bonne conscience, il était tentant de se démarquer du nationalisme breton, en bloc, en le confondant avec tous les péchés du jour en « -isme ». Telle est la raison pour laquelle nous,

qui n'avons jamais connu que des Allemands, des Fritz, des Chleuhs, des Fridolins, ou des Boches — et j'en passe — nous sommes devenus les complices des « nazis » et des « racistes ». Un peu plus, on nous aurait mis les chambres à gaz sur le dos ! Telle est la raison pour laquelle le parti, où Morvan Marchal, son fondateur, Yann Sohier, Morvan Lebesque et Maurice Duhamel, tous hommes de gauche s'il en fut, ont joué des rôles de premier plan, est devenu rétrospectivement un ramassis de fascistes, de capitalistes et de comploteurs d'Extrême-droite. Le tour est joué : on est blanc comme lys dès qu'on ne veut plus rien avoir de commun avec des gens de cet acabit.

Le courage des opinions ne pouvait donc pas être le trait dominant du nouvel emsav. Sa presse est typique. Même pour y parler d'étymologie, on use de pseudonymes. D'autres feuilles pratiquent la rédaction collective, heureux euphémisme pour anonymat. Pourtant les peuples ne sont pas sauvés par des fantômes. Si le roi Arthur, à la tête de sa chasse, passe encore dans nos cieux les jours de tempête, il n'en descend jamais pour nous donner un coup de main. Les peuples sont sauvés par des hommes avec un état-civil déclaré, dont la chair et les os doivent répondre de leurs actes devant un tribunal ou un peloton. Ni Ben Bella, ni Lumumba, ni le Chê, ni Castro, ni Pearse, ni Collins, ni Borms, ni Rossé, ni Macia, ni Mustafa Barzani, ni Debauvais, ni Coëtlogon ne sont des pseudonymes. Mais voilà, comment ont-ils terminé la majorité d'entre eux ? C'est ce qu'il s'agit d'éviter.

On pratique donc le culte des héros à rebours. Si on les aime, c'est le plus loin possible, en Bolivie par

exemple, ou dans le temps, avec le bon duc Jean IV « *Din, din, daon, d'an emgann ho !* » On ira même en chercher, les jours de grande audace, en Kurdistan ou en Irlande du Nord. Chez soi, il est plus commode de les passer sous silence, ou, quand on a l'honneur d'être marxiste, de déverser sur eux des pelletées d'immondices.

MAIS OU EST LE MOTEUR DE L'EMSAV ?

Et pourtant, malgré les orages impitoyables qui, pendant un quart de siècle déjà, ont fouetté le faible roseau du nationalisme breton, il tient encore tête au vent debout. Les petits rabbins du saint Talmud marxiste, on trouvé l'argument massue dont nous ne nous relèverons pas : il n'y a pas de doctrine fixée une fois pour toutes du nationalisme breton ! Nous changeons, paraît-il, d'idées, de points de vue et de thèmes tous les dix ans. En un mot *nous ne pensons pas*. Comment pouvons-nous encore exister après une telle exécution ?

Ils ont raison, si par « pensée » ils entendent « pensée dogmatique ». C'est vrai, en ce sens, « nous ne pensons pas » et nous en sommes fort satisfaits. Ce qui ne change pas chez nous, c'est le sentiment national, notre aspiration vitale à une vie collective libre. C'est cela qui compte pour nous, Celtes, et non pas les raisonnements alambiqués, les jongleries de mots abstraits qui ne correspondent à aucune vérité vécue et prétendent nous obliger à faire le contraire de notre sentiment ! Notre nature intellectuelle ethnique sensible aux chocs émotionnels, ne croit guère aux vertus de la logique formelle.

Notre politique est changeante ? Elle exprime notre position de faiblesse, celle d'un peuple sans structures, dépourvu des moyens de poursuivre une politique déterminée contre vents et marées. Nos moyens sont ceux des faibles : des flambées de colère sur un fond d'apathie, de petits calculs, de ruses et d'accommodements. Et notre pensée doit suivre, s'adapter à cette conduite mouvante. Le serf a des paroles et des attitudes imposées, il ne commande en souverain qu'à son cœur.

Seuls, les grands rebelles échappent à ce déterminisme et se distinguent au contraire par leur rigueur intellectuelle et leur mépris des concessions. Ce fut, chez nous, le cas de Célestin Lainé, jusqu'au niveau de l'absurdité. J'y vois le contre-poids naturel de notre versatilité. Chaque race a ses poisons, mais elle distille aussi ses contre-poisons, dont l'action se fait sentir selon un rythme différent. La minorité des forts est trop isolée, trop au-dessus du troupeau, pour avoir prise sur la masse et sur le cours des événements. Son influence est déterminante, mais à long terme. Dans l'immédiat, les opportunistes et les démagogues ont toujours la haute-main chez nous. Eux seuls trouvent une large audience et sont assurés de la popularité. Mais, qu'on ne l'oublie pas : la minorité intransigeante est le seul moteur du mouvement, sa présence le seul gage de sa puissance et le seul garant de son avenir. C'est la poignée de « forcenés » de *Breiz Atao* qui a fini par entraîner un peuple. L'emsav actuel n'a rien sur le même plan. (Le FLB est analogique, mais c'est autre chose).

Quand l'emsav s'est reformé, la minorité intransigeante avait cessé d'exister. Il ne restait sur le terrain

que les rescapés de seconde zone, les opportunistes de toujours et les nouveaux venus sans formation, toutes gens disposées de nature à suivre le courant du jour. La génération nouvelle, poussée par son sentiment breton instinctif à faire quelque chose, se trouvait à la fois l'objet de pressions que nous n'avions pas connues et en face de choix que nous n'aurions pas soupçonnés. Nous l'imaginons sans peine tiraillée entre la tradition bien établie du nationalisme breton, mais dont il ne lui parvient que des échos déformés, et les mythes triomphants de la gauche française, qui selon ce qu'elle entend, vont remodeler le monde de demain.

Il n'est plus question que de vérités universelles qui s'imposent à l'humanité toute entière sans distinction de lieu ni de race, que d'égalité des hommes d'un bout à l'autre de la terre quelque soit leur degré de civilisation ou la couleur de leur peau, que de valeurs « universelles », que de masses dont la clairvoyance doit mener le monde sur la voie du progrès absolu. Il n'est qu'une voix pour condamner sous le nom de racisme (criminel) la prétention de conserver à chaque race son destin particulier, pour repousser l'idée que quelques uns (les élites !) puissent avoir raison contre tous, pour attendre de la « science », à laquelle nous devons la bombe atomique, la solution en laboratoire de toutes les difficultés humaines.

Entre des tendances aussi opposées, dont l'une a nom diversification et l'autre nivellement, il semble inéluctable qu'il faille choisir. Les idées se choquent, les jeunes flottent...

C'est alors que surgit un charmeur, un prestidigitateur, qui d'un coup bouscule les règles du jeu et impose une synthèse des contraires, dans la plus pure tradition des mystificateurs celtes dont notre sang est prodigue. C'est le livre détonnant « Comment peut-on être breton ? » qui fit l'effet d'une révélation résolvant la quadrature du cercle, et dont les meilleurs passages, dans un style qui est un mélange de lucidité, d'insolence et de lyrisme, assurent la pérennité. Ce grand bouquin qui réduisait à cendres les erreurs qui nous tuent, avait la faiblesse de sacrifier aux idoles du jour. Il renferme des pages qu'il faudra oublier, pour pouvoir continuer à manifester notre reconnaissance à son auteur.

En tout cas, 1970, date de la parution du livre de Morvan Lebesque, marque un tournant essentiel dans l'histoire de l'emsav (8).

ET MORVAN EMPOCHA LA GAUCHE

Morvan Lebesque, vieux militant de *Breiz Atao* et premier rédacteur-en-chef de *l'Heure Bretonne*, fut mon ami, aux heures des espoirs fous comme à celles des pires angoisses. Son problème ne fut pas après la guerre celui de l'ancienne génération, ni celui de la nouvelle. Ayant eu l'adresse d'esquiver l'Épuration, dont il méritait largement d'être une des nobles victimes (rendons lui cet hommage posthume !), il se trouvait dorénavant dans l'inconfortable position d'un homme qui, pour pouvoir être, doit oublier ce qu'il a été et même ce qu'il est. Il a résisté, pendant un quart de siècle à la pression intérieure qui l'étouffait,

puis il a explosé. Il a explosé en rayonnant. Il a incorporé sa pitié de la Bretagne bafouée à sa pitié de l'humanité souffrante, dans une formule où la sincérité des émotions le dispute à l'astuce natatoire. Et, par ce biais, il a donné une image imprévue de la Bretagne que la gauche, empêtrée dans son conservatisme, pouvait substituer à celle qu'elle en gardait depuis la chouannerie et les Inventaires.

Un autre l'avait fait soixante ans avant lui, Emile Masson, notre cher Ewan Gouesnou Brenn (9), dont le regard visionnaire avait eu la révélation d'un peuple breton prolétaire, qui était à cette époque une éclatante vérité à laquelle l'obtuse bourgeoisie, sortie du stupide XIX^e siècle, restait sereinement aveugle. Mais Masson, dans les premiers lustres de notre siècle, était venu trop tôt. L'histoire ne donne jamais leur chance aux précurseurs. Morvan, d'un seul coup, fut porté par le fameux « vent de l'histoire ». Ayant escamoté sans piper l'image d'une Bretagne qui avait cessé de plaire, il avait sorti de sa manche une Bretagne innocente à souhait, victime du racisme et du capitalisme, en plein au goût du jour. Et le tout sans cesser d'être sincère avec lui-même. Chapeau !

Le nationalisme breton n'a jamais été conservateur à courte vue ni anti-social. Ses tensions intérieures des dernières années d'avant-guerre résultaient des façons différentes dont ses tenants envisageaient la fusion du social avec le national. Mais l'heure de la formule était passée. Morvan osa l'impossible : la fusion du sentiment national avec des idées générales qui l'excluaient. Il y réussit apparemment. Ce que son discours contenait de frauduleux fit admettre ce qu'il renfermait

d'inadmissible pour un public qui, à la libération, avait rejeté l'idée bretonne comme incompatible avec son culte gaullien de l'unité française comme avec son humanisme maquisard. Il fit passer la nationalité bretonne en contrebande.

Sur le plan des sentiments aussi bien que sur celui de la thématique socio-politique, Morvan avait enfermé la génération qui devait faire de lui son maître à penser dans une contradiction paralysante. Il est le grand responsable d'une réhabilitation équivoque du nationalisme breton, car sans lui le choix inéluctable aurait été fait et les oppositions seraient claires. D'un côté il y aurait les fanatiques de la « table rase » de toujours, ce vice affreux de l'esprit français, de l'autre les Bretons irréductiblement ancrés dans leur propre vérité. Morvan a fait de l'idée bretonne un indéfinissable bâtard.

En corollaire de l'opération « barre à gauche » qu'il a lancée, il était nécessaire d'empêcher la reformation d'un parti national breton réunissant les patriotes de toutes opinions, car sa seule existence aurait eu la valeur d'un démenti exemplaire aux nouvelles thèses, hors desquelles il ne devait pas y avoir de salut. C'est pourquoi on a vu peu après, lancer le mot d'ordre de combattre, en premier lieu, non pas le maître de Paris, quelque soit sa couleur politique, mais le secteur du mouvement resté dans la tradition nationaliste, baptisé pour la circonstance « droite bretonne », voir « extrême droite ».

L'anathème est si ressenti aujourd'hui que nous voyons les milieux de l'emsav qu'il stigmatise, s'employer à qui mieux mieux à démontrer qu'eux aussi sont « de

gauche ». Le spectacle est à la fois comique et pitoyable. A l'hypocrisie on répond par l'hypocrisie, à l'imposture par l'imposture, dans une burlesque émulation. Car, dans notre cas, entendons-nous bien, « gauche » a un sens très précis ; le mot désigne non pas les partisans du progrès social, mais les groupes et publications qui ont adopté les thèses et la vision du monde *propres à la gauche française*, et se rallient tactiquement au mouvement du *Programme Commun*, dont aucun participant n'a promis l'autonomie à la Bretagne pour ne rien dire du PCF, qui s'en est déclaré l'ennemi résolu. Un parti breton vraiment national se situe entièrement en dehors de cette gauche ennemie, tout comme en dehors d'une droite qui, bretonne ou française, ne nous offre que des aménagements d'un passé révolu.

EN PLEIN CONFORMISME

La rumeur publique se tait sur un livre, si grand soit-il, qui arrive à contre-temps. Mais la renommée aux cent bouches entonne un péan de gloire en l'honneur de celui qui surgit, quand les esprits sont préparés à le recevoir. Sartre régna sur Saint-Germain des Prés et Marcuse sur la Sorbonne, Léo Ferré sur les planches, Yves Montand sur les écrans et *Le Monde* sur la presse ; le marxiste Garaudy s'épanchant sur le sein de Mgr Marty, le héros étant le Chê et Mao étant Dieu, « Comment peut-on être breton ? » devait débiter édition sur édition, dans l'air encore chaud des cocktails Molotof de Mai 68.

Parler dans le sens de ceux qui ont gagné, de ceux qui ont la haute-main, n'est pas rébellion. C'est du con-

formisme de fait, travesti en rébellion par un débordement verbeux, qui est sur les bords de la Vilaine ou de l'Odet, la pire manière de se montrer français. Pourquoi se gêner, quand on a vu un Lyssenko nier impudemment pendant vingt ans les lois de l'hérédité au nom du socialisme scientifique, et après lui un Philippe Sollers mettre l'atome au service de la dialectique révolutionnaire sans que le ciel leur tombe sur la tête ?

Le coup de barre à gauche de l'ancien rédacteur-en-chef de *l'Heure Bretonne*, fut un alignement de la position bretonne traditionnelle sur celle de l'intelligentsia parisienne, dont l'éditorialiste attitré du *Canard Enchaîné* était devenu l'un des plus beaux fleurons. Il s'agissait de plaire à la mafia distinguée qui faisait régner dans les salles de rédaction, dans les studios de l'ORTF, dans les couloirs des facultés comme dans les antichambres des maisons d'édition, une dictature invisible et pointilleuse. Point de salut hors de la révélation progressiste ! Ceux qui essaient de s'évader du conformisme idéologique de la secte ne tardent pas à voir ce que cela leur coûte.

Nos publications bretonnes ont emboîté le pas, comme les moutons de Panurge, sans réaliser qu'en apportant leur adhésion au parti des intellectuels français de gauche, elles s'identifiaient avec une génération n'ayant plus ni croyance ni port d'attache, une génération de déracinés cosmopolites, n'ayant rien de commun avec celle des jeunes Bretons, forts de leur sang et pleins de la sève de leur terroir. Ce qu'elles ont salué avec un enthousiasme de néophytes, ce n'est pas une soi-disant vérité bretonne qui aurait échappé à leurs aînés, mais les élucubrations des déboussolés et

des snobs des bars du Quartier Latin ou des salons du XVI^e arrondissement.

Il y a un parallélisme troublant entre le glissement de l'Eglise vers l'action sociale et celui de l'emsav vers les thèmes du progressisme. Dans les deux cas, perce l'aveu que la confiance dans la croyance fondamentale est ébranlée, ici Dieu, là la Nation. Dans les deux cas, on assiste à la recherche d'une doctrine de remplacement qui se trouve être la même : le marxisme sacralisé et tous les thèmes de la contestation *made in France*.

On a raison de dire que ni l'expérience des autres, ni les leçons du passé n'enseignent les nouvelles couches. Nos jeunes illuminés de gauche renouvellent l'erreur des députés du Tiers-Etat et du bas clergé en 1789, qui s'imaginaient que la Liberté, l'Egalité, la Fraternité proclamées à Paris, allaient assurer un bonheur sans nuage au genre humain, aux Bretons, aux Chinois, aux Nègres, à tout le monde ; la félicité éternelle, en somme, dans une société dont tous les problèmes seraient désormais résolus dans le souci de la justice et de l'intérêt général. (L'expression est de l'époque). Ils ont troqué le bien tangible des libertés bretonnes pour leur participation à un banquet de rêve, dont la table n'a pas encore été dressée depuis 186 ans que les Guerneur et autres Moreau ont annoncé qu'elle était servie (11).

Aujourd'hui, nos annonceurs de lendemains qui gambadent, lâchent comme leurs ancêtres la proie pour l'ombre. L'autonomie de la Bretagne — cette chose énorme qui changerait tout : la Bretagne aux Bretons — est une revendication trop plate à leurs yeux.

Ce qu'ils veulent, c'est une société parfaite et pour l'obtenir, « changer l'homme ». Comme ce serait beau, en effet, que tout le monde « il soit gentil » et que les lois de la vie soient pur miel !

Pour ma part, je ne crois pas que ce serait ni beau, ni plaisant. Une vie sans lutte serait mortellement ennuyeuse. Plus justement encore, elle serait impossible, puisque l'absence de lutte et de mouvement, de défaites et de victoires, c'est tout simplement la mort.

L'engouement pour le progressisme mène l'emsav sur une voie d'égarement et de déchéance. Ce n'est jamais impunément que la société s'écarte de la loi naturelle, qui veut que l'homme soit en premier lieu intéressé à lui-même et aux siens, qu'il combatte pour ce qui le touche et laisse aux autres les responsabilités qui ne sont pas les siennes. C'est sur la base de cet état de choses sain et normal qu'il convient d'imaginer et de construire la Bretagne de demain et non pas sur des aspirations à une société utopique, qui mènent à la déconvenue, à l'échec, aux pénuries, à l'oppression, au désespoir.

Pourquoi faire, siècle après siècle, la même expérience négative ?

LES IDÉOLOGIES DE REMPLACEMENT

Aucun changement d'orientation intellectuelle n'était possible sans au préalable ou conjointement laisser entendre ou affirmer que le nationalisme breton était une idéologie dépassée. Les avantages de cet escamotage furent plus ou moins sentis dans tous

les secteurs de l'emsav et à tous les niveaux, dans une sorte de mouvement instinctif des tendances les moins nobles dont nous sommes porteurs.

Dépassé par quoi ? Par le marxisme évidemment, ou même par les postulats moraux et pseudo-scientifiques sur lesquels il s'est édifié, c'est-à-dire les idées sociales de Jean-Jacques Rousseau (1671-1741) et philosophiques de Diderot (1713-1784). Pour nous en tenir au marxisme, il y avait 121 ans que Hegel avait écrit sa *Phénoménologie de l'Esprit* au son du canon d'Iéna et cent ans que Schopenhauer l'avait ridiculisé en le définissant comme un charlatan écrivant dans un jargon incompréhensible, lorsque nous avons définitivement formulé le nationalisme breton en 1927.

Il y avait alors 60 ans qu'Engels et Marx avaient écrit *Das Kapital*, et 27 ans qu'avait disparu celui dont la pensée fulgurante en avait renversé les fausses valeurs : Frédéric Nietzsche. J'ai plutôt l'impression que ce sont les doctrines nées dans la première moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire après qu'ait été faite une critique exhaustive et définitive du marxisme, qui l'ont dépassé, en unissant ce qu'il prétendait séparer : le national et le social. Ce fut le réveil irrésistible des nationalités opprimées qui fut la grande idée nouvelle au tournant du siècle et qui l'est restée à travers son aboutissement actuel : la lutte des cultures ethniques pour leur libération et leur épanouissement, *la lutte des peuples exploités contre les peuples exploités*.

Le nationalisme breton, avide d'assimiler les idées-forces de son temps, n'a pas été dépassé. Son élimination objective, entre 1944 et les années 60, a été un coup de force en provenance de l'extérieur qui n'a

en rien modifié ni les sentiments dont il jaillissait, ni les raisons du peuple breton à se faire rendre justice. Il était fatal que tôt ou tard, il renaisse et se débarrasse des oripeaux sous lesquels on l'avait travesti.

Quand la flambée des danses, des musiques et des chants eut fait comprendre à la vieille Anti-Bretagne toujours aux aguets, que le monstre ressurgissait de ses cendres, elle pensa que la seule manière de neutraliser le mouvement était de le récupérer. Il suffisait pour cela de dévier l'impulsion sentimentale d'une jeunesse dépourvue d'expérience politique vers les idéologies conformistes, qui sous la pancarte d'une opposition de tout repos, la faisait rentrer dans le système et la rivait à l'Hexagone. Ce qui fut fait au prix de supercherie intellectuelle, dont l'ami Morvan avait donné le signal, et qui allèrent en s'aggravant. Car où est l'honnêteté de prétendre que ce sont les idées au nom desquelles, depuis la révolution française, on a enterré la Bretagne, qui, aujourd'hui, par miracle vont la faire renaître ?

Dépouillé de son caractère nationaliste, le combat breton est présenté alternativement comme une version régionale de la lutte des classes ainsi que l'a formulée Lénine et comme aspect de la lutte anti-colonialiste, selon Frantz Fanon. Pour donner le change, et aussi parce que la vision nationaliste de la question est encore trop enracinée, on continue à tolérer quelques rescapés du vocabulaire antérieur, comme l'adjectif « national », dans un texte signé d'un quelconque barbu du marxisme, qui en quelque sorte le dédouanne. Il est significatif que le parti SAV a d'abord été « national breton » pour capter les adhésions, puis, après

sa conversion au gauchisme auto-gestionnaire, est progressivement devenu « le parti breton », sans référence à la nationalité ; que, depuis trois ans dans les réunions de l'emsav, *l'Internationale* tend à remplacer le *Bro Gozh*. Il est non moins significatif que l'aspiration si générale dans nos milieux à faire renaître une société bretonne libre dans des formes inspirées de l'esprit de clan celtique, est tournée en ridicule par les nouveaux apôtres de la table-rase, parce qu'elle fait obstacle à la mue progressive du sentiment national en « conscience de classe », de la solidarité du mouvement en solidarité des « travailleurs », de la haine de l'oppression étrangère en haine de l'autre Breton et de l'élite véritable du pays, baptisée en bloc « bourgeoisie » ou « patronat », même quand il s'agit de cadres subordonnés et de fils du peuple.

Mais la manœuvre est éventée. L'identification de la cause bretonne avec la cause de la lutte des classes ou de la décolonisation a pour but final de récupérer le dynamisme breton pour l'utiliser comme force d'appoint de la révolution mondiale. Il est douteux que les militants bretons se laissent bernier une fois de plus et permettent la troisième utilisation historique des Bretons, la première étant la guerre de 1914-1918 et la seconde la Résistance de 1942-1944.

FALSIFIONS, FALSIFIONS, IL EN RESTERA TOUJOURS QUELQUE CHOSE

La lecture des revues les plus représentatives de l'emsav est révélatrice de la sujétion des esprits à une pensée marxiste, dont, même s'ils n'en adoptent pas

toutes les conclusions, en singent le jargon philosophique. Il n'est plus de mode de revendiquer l'autonomie : on réclame la décolonisation. Autrefois, une affirmation était vraie ou fausse. Maintenant elle est *positive* ou *négative*. C'est bien autre chose qu'un style à la mode, c'est l'admission tacite que l'important pour une formulation n'est pas d'être véridique, mais de contribuer à l'« affirmation révolutionnaire ». On assomme le lecteur avec un vocabulaire prétentieux qui lui en impose et lui fait sentir qu'il a tout à apprendre avant de prétendre avoir une opinion. Et en avant l'enfilade de *tautologie, problématique, praxis, connotation, discours et contre-discours, signifiant et véhiculant*, qui aboutissent à des phrases d'une limpidité inégalable, comme celle où Alain Le Guyader se livre en ces termes à son autocritique : « ...nous n'avons pas réfléchi notre point de départ comme niveau particulier de rencontre de l'idéologie nationale, lui-même conditionné par une situation idéologique enveloppant inévitablement une vision idéologique de notre sujet dans le temps où nous commençons à en produire la critique... »

Bien entendu, nous ne sommes plus débrettonnés, mais *aliénés*, c'est un petit moyen de faire sa cour aux camarades, en employant leur grand mot (de l'allemand *Entfremdung*). Nous ne sommes plus opprimés, mais *exploités*, ce qui nous fait glisser tout doucement sans avoir à le dire dans le même sac que les « masses laborieuses » de Gennevilliers ou de Johannesburg (Johannesburg de préférence). Nous ne luttons plus contre la domination française, mais contre le *capitalisme*. Notre combat n'est plus celui de la liberté, mais la

lutte des classes, et s'il n'y a pas de classes très distinctes dans un pays où tout le monde travaille et où les feignants ne sont pas nécessairement les moins pauvres, on en inventera. La séparation entre « masses laborieuses » et « bourgeois capitalistes » tombera au petit bonheur la chance, laissant tel potentat progressiste, propriétaire d'une résidence secondaire et roulant en six-cylindres dans le camp des damnés de la terre, et tel artisan qui travaille de ses mains et se déplace en vélo-moteur, dans celui des exploités du peuple, parce qu'il a voté Giscard. Nous en sommes là.

Il faut revenir sur le slogan de « Bretagne-Colonie » dont on couvre les murs. J'ai quelque droit à le faire, ayant été le premier, il y a exactement cinquante ans, à utiliser, à propos de notre pays, le mot *colonie*, mais en ces termes : « La Bretagne par sa position excentrique n'offre pour le pays qui l'administre... que l'intérêt qu'on accorde à une zone stratégique ou à une colonie d'exploitation ». C'est, semble-t-il bien, la brochure doctrinale de *Breiz Atao*, parue en 1925, qui est la source directe des campagnes de l'UDB, de SAV, de STOURM BREIZH, du FLB même, contre le ravalement de la Bretagne au rang de colonie et de zone militaire. (En vertu de quoi, *Breiz Atao* était le valet de la bourgeoisie réactionnaire... Comprenez qui pourra !)

Mais la pensée originelle était infiniment plus nuancée. La définition de la Bretagne comme colonie *ne rend pas compte de son essence*, mais seulement des rapports économiques dans lesquels elle est incluse. C'est une définition matérialiste, boîteuse et sacrilège. Notre qualité de nation occupée ne fait pas de nous

un peuple colonial. A près tout, que cela plaise ou non, nous sommes les fils et les petits-fils des fusilliers-marins, marsouins et bigors qui ont conquis le Tonkin, le Sénégal, Madagascar, à la pointe de leurs baïonnettes, sans le moindre complexe et en pensant au contraire « apporter la civilisation aux sauvages ». Il est certain que nous avons cessé de voir les choses comme eux et que pour nous, nationalistes ethnistes, la colonisation et la christianisation forcée ont été et restent objectivement des erreurs à long terme. Là il est permis de parler des crimes du capitalisme, puisque c'est avant tout pour des raisons d'expansion commerciale et de pillage des matières premières, au mépris de tout droit humain, que les Blancs que nous sommes ont détruit tant d'antiques civilisations et avili tant de peuples.

Mais ne commettons pas l'exagération de nous considérer purement et simplement comme des colonisés. Si le fait de l'exploitation économique de notre terre par des capitaux étrangers et celui de son administration par les services d'une capitale éloignée, suffisaient à faire de la Bretagne une colonie, alors pas mal de provinces de France, qui sont plus ou moins logées à la même enseigne, seraient aussi des colonies... Quelle originalité nous resterait-il ? Nous tombons en pleine incohérence.

Une dernière falsification couronne le travail. Le mouvement breton est né des barricades de 1968 ! Avant, il n'y a rien eu que des menées réactionnaires ou de sombres histoires de collaboration. Les *Breiz Atao* ? — Des nazis, des fascistes, des racistes ! Et on n'en parle plus. Et pourtant si, on en reparlera.

En matière historique, la vérité est quelque fois longue à se découvrir, mais elle finit toujours par s'imposer.

SLOGANS INADAPTÉS

Les falsifications de l'idée bretonne qui se sont répandues au moyen de slogans (Bretagne-Colonie !), de mots d'ordre (Lutte de classes d'abord !) et de consignes (Exclure les non-progressistes des manifestations) ne répondant pas à une appréciation juste des faits, tombent à faux et n'ont d'impact que dans les milieux limités dont ils reflètent les préjugés.

Le mot d'ordre de la lutte des classes a correspondu à un état de choses réel, en Bretagne comme ailleurs, il y a cent ans et même jusqu'à la guerre de 14, quand les ouvriers étaient réduits à un sort misérable, pour donner la vie belle aux patrons et permettre l'enrichissement rapide des fabricants. Ils étaient en droit de se sentir au ban de la nation. Grâce à une lutte acharnée, menée par les socialistes pour leur gloire, l'ancienne classe ouvrière a conquis des conditions de travail et de salaire, ainsi qu'une sécurité et un standing qui l'ont réincorporée dans la collectivité nationale. Le cri « Debout les forçats de la faim ! » n'a même plus de sens pour les plus défavorisés des travailleurs, les immigrés qui, s'ils ne jouissent pas encore de tous les avantages de leurs collègues français, mangent quand même à leur faim et peuvent envoyer des mandats chez eux.

Le mot d'ordre de la lutte de classes tombe à plat, quand on voit armateurs, patrons de chalutiers

et équipages décider la grève d'un commun accord, ou les ouvriers d'une usine bretonne en difficulté offrir à leur patron de travailler un mois sans salaire pour rétablir la situation, ou encore quand le diplômé « bourgeois » et l'O.S. « prolétaire » se retrouvent ensemble sur le même quai de gare leur valise au bout du bras, pour prendre l'express de Montparnasse, parce qu'ils ne trouvent plus de travail dans leur pays. Dire qu'ils sont « exploités » est un mensonge. Pour être exploité, il faut d'abord avoir du travail. Ils en sont privés, c'est tout différent. Et non pas comme ouvriers, mais au titre d'habitants de la Bretagne. Ce qui les distingue fondamentalement des travailleurs immigrés dont ce n'est pas le problème, puisque le travail, ils viennent le prendre chez nous ! Sans eux, les travaux pénibles ou malsains seraient les mieux rétribués et ils trouveraient preneurs. Et s'ils n'en trouvaient pas, la Bretagne libre saurait créer le service national obligatoire pour les faire exécuter.

Prêcher aujourd'hui aux Bretons la lutte des classes en vue de la révolution, c'est se tromper de siècle. Une révolution n'a pas eu lieu, celle des violences et des destructions inutiles et stupides comme en 1789-93, celle des flots de sang coupable et innocent indistinctement versé. Mais une révolution utile et bienfaisante a eu lieu. Celle qui a rendu la dignité à la classe ouvrière, qui lui a donné la limitation des heures de travail, la protection des jeunes, les congés payés, les logements modernes, l'hygiène dans les ateliers, les assurances maladie et vieillesse, les allocations familiales...

Avoir la bouche pleine aujourd'hui de « révolution sociale », c'est détourner l'attention de *la seule révolution qu'il reste à faire, celle des peuples opprimés*. C'est du déviationisme.

Je ne veux pas dire que la répartition des biens de la vie soit équitable ni que les salariés n'aient plus de revendications à faire valoir, mais ce sont des revendications qui peuvent être satisfaites par des moyens légaux ou que les organismes spécialisés que sont les syndicats ont pour mission de faire aboutir. Il y a des cas naturellement où des malaises sociaux reflètent si bien les conséquences de l'état de sujétion de la Bretagne, qu'ils acquièrent une dimension bretonne, à laquelle l'emsav par un mouvement naturel, a toujours été sensible.

Mais ramener la revendication bretonne au niveau social ou professionnel revient à nier son existence. Quand nos « travailleurs-paysans » refusent le drapeau breton dans leurs cortèges, ils se trompent, car la prospérité de la Bretagne et l'augmentation rapide de sa population faisant suite à sa stagnation, assureraient immédiatement un écoulement satisfaisant de la production agricole, et le niveau de vie général plus élevé permettrait un relèvement des prix. Si la Hollande avait gardé comme nous le même nombre d'habitants qu'il y a un siècle, elle connaîtrait une crise agricole bien pire que la nôtre.

La fameuse « analyse marxiste » ne nous sert à rien en Bretagne pour expliquer la faiblesse des salaires, les réductions de personnel et la fermeture des entreprises. Les causes en sont d'abord et avant tout le

sous-développement du pays dont le responsable est l'état français et non spécifiquement le système capitaliste, et ensuite le gigantisme économique, qui condamne les petites entreprises en faveur des énormes concentrations et qui n'a rien non plus de spécifiquement capitaliste, puisqu'il se produit aussi bien dans les « démocraties populaires ».

Il n'y a qu'un pays où les petites entreprises fleurissent, c'est la Chine. Quelque soit l'opinion qu'on puisse avoir de son régime, il faut lui reconnaître un mérite, celui d'avoir toujours tenu compte des réalités humaines du pays à transformer. En Chine, ce n'est pas comme en France, on a cherché à améliorer les conditions de vie de la population paysanne sans la détruire. Nous aurions fait de même chez nous, et avec quel amour ! car notre peuple paysan avait seul conservé vivante la tradition celtique.

L'ANTI-RACISME A BON DOS

Un autre mot d'ordre qui fait des ravages chez nous est celui de l'anti-racisme. Nous sommes anti-racistes, si par racisme on entend la domination d'une race sur les autres, ou pis encore la condamnation à mort d'une autre race supposée inférieure ou nocive. Mais il ne s'agit pas de cela en Bretagne. L'anti-racisme n'est qu'un prétexte, il est la couverture commode d'une politique qui vise, par les mariages interraciaux et l'intégration des immigrés, à fondre l'ethnie bretonne dans la masse indifférenciée, le chaos ethnique qui est devenu la formule démographique des grandes zones industrielles lilloise, lyonnaise, stéphanoise, lor-

raine et, bien entendu, parisienne. Le nivellement humain reste l'objectif sournois et impératif de tous les gouvernements français, la recette sûre d'un génocide lent, mais sans retour. Car la France est une vaste entreprise de déracinement. Elle a été fondée sur le déracinement et ne maintient son unité que par le déracinement.

Puisque la Bretagne suit le destin de la France, le sort d'Aubervilliers nous guette. Rennes et Nantes, avec 10 % d'immigrés inassimilables, ont dépassé la cote d'alerte. Brest est sur la mauvaise pente. Le métissage fatal atteint parfois nos moindres villages avec les petits mulâtres sans père qui viennent échouer chez leur grand-mère. Après Lanvellec, Briec a sa colonie de Turcs musulmans, abatteurs de poulets, pour lesquels on a ouvert une école audio-visuelle. De français. Est-il besoin de le dire ? Car il ne faut pas s'y tromper. Non seulement l'immigré turc ou portugais, harki ou sénégalais reste indifférent au sort de la Bretagne, mais il devient automatiquement un partisan acharné de la francisation. On peut en dire autant des Pieds-Noirs. Chaque immigré — exception faite sans doute de quelques exceptions qui sont sans poids — est un pionnier du nivellement. Une preuve mathématique du phénomène, qui est universel, a été administrée en Québec, lors des dernières élections provinciales. René Lévêque, chef du parti de l'indépendance, a été battu dans sa circonscription de Montréal, grâce aux voix des immigrés italiens, qui se sont portées unanimement sur le nom du candidat anglophone. Quoique « latins », ils défendent la diffusion de l'anglais qui présente pour

eux plus d'avantages commerciaux. Chez nous, le français exerce la même attraction sur les nouveaux arrivants.

Les optimistes ripostent que la Bretagne a toujours jusqu'ici assimilé les étrangers venus y vivre. C'est vrai, parce qu'ils étaient *en petit nombre et assimilables*, (en leur qualité de Normands ou de Lorrains, de Suisses ou d'Irlandais). Autrement, non. L'agglomération de Nantes donne un exemple probant du rôle déterminant du nombre. Le tiers de sa population est née hors de Bretagne et 50 % de ses éléments dirigeants, principalement dans le commerce, sont d'origine hexagonale. Ces immigrés, qui font masse, se tiennent pour d'authentiques « Nantais », mais refusent avec indignation de se reconnaître comme Bretons. Ils ont été les complices actifs de la séparation de la Loire Atlantique de la patrie, parce qu'ils se sentent plus près des Angevins ou des Vendéens que de nous.

Notre aspiration si essentielle à nous retrouver entre gens d'un même atavisme, d'une même sensibilité, émus par les mêmes tableaux, les mêmes sons, les mêmes souvenirs, comment peut-elle se satisfaire dans un rassemblement d'individus de toutes provenances et de toutes couleurs, qui n'ont de commun que leurs fonctions physiologiques ?

L'anti-racisme est un moyen insidieux et perfide de dissoudre notre substance ethnique et de nous faire considérer comme un péché et un délit de droit commun de prétendre en défendre l'intégrité. Que nos ennemis prêchent les doctrines qui les servent, soit,

ils sont dans leur rôle de toujours. Ce n'est pas d'aujourd'hui que les idées qui viennent de France œuvrent à la dislocation de la Bretagne. Mais que nos militants fassent chorus, voilà une des plus belles preuves du manque de personnalité et de clairvoyance de l'emsav.

La propagande dite bretonne est devenu le pot-pourri de toutes les balivernes de mort. « Tous les hommes sont frères ! » Les Biafrais, les gens du Sahel ou du Bangladesh, certainement. Mais pas les « patrons bretons », mais pas les « fascistes bretons », c'est-à-dire le type qui habite la maison d'à côté. (Ni, en Soviétie, les quelques millions de mal-pensants qui peuplent les camps de concentration). Nous n'hésitons pas, quant à nous, à faire scandale en répétant que nos frères ce sont les Bretons, tous les Bretons, et non pas les peuples de l'autre bout du monde. Ceux-ci sont des hommes comme nous, c'est-à-dire la même espèce de mammifères. C'est toute la parenté que nous nous reconnaissons avec l'excellent Mohamed ben Mohamed qui en bas de chez moi pousse une brouette, ou Boudoubadabou, le brave malien qui, un peu plus loin, vide une poubelle.

Une fête « bretonne » du P. C. en Cornouaille... On entre... Au premier plan, une énorme pancarte « Le Viêt-Nam aux Vietnamiens ! » C'est une façon comme une autre, paraît-il, de libérer la Bretagne. Mais ce n'est pas la nôtre.

LA GUERRE CIVILE ORGANISÉE

Ces esprits déformés par la pratique d'un système exclusif de pensée, qui leur interdit toute appréciation originale et personnelle d'un phénomène, ont la hantise des « contradictions » dans l'attitude de leurs adversaires, mais se considèrent eux-mêmes comme les détenteurs d'un point de vue des plus cohérents. Pourtant, c'est dans leurs rangs que se manifestent les plus choquantes contradictions. Imprégnés de la foi du charbonnier dans leur doctrine, ils s'attribuent une pensée rationnelle et objective. Mûs exclusivement par des sentiments de messianisme et de rancune sociale, ils se gaussent de la « subjectivité » et du « sentimentalisme » des nationalistes bretons. Pourfendeurs des ennemis des « libertés démocratiques », ils sont passés maîtres dans l'instauration de méthodes dictatoriales à l'intérieur de leur parti. Vitupérant chaque jour contre le manque de sens moral des « capitalistes », ils mentent, bluffent, déforment, calomnient, insultent sans la moindre vergogne pour les besoins de la cause ou de leurs ambitions personnelles. Protestant contre la prétendue censure que le gouvernement impose à la « pensée libre », ils exercent eux-mêmes une censure absolue contre toute idée, suggestion ou critique qui n'entre pas dans la ligne imposée par leurs infailibles bonzes, tout en proclamant avec des airs de rosière, que l'information c'est la liberté.

Mais, pour ce qui est du sujet de la présente étude, leur plus flagrante contradiction consiste à préconiser simultanément d'une part la renaissance des

minorités nationales, c'est-à-dire la diversité des ethnies et des cultures, et d'autre part le nivellement universel par le mélange des races, c'est-à-dire la disparition des ethnies dans l'uniformité générale des esprits, des cœurs et des peaux. De cette contradiction frontale, rien ni personne ne les sauvera. Il leur faudra choisir tôt ou tard. Ou leurs troupes choisiront pour eux.

Il n'en est pas de même des vieux mythes essouffés qu'ils continuent à trainer par démagogie pure. Ils s'effilocheront d'eux-mêmes. Celui par exemple, de la culture ou de la littérature populaire. La culture sous toutes ses formes est l'œuvre d'une sélection d'hommes de talent. Ses retombées dans la masse donnent le folklore et les arts appliqués populaires. Jamais la masse n'a été la source de la culture. Mais le reconnaître serait de « l'élitisme ». Il faut donc continuer à prétendre que le relèvement breton viendra des masses, quand il est évident que le peuple s'est détourné avec ensemble et sans regret de la culture bretonne traditionnelle populaire qui était nouée au plus intime de son être. Ce sont des individualités, appartenant à toutes les classes de la société, paysans, aristocrates, grands bourgeois, enseignants, médecins, notaires, artisans, vagabonds même, qui ont écrit et chanté en breton, entourés d'une foule hostile, sceptique ou narquoise, et qui l'ont aimé et cultivé. Ce sont eux, ces individus inspirés, qui nous l'ont transmis et, en fin de compte l'ont longtemps sauvé, et non les femmes du peuple qui, le parlant, ont élevé leurs enfants depuis cinquante ans en « français de vache », sur les jonctions des bonnes sœurs et des instituteurs publics,

avant que Yann Sohier, ce roc solitaire et ce « Breiz Atao », ne les secoue et avant que Morvan Lebesque, prophète des temps modernes, ne leur livre une formule magique conciliant leurs sentiments profonds et leurs convictions politiques apprises.

Aujourd'hui, les tentatives de littérature populaire ne sont lisibles que dans la mesure où elles s'éloignent de la purée linguistique qu'est devenu le breton parlé dans la masse, pour essayer, selon les mots d'Alan Raude, de retrouver sous la cape des dialectes le véritable breton dans toute sa richesse et sa beauté ; et de ce fait, elles sont tout aussi incompréhensibles à la masse que le breton littéraire véritable.

C'est l'artiste qui donne ses lettres de noblesse à une langue, non pas la rumeur ou les aboiements de la foule. Aujourd'hui que la culture bretonne a émigré dans les villes, il saute aux yeux qu'elle est plus que jamais l'œuvre d'une élite qui surgit spontanément de toutes les couches de la nation.

Le mot d'ordre de la guerre civile entre Bretons lancé par l'UDB, n'a pas que l'inconvénient de diluer la revendication bretonne dans des conflits syndicaux qui entraînent la solidarité avec d'autres régions françaises qui lui sont hostiles, donc de retirer toute spécificité à notre lutte. Il renouvelle la méprise de 1789, avec son cortège de conséquences inévitables.

Aujourd'hui, l'UDB nous enjoint de lier notre sort aux partis du Programme Commun pour profiter des futurs bienfaits de la révolution sociale. C'est la vieille histoire, dont pourtant nous connaissons les fruits amers. C'est le même sinistre canular que le

discours tenu par Guy Mollet, grand-vizir du P. S., aux Algériens en 1956 : « Votre intérêt de classe est de rester unis aux travailleurs français ! » Le peuple algérien a répondu par des balles, ce qui prouve qu'il est moins bête qu'un autre que je connais bien.

L'aveuglement de l'UDB la pousse à rechercher, contre tout bon sens et au mépris des expériences de toutes sortes qui ont lieu, l'amitié que le parti communiste lui refuse. Plus clairvoyant qu'elle, le plus centralisateur, le plus niveleur, le plus patriotard des partis politiques français voit clairement qu'on lui demande d'avaliser des opinions pour lesquelles à Kiev, à Zagreb, à Riga, à Budapest, on fusille les gens pour « nationalisme petit-bourgeois ».

L'UDB, pourtant en prêchant la guerre à mort à la « droite bretonne » ou au « fascisme breton », fait par anticipation la politique que le PCF ferait lui-même chez nous s'il arrivait au pouvoir à Paris !

Mais cela ne suffit pas. L'adhésion au parti communiste ne comporte pas de nuances. Il faut être PCF et orgueilleux enfants de l'Hexagone, ou se résoudre, en tant que PCB, UDB ou SB, à être considérés comme des suspects, des déviationnistes, des hérétiques, sentant le chouan à une lieue et le démo-fasciste à plein nez. Le parti socialiste n'est pas moins bourré de préjugés français et tout aussi rétif à admettre qu'une « province française » puisse trouver un avantage quelconque à se vouloir différente des autres.

Les groupements bretons de gauche sont assis entre deux chaises. Ils ne sortiront pas de leur inconfortable position sans se résoudre à choisir l'une ou l'autre.

Leurs meneurs, qui se targuent d'être les alliés de l'IRA — branche marxiste, mais IRA quand même — doivent sans doute connaître quelques pages de l'histoire d'Irlande. S'il en est ainsi, ils ont oublié que tous les malheurs de l'île-sœur sont venus de sa malencontreuse alliance avec les Stuarts, qui lui a valu Cromwell et un écrasement dont elle ne s'est jamais relevée.

L'UDB a le droit d'avoir les idées et le programme qui lui plaisent, parce que les Bretons de toutes tendances ont le droit et le devoir de combattre pour leur commune patrie. Mais cela ne l'autorise pas à semer la division entre militants bretons, en un mot à faire le jeu de la police. C'est un état d'impuissance et des perspectives de déroute qu'elle nous offre.

Quand prendra fin cette manie des gens de son espèce de faire bande à part, de diviser, de toujours diviser ? Au MOB ils ont opposé l'UDB, au *Kuzul ar Brezhoneg* le *Galv*, au Secours Interceltique je ne sais quelle formation dissidente mort-née, au FLB-ARB un farfêlu FLB-LNS, et j'en passe. Pour finir, après la fâcheuse expérience des élections législatives, la scandaleuse élection partielle de Guérande qui l'a vu combattre, non pas tant le baron UDR, que l'autre candidat breton, avec le résultat qu'on a vu.

Tant de mystifications, tant de mensonges, tant de trahisons n'échapperont pas aux sanctions de l'histoire. Elles finiront par provoquer une réaction intérieure libératrice, contre ce qui est en fait, dans certain secteur, une scandaleuse tentative d'acclimatation du stalinisme en Bretagne.

Quand les ouvriers bretons ont manifesté leur solidarité avec leur entreprise au moment de l'affaire de la Laïta, à Quimperlé, ou leur solidarité avec leur patron, à Lorient, à Ancenis, à Brest, le directeur du *Peuple Breton* avoue (p. 16, N° 133) que cela « paraît bien gênant » pour ceux qui, comme lui, ont fondé leur analyse de la société et leur combat politique sur le constat de l'existence des classes sociales et de leur antagonisme. C'est fort gênant en effet. Mais, M. Lepronhon, au lieu de refaire son analyse sur un autre constat, plus réaliste et plus exact, qui est celui de l'intérêt qu'ont chez nous les ouvriers et les patrons de développer leur commune entreprise contre la mainmise mortelle de Paris, se contente de rappeler aux mauvais élèves le B, A, BA du prêchi-prêcha marxiste.

L'union des Bretons pour libérer leur pays, c'est faire selon lui « un marché de dupes ».

Sans commentaires.

UN BOUQUET DE BRUYÈRES BIEN FLÉTRI

En sus de la marxisation à visage découvert de l'emsav, on assiste à une tentative de reprise de sa cléricatisation traditionnelle, mais sous une forme qu'on peut sans hésiter traiter de révolutionnaire, puisque paradoxalement, elle brise net avec la tradition même du catholicisme breton.

Le mouvement actuel du *Bleun-Brug* ne rappelle plus en rien celui que créa l'abbé Perrot (12). Il n'y est jamais fait la moindre allusion à son fondateur.

Sa vie, comme l'anniversaire de son assassinat, sont passés sous silence. On ne peut pourtant pas faire le reproche à l'ancienne société diocésaine d'avoir « collaboré avec les Nazis » ni combattu la Résistance. Elle n'en est pas moins reniée comme les groupements qui se sont le plus compromis. Son péché capital n'est donc pas là. Où est-il donc ? Le cas est précieux, car il va nous révéler ce que nous sommes anxieux de voir confirmé : la véritable raison et non pas le prétexte commode de sa mise en quarantaine. Jean-Marie Perrot fut pourtant le héros total, pur et sans tache, le martyr-type... En un mot le père spirituel indiscutable, le saint-patron idéal d'un mouvement d'inspiration chrétienne. Alors ?

C'est tout simple et c'est tout net : parce que l'ancien *Bleun-Brug* avait pris position avec son directeur contre la Russie des Soviets et implicitement contre le communisme international. Il n'y a pas à chercher autre chose. La raison de l'assassinat du recteur de Scignac est celle pour laquelle les courageux anonymes qui ont subtilisé son héritage ont renié son parrainage. Moralement, ils se sont rangés du côté du tueur qui pour 10.000 francs fit sa sinistre besogne.

Le *néo-Bleun-Brug* a pris toutes les précautions voulues pour ne pas se mouiller. (Les ecclésiastiques y sont présents, mais derrière le rideau, pas sur l'affiche). Les Cahiers qu'il édite le définissent en marge de l'essai comme « un lieu de rencontre qui favorise le principe de l'appartenance multiple ». Il ambitionne modestement d'être « le creuset de la culture bretonne ». Mais de quelle Bretagne ? Les conférenciers nous le disent. La Bretagne du passé ne les intéresse pas ;

(son souvenir serait embarrassant). On repart à zéro, il y a eu maldonne. On regarde l'avenir dans les yeux, comme Olivier Guichard, lorsqu'il dit, pour se débarrasser de la question de Nantes en Bretagne, « Soyons sérieux, faisons la France de l'an 2000 ! »

Une nation bretonne ? Kéksékça ? Parlons d'une « région » que nous définirons comme un « atelier », dont la tâche sera de « passer de l'économie de marché à l'économie de service ». Dieu, qu'en termes galants ce socialisme-là est dit ! Cette adhésion feutrée au Programme Commun implique un certain esprit de fronde vis-à-vis du pouvoir central. « Nous n'attendrons pas le feu vert de Paris ! » Certainement, du moins, tant que l'ami Mitterand ou l'ami Marchais ne tiendra pas la queue de la poêle. Parce qu'alors, n'est-ce pas, on serait entre amis et la courtoisie serait de rigueur.

Du reste, quels moyens envisage le néo-B.B. pour rendre la Bretagne aux Bretons ? Aucun. Il ne fait pas de politique... La langue bretonne ne s'éteint pas, selon ses dires, parce que la Bretagne est asservie, mais parce que les Bretons n'en veulent plus. Elle ne sera pas relevée par un statut d'autonomie qui nous rendra la maîtrise de l'enseignement public, mais par une meilleure distribution des mass-média, à la suite sans doute de respectueuses pétitions !

Nous voilà revenus en 1912, aux beaux jours de la revue *Brittia* quand elle prétendait qu'il dépendait des Bretons seuls de sauver leur langue et s'efforçait de ridiculiser les revendications politiques. Ce régionalisme d'esthètes que Jean-Marie Perrot jugeait sui-

cidaire et dont il essayait obstinément d'affranchir son mouvement, est de nouveau au premier plan, chargé d'amuser le public pendant que l'administration française poursuit chaque jour son travail diabolique de destruction, déjà réalisé aux trois-quarts.

Les nouveaux Bleun-Brucards ont d'autres soucis. Si l'ont veut connaître le fond de leur pensée, il faut se reporter à l'encyclique du Pape exécuteur de l'aggiornamento : *Ecclesiam Suam*, (1964) et à son discours de l'ONU (1965) qu'ont parfaitement résumés ainsi les intégristes : l'Humanité, et non l'Eglise, est la société de salut universelle ; la Charte des Droits de l'Homme en est l'Evangile ; la Démocratie Mondiale est la forme terrestre du Royaume de Dieu ; la Religion, toutes les confessions réunies, sera l'animatrice spirituelle de l'Humanité Régénérée !

C'est cela le phare qui les guide et la voie qu'il indique n'est pas celle de la renaissance bretonne.

Maintenant, ayant dit ce que nous avons à dire tant des marxistes que de leurs compagnons de route, l'obligation de l'impartialité nous oblige à reconnaître l'aspect positif de leur action. L'idée bretonne, quelque déformée qu'elle soit est néanmoins présente dans leurs dires et leurs écrits, elle hante leurs préoccupations. Leur tortueuse et malodorante politique est objectivement une excellente tactique pour pénétrer les milieux traditionnellement hostiles et les intoxiquer.

Mais le prix que doit payer l'emsav, vu comme un tout, est lourd. La conscience bretonne qui s'éveille à la suite de ces malencontreuses propagandes est en porte-à-faux, étant donné qu'elle ne repose qu'en partie

et presque inconsciemment sur le sentiment national breton. Et le mouvement lui-même, privé de la composante nationaliste qui assurerait son dynamisme, reste malgré sa masse un ensemble mou et sans effet.

LE NOUVEAU RÉGIONALISME

Nous avons assisté en somme à une renaissance du régionalisme, que *Breiz Atao*, au cours d'un fier combat, avait enterré il y a quarante ans. C'est la façon bretonne de progresser, car, dit cruellement la colonne de Parnell, « rien ni personne ne peut arrêter une nation sur le chemin de la liberté ». Si rien ni personne ne nous arrêtera, c'est parce que nous reculons. Quand on voit le plus abondant des écrivains de langue bretonne affirmer sous la forme d'une profession de foi, que c'est la dialectisation qui « a maintenu » le breton et que sa standardisation le tuerait (13), on a la mesure exacte de l'abîme de non-sens où le reniement de la doctrine nationaliste a enfoncé les intelligences. Il faut vraiment qu'un esprit soit irrémédiablement tordu — nous savons par quelles philosophies — pour qu'il ne voie pas que la pulvérisation de la langue, allant de pair avec son pourrissement, est le résultat de son exclusion de l'enseignement et de la vie publique et le signe irrécusable de son agonie. Ce sont des théories paradoxales d'esthètes profondément étrangers aux réalités du combat breton. Le fait pourtant est là : les jeunes ne savent plus le breton. *Ar brezhoneg, yezh veo !* » Le breton, langue vivante ! » C'est un vœu pieux, ou un pieux mensonge. On se

forge des illusions. Peut-être pour ne pas voir la réalité qui, elle, est sans mensonge et exige de combattre durement ou de se démettre.

Sur le plan politique, ce sont encore les illusions qui règnent. J'approuve qu'on réclame une « vraie » région, douée de moyens financiers, d'organismes de travail et d'administration, de pouvoirs de décision. J'admets qu'on se rallie au slogan du « pouvoir régional » de J.J.S.S. ou à la « régionalisation » par opposition à la nationalisation, des socialistes bretons. Mais il serait indispensable de comprendre en même temps que ces revendications ne peuvent être pour nous que des plates-formes d'agitation et des terrains d'entraînement pour notre si jeune opinion publique.

Car identifier dans la forme et dans le fond, la revendication bretonne avec celle d'une réforme des institutions françaises, c'est faire dépendre la libération de la Bretagne et la renaissance de notre civilisation du bon vouloir des quarante six millions d'hexagonaux, abstraction faite de quatre millions d'immigrés. C'est admettre, sous une forme nouvelle, que d'autres que nous doivent décider de nos affaires. C'est la démission avant même que la lutte soit entamée.

L'UDB, qui se voudrait dure et pure, est sur le plan breton faite de la même guimauve. Comment peut-on être breton ? demandait Morvan Lebesque. Elle le lui dit : « sans être autonomiste ». L'expression, cueillie dans un compte-rendu de propagande, n'a pas été démentie. On croirait entendre une homélie de Charles Le Goffic, quand le président de la république à Paris s'appelait Armand Fallières.

Qu'on ne s'étonne pas, dans ces conditions, que le gouvernement, même si certains coups de « pétard » lui donnent sur les nerfs, reste indifférent aux revendications bretonnes. Il sait qu'il n'a rien à craindre de contestataires qui s'enferment dans d'innocentes formations, *Kendalch* ou *fond-cul*, et ne montent des partis à intentions électorales que pour se manger entre eux.

On serait tenté de conclure que je suis opposé au Conseil Régional et au CELIB. Absolument pas. Mon avis est que tout ce qui se fait dans le sens breton est utile et profitable. Sur son terrain le CELIB (14) a fait un travail extraordinaire, à une époque où une action politique sous les couleurs bretonnes aurait été prématurée et vouée à l'échec. Il a bénéficié d'une haute passion qui, ne pouvant se manifester ailleurs, a trouvé en lui un exutoire. C'est elle qui lui a donné son dynamisme et la foi en sa mission. Il n'y a eu de CELIB qu'en Bretagne, et il ne pouvait pas en être autrement.

Mais aujourd'hui le CELIB verra se terminer son rôle, s'il ne reprend pas avec vigueur l'attitude d'opposition qui naguère fit son succès. Le Conseil Régional, en particulier le Conseil Economique et Social, s'essaie à jouer le sien. Certaines initiatives, certains accents ne trompent pas. Ces deux assemblées ne sont pas exemptes de bons Bretons. Mais ils n'ont pas seulement les mains liées, ils sont encore poignardés dans le dos par les députés de la majorité qui en sont membres et dont le souci n'est pas de défendre les intérêts bretons, mais de faire avaler à leurs électeurs les décisions unilatérales du gouvernement.

La plus grande utilité de « l'institution » régionale sera de faire la démonstration de son impuissance et de populariser l'idée que seule une assemblée élue, dotée de pouvoirs législatifs et coiffée par un gouvernement régional, aura les moyens de faire quelque chose pour le relèvement du pays.

Nous en sommes encore loin. Les organisations actives sur le plan politique qui pourraient accélérer la mue n'ont pas encore vu le jour 31 ans après la dissolution du PNB. Le mouvement ne s'est pas relevé du coup de massue de 1944. Il est inutile de laisser l'opium des *festou-noz* et des *bagadou* nous monter au cerveau. L'emsav s'est lentement reconstitué en suivant les allées du conformisme, y compris les soi-disant révolutionnaires, qui, chrétiens comme matérialistes, droitiers comme marxistes, sont les interlocuteurs habituels de la pantomime officielle. Quelle force bretonne peuvent constituer des gens qui sont en place dans la machine à broyer la Bretagne ?

Il n'est pas facile de convaincre les peuples en lutte de déposer les armes. Les Vietnamiens, il y a quelques années, ont retardé de six mois les pourparlers de paix, perdant cent tués par jour, parce que la forme de la table des conférences ne leur convenait pas. Il n'est pas facile non plus d'amener les Palestiniens à substituer la négociation aux opérations-suicide.

Mais avec les Bretons, c'est tout simple. Il suffit d'une vague promesse pour les faire renoncer à un affrontement. Même pas, de leur dire quelque chose

d'aimable, et les voilà déjà qui applaudissent et qui donnent leurs bulletins de vote, avec leur cœur par dessus le marché.

Quand on pense qu'il a suffi à un candidat à la présidence de la république, de manifester une vague sympathie au cours d'un meeting, pour qu'en bloc tout l'emsav lui apporte sa caution et lie son sort à celui d'une coalition électorale française, il y a de quoi se demander s'il viendra jamais un jour où les Bretons feront preuve de la maturité qui justifierait leur autonomie. Car ce candidat était M. Mitterrand qui fut ministre de l'Intérieur, en 1954 — donc hier — et proclama : « Des Flandres au Congo, il n'y a qu'une seule nation, un seul parlement. C'est la constitution, c'est notre volonté ». Comment oublier ces paroles, frappées au coin du plus pur fascisme, jamais reniées, où vibre le fanatisme impérialiste des Français, de l'extrême droite à l'extrême gauche ? Quel poids peut avoir en comparaison, sa référence badine au « droit à la différence ? »

On comprend qu'il y ait pas mal de mauvaise conscience dans l'emsav. On se noie dans le tintamarre d'Alan Stivell et on croit avoir sauvé la Celtie, quand on a lancé une chaîne de danseurs entre les fauteuils d'un music-hall... Il est vrai qu'on y met tant de vitalité, que le geste quand même a un sens profond. Qui a parlé de l'ambiguïté du celtisme ? C'est bien le mot qui convient.

LE RÉVEIL EN MUSIQUE

Depuis qu'il existe un mouvement breton, les Français, moitié par ce qu'ils ne pouvaient pas le comprendre, moitié pour se rassurer, ont toujours prétendu qu'il s'agissait d'une création artificielle. Ils l'attribuaient tour à tour, soit à des « intellectuels en mal de réclame », soit aux fonds secrets de l'étranger. Ils l'ont si bien dit, écrit, répété, de 1920 à 1940, qu'ils ont fini par s'intoxiquer eux-mêmes. Après l'épuration, ils ont pensé que, les subventions « nazies » étant taries et les fameux intellectuels liquidés, on n'entendrait plus parler de rien : affaire réglée.

Ils se trompaient lourdement. Mais le fait est que la jeunesse venue à l'âge de raison dans les années 50, n'avait pas reçu le message de ses aînés. Elle fut élevée, par des parents totalement assimilés à l'hexagone, tricolores jusqu'à la moëlle des os, dans l'ignorance tant de son pays que de l'emsav, mais dans le culte gaullien de la France unéindivisible et universel idéal. C'est alors qu'un réflexe imprévu a joué : le besoin d'enracinement, le besoin impérieux de rattraper avant qu'il ne soit trop tard l'héritage d'une culture qu'elle sentait comme la sienne, en train de se dissoudre autour d'elle. C'est de ce point de vue qu'il est juste de dire que les motivations de la génération d'après guerre n'étaient pas tout à fait celles des générations qui la précédèrent.

L'instinct donc, indifférent à toutes les divagations idéologiques et à toutes les propagandes, eut son réveil propre. Deux hommes, qu'a hantés le génie, vinrent

à leur heure, ouvrant la route à une génération de chanteurs, de musiciens, de danseurs : Glenmor et Stivell. C'est le privilège de la Bretagne que d'avoir conservé un instinct si fort qu'il se rie des défaites, des oppressions et des modes les plus impératives.

Je ne parle pas des animateurs des *bagadou*, qui ont certainement mis en branle le mouvement de renaissance du sentir breton. Ce sont des anciens et ils ne quêtent pas les compliments. Leur rôle fut déterminant, mais ils ne constituaient pas une nouveauté. L'essor spectaculaire de la BAS (15) a été la suite de ce qui s'était fait avant et pendant la guerre. A travers les *bagadou*, dont la plupart des piliers avaient vu de près les camps d'internement où le péché de biniou les avait expédiés automatiquement, s'est transmis sans heurt et sans rupture une tradition qui s'était formée tout au long de l'époque de *Breiz Atao* et en osmose avec lui. Le message a donc quand même été transmis, non pas en clair, mais sous la forme d'ardeurs, d'enthousiasme et d'émotions. C'est dans cette atmosphère que l'un a fait sonner sa guitare et l'autre a planté sa harpe. Une immense jeunesse était prête à les écouter.

Il manque cependant à ce mouvement qui a pris en dix ans les allures d'un torrent, le soubassement doctrinal cohérent qui lui était nécessaire. Tant que les chanteurs ne disposeront pas d'une inspiration idéologique authentique, ils ne sauront pas faire autre chose que d'exploiter à saciété le fond traditionnel, comme nous le faisons il y a cinquante ans, ou à greffer sur les antiques ritournelles les thèmes usés jusqu'à la corde du folklore révolutionnaire, sans aucun

accent breton, et qui sont morts-nés parce qu'ils n'accrochent pas les cœurs.

Je suis des quatre mille qui sont entrés sous le chapiteau de Stivell à Quimper. D'emblée l'atmosphère m'a plu. Elle m'a reporté trente ans et plus en arrière, au cœur d'un meeting de *Breiz Atao*, mais aux dimensions multipliées par dix. Les militants étaient étrangement les mêmes, dans leur attitude et leur approche de la question. Quand Morvanou a pris la parole, l'émotion m'étreignait : je revoyais Fanch Eliès. C'était son patriotisme, sa droiture et sa fougue. Pourtant, si je m'étais nommé à eux, ces braves jeunes gens m'auraient tourné le dos. Telle est la supercherie. Le charme, hélas, n'a pas duré. Quand Stivell a commencé à déclamer au milieu du fracas de ses amplificateurs, des brides de phrases volubiles et bredouillées m'arrivaient, échappées d'un poème grandiloquent de Xavier Grall, victime d'une de ses fougades messianiques ; j'ai distingué les mots de « filles violées ». Brrh ! Par qui ? Des soudards français ou des capitalistes bretons ?

Stivell ferait pas mal de prendre des leçons de diction et d'imposer un *piano* à ses tonitruantes bombardes, afin que nous comprenions de quoi il retourne. Il a avoué ingénument, dans un interview, qu'il subissait la double influence du christianisme et du marxisme. On voit ce que cela peut donner. Mais il faut ajouter à son crédit qu'il ne veut se laisser enfermer dans aucun credo politique et qu'il ne se dissimule pas le caractère utopique de son idéal de société égalitaire et fraternelle, où chacun sera plus préoccupé de remplir l'estomac du voisin que le sien. Il

s'y tient cependant car, dit-il, sans un phare pour guider sa marche, l'homme titube dans la pénombre. Soit, mais pourquoi ne choisit-il pas mieux son phare ?

Les bardes n'ont jamais été des historiens ou des penseurs. Ce sont les caisses de résonance de leur temps. Il était fatal que Glenmor, comme Stivell, Servat et les autres ignorassent l'épopée de *Breiz Atao* ou fassent comme s'ils l'ignoraient. Car aucun de ces farouches rebelles n'oserait donner un pas en dehors du sentier étroit du conformisme en cours. Le passé donc ne les intéresse pas. Leur regard est braqué sur l'avenir, même quand ils chantent les chansons du *Barzas Breiz* qui nous ramènent six siècles en arrière comme si c'était hier. Ils se méfient de *Breiz Atao* qui s'était frotté aux Allemands, mais ils évoquent des larmes dans la voix, la bonne duchesse Anne qui avait uni la Bretagne à l'Allemagne, contre la France, en épousant son empereur. Ils se détournent d'un nationalisme qui, paraît-il, sent la droite, mais ils chantent : « *Le Seigneur Jean est de retour !* » se réjouissant comme pas un d'avoir récupéré leur souverain. Ils versent un pleur sur le triste sort de « monsieur le marquis » de Pontcallec, symbole du patriotisme, mais on ne leur fera pas chanter le Chant des Peuples Opprimés (15'), écrit par Roparzh Hémon, le plus magnifique de nos chants de combat, sans doute parce que c'est l'œuvre d'un « bourgeois » ? Quel commentaire ajouter à ce tableau d'inconséquences, sinon qu'il montre bien dans quel marécage idéologique l'emsav est enfoui jusqu'aux sourcils.

Alain Stivell est un grand bonhomme, sans doute le Breton de l'année en permanence. Mais il est tombé

dans le panneau. Je gage qu'il n'a pas songé à ouvrir l'histoire de *Breiz Atao*, parce qu'on s'en apercevrait. Il est trop intelligent pour ne pas faire son profit d'une lecture enrichissante. Je ne sais quel instinct le maintient sous la dépendance de préjugés qui pourtant sentent le rance. Son idée est le celtisme. La mienne aussi. Ce n'est pas celle de l'UDB, mais il choisit de se faire le héraut de l'UDB. Nous sommes peut-être, lui et moi, les deux plus notoires possédés du celtisme de la péninsule, moi depuis cinquante ans, lui depuis dix ou quinze. Mais, hoppala ! Son celtisme n'est pas le mien. Prière de ne pas confondre. Le mien est réactionnaire et raciste. Le sien est humaniste et universel, démocratique et pacifiste... C'est à s'en prendre la tête entre les poignes. Mais la schizophrénie est l'état normal du Celte. Il sent et se comporte en Celte. Il raisonne en anti-Celte. Prenons-on notre parti et accomodons-nous des excommunications que lancent contre nous des types qui, au fond, veulent ce que nous voulons, mais s'imaginent qu'il en est autrement.

Les à-côtés des manifestations culturelles sont les manifestations folkloriques, dont il faut dire un mot, puisqu'elles servent souvent aussi une arrière-pensée de propagande. On y trouve le meilleur et le pire. Leur miroir est la Fête de Cornouaille à Quimper. Je n'en manque pas une, comme le médecin de service faisant sa ronde examine la feuille de température du malade. Hier, c'étaient les ballets du Mali, cette année les danseurs des Antilles. Demain nous aurons les Canaques ou les Zoulous. C'était un spectacle que de voir défiler les Guadeloupéens, tortillant du croupion, entre deux délégations bretonnes, hautes ou basses, mais égale-

ment raides de dignité. Les pauvres *coloured* en étaient gênés eux-mêmes, tant ils sentaient que leur place n'était pas là.

A Toull-Foen, le comité de Quimperlé avait fait venir successivement des Landais sur échasses, puis des Berrichons en costumes de la Belle Epoque. Ces numéros de cirque étaient parfaitement déplacés au cœur du spectacle d'un peuple reprenant conscience de sa culture. Les touristes eux-mêmes haussaient les épaules.

Mais il est très important pour les services pré-fectoraux et leurs agents bénévoles, que les retrouvailles du peuple breton avec son génie national soient déguisées en vague foire folklorique.

LA RENCONTRE DU SOCIAL ET DU NATIONAL

Les docteurs du marxisme orthodoxe sont peu nombreux chez nous et leur fêrule bougonne est mal supportée. Un journal comme *Le Peuple Breton* — je ne dis pas *Pobl Vreizh*, l'édition bretonnante — est pénible à lire tant son mode de pensée est étranger aux Bretons. L'intolérance haineuse pour les sentiments des autres n'est pas dans les habitudes bretonnes, elle est la négation de la solidarité de clan qui continue à créer l'atmosphère humaine si spéciale de notre pays. C'est pourquoi il n'est en rien étonnant qu'il se dessine dans les rangs des socialistes bretons un courant d'idées à mi-chemin entre l'idéologie traditionnelle — qui n'est souvent plus qu'une phraséologie rituelle — et les acquisitions nouvelles qui résultent

des recherches modernes en sociologie, psychologie, ethnologie, biologie, anthropologie, génétique et zoologie, qui ne laissent debout à peu près aucune des idées générales sur lesquelles ont été construites les différentes théories de rénovation sociale au XIX^e siècle. Être conservateur de nos jours c'est nier ces acquisitions et s'en tenir mordicus aux idées de nos grands-parents, celles que pouvaient avoir sur le monde les contemporains des lampes à huile.

Un courant d'idées encore hésitant s'affirme, partagé entre la joie de s'ouvrir à la vérité des choses et la crainte panique de se voir excommunié par les censeurs de l'orthodoxie doctrinale. Mais, dans ce qui est encore un méli-mélo d'idées lumineuses et exécrables, palpète un cœur breton. C'est un gage d'évolution dans le bon sens.

Le premier progrès réalisé et qui est plein de promesse, est l'abandon de la référence systématique aux saintes Écritures marxistes. Certains raisonnements péremptifs du temps jadis, conformes aux exemples que nous allons citer, sont en nette perte de vitesse. On commence à déplorer que « le marxisme n'admette pas la valeur absolue de la nation, son caractère d'entité intemporelle, se posant en dehors de toute référence à la lutte de classes » ; ou à nier que « toute l'histoire jusqu'à nos jours est en dernière instance l'histoire de la lutte des classes, et qu'il faille bien que la formation des classes détermine d'une façon ou d'une autre celle des nations ».

Ce qui est un raisonnement scholastique digne du Moyen-Age : « Si les actes des hommes sont inspirés par Dieu ou par Satan, ceux qui ne sont pas inspirés

par Dieu, le sont par Satan ». Conclusion : au bûcher ! Au Goulag !

Les Bretons socialistes au contraire, se livrent, depuis la fameuse brochure du PSU (16), à leur propre analyse de la société bretonne, qui leur permet de conclure que la culture nationale est indépendante des fluctuations sociales, ce qui est la reconnaissance implicite des *valeurs traditionnelles*. Ils reconnaissent ainsi, parce qu'ils ont des yeux pour voir, que la bourgeoisie bretonne du XIX^e siècle est en voie de disparition par un triple processus : 1) La promotion des couches populaires fait sauter le verrou de la barrière et opère la fusion par le haut. Mouvement inverse et complémentaire : la décapitalisation de la bourgeoisie héréditaire la fait choir dans la classe salariée. Il en résulte que le peuple breton ne sera bientôt plus composé que de petits bourgeois « travailleurs » de niveaux économiques variables répondant à leur qualification dans les organigrammes d'entreprise. — 2) la haute bourgeoisie d'affaires s'est assimilée, par la voie des fusions de sociétés, complétée par les inter-mariages, avec ses homologues de l'hexagone et de ce fait est sortie de la nation bretonne. — 3) Ce qui reste de la bourgeoisie traditionnelle s'amalgame avec les éléments d'origine populaire sortis de l'enseignement supérieur pour former les cadres de ce qui pourra être un jour la nation bretonne réalisée.

Si l'expression « classe laborieuse » s'applique à l'ensemble des habitants de la Bretagne qui gagnent leur pain par leur besogne quotidienne et sont en bloc, opprimés, voir exploités, par la classe ou mieux par le système du capitalisme international, et que le

conflit des deux zones d'intérêts opposés a nom « lutte de classe », alors nous sommes d'accord. Nous n'en sommes pas pour ça enthousiasmés par un vocabulaire par trop dévoyé qui prête aux pires confusions. Nous subodorons que ces vitupérations constantes contre « la bourgeoisie » et l'attribution maniaque de l'épithète « bourgeois » à tout ce qui est anti-breton, est moins une opinion rationnelle qu'une réaction épidermique. C'est le vieux mythe du privilégié pourri, au gros ventre sur lequel festonne une chaîne d'or, assis sur le corps pantelant d'un pauvre ouvrier aux mains calleuses. Un résidu affectif du XIX^e siècle !

UNE SYNTHÈSE EST-ELLE POSSIBLE ?

Le gros recueil d'études socialistes des *Temps Modernes* (17) regorge de points de vue qu'il est bon de méditer. On s'y attaque avec lucidité au problème de la construction d'une économie bretonne. Si nous nous trouvons obligés de rompre avec les lois du marché mondial — qui sont en train de nous étouffer — nous devons par conséquence logique rompre aussi avec le capitalisme concurrentiel, à moins qu'il ne soit possible de créer en Bretagne un pôle autonome de développement capitaliste, ce que Terry croit utopique. Non sans raison, ajoutons-nous, car les capitaux privés cherchent les placements de rapport immédiat et non de rapport à long terme ou désintéressés. Le sujet, pour nous, est essentiel et à approfondir, au lieu de nous perdre dans les théories livresques.

Un homme comme Phliponneau nous donne l'exemple d'une démarche intellectuelle saine, en partant de

la constatation, faite par lui-même et qui rejoint la nôtre, que le moteur du profit n'attire pas en Bretagne les firmes privées, preuve que le régime libéral condamne l'agriculture bretonne à bref délai. Sa réponse est un système socialiste centré sur la région et non sur l'hexagone. L'argument vaut également en faveur de l'indépendance, car la France n'est plus un organisme œuvrant positivement. Elle n'est plus qu'une société à but froidement lucratif, au profit non pas de la Bretagne, non pas de la « bourgeoisie », comme diraient les demeurés du marxisme, mais d'un *appareil économique gigantesque*, qui distribue la richesse et le bien-être dans certains secteurs sociaux et certaines zones du monde à l'exclusion des autres. Robert Lafont, le pionnier de l'occitanisme, nous fait noter que le complexe industriel de Fos est un lieu de *non-pouvoir absolu* pour les autochtones. Ce serait inmanquablement le cas des puits de pétrole trouvés au large de la Bretagne, comme c'est celui pour les Normands de l'aménagement de la Basse-Seine. Les régions sont « espace pur » pour le capitalisme moderne. La façon dont les technocrates au pouvoir à Paris tirent des plans sur la Bretagne, la coupent en morceaux, la rattachent à d'autres départements ou la fondent dans telle autre subdivision française, sans nous consulter, n'apporte aucun démenti à cette assertion.

Yves Person est aussi de ceux qui voient clair. Il ne va peut-être pas aussi loin que Robert Lafont, quand celui-ci observe que le marxisme, s'il a quelquefois exploité les conflits de nationalités à son profit, n'a jamais aidé une nationalité à reprendre conscience,

mais il ose rappeler que Karl Marx s'était félicité de la conquête de l'Algérie, ce qui n'était guère léniniste. Je peux ajouter qu'il s'est réjoui en 1870 de voir ses compatriotes prussiens « donner une raclée » aux impudents français, sentiment dans lequel un certain nombre de Bretons l'ont rejoint en 1940 (18). Il ne se gêne pas pour dénoncer que l'universalisme sans cesse prôné par les Français — et ponctuellement par M. Mitterand aux Bretons à Lannion en 1974 — est en réalité leur impérialisme culturel, que Lafont reconnaît comme le plus frénétique du monde.

Person rappelle encore (à Leprohon ?) que le refus de discuter a un caractère religieux, ce qui est loyauté de sa part. Mais il n'échappe pas à la contradiction fondamentale du bretonisme progressiste que nous avons déjà dévoilée, en exprimant simultanément son rejet de la civilisation de massification et son idéal d'une uniformisation de l'humanité. Ou n'est-ce que le coup de chapeau rituel à une idole décrépie ?

La pensée socialiste est donc en pleine mutation chez nous. Elle se débarrasse progressivement des préjugés de l'intelligentsia progressiste française et conquiert son autonomie intellectuelle. Seule *La Taupe Bretonne* continue le combat d'arrière-garde du purisme sans espoir, pour notre réjouissance et l'ennui mortel des malheureux qui tentent d'en faire lecture.

La sincérité, l'honnêteté pour tout dire, d'hommes comme Phlipponeau ou Guy Caro ne sont pas à mettre en doute. Mais ils ne sont pas seuls. Il existe encore dans tous les partis français de gauche une large majorité hostile au démantèlement de l'autorité centrale.

Nos idées sont sans doute en train de coloniser quelques parcelles de la terre hostile, mais les sympathies déclarées ne doivent pas nous donner le change. L'espèce des Kautski, des Rosa Luxemburg, des Trotsky, des Blum n'est pas près de s'éteindre. Ce sont des déracinés, des sangs-mêlés, qui ne se trouvent à leur aise que parmi d'autres déracinés et d'autres métis et ont la phobie des sociétés traditionnelles et racées. Ils sont de ceux qui songent à mettre le dynamisme de l'idée bretonne au service de la subversion mondiale. En somme, une nouvelle « utilisation » des Bretons est en vue, prenant la succession de celles que Masson avait dénoncées en 1912 et des deux dernières en date.

Les écrits auxquels nous nous sommes référés continuent, bien entendu, à véhiculer de vieilles sottises. Attribuer, par exemple, « l'échec » de *Breiz Atao* à une prétendue répugnance à s'unir avec la gauche, manifeste une ignorance totale du tableau psycho-politique breton des années 20 et 30. A cette époque, les gauches étaient doctrinalement anti-bretonnes et l'éventualité d'un rapprochement aurait été repoussée par elles. Elles n'avaient pas encore oublié leurs classiques : les prolétaires n'ont pas de patrie ! L'idée bretonne, au départ, ne trouvait un peu de compréhension qu'à droite et dans le bas-clergé. C'est seulement après que l'idée bretonne eut été désolidarisée, *par nos campagnes*, de la droite et de l'Eglise, qu'un mouvement vers la gauche devenait possible, et il eut lieu. Yann Sohier et Loeiz Derrien en furent les artisans, en tant que délégués de *Breiz Atao* quasi officiels, avec *Ar Falz* et *War-Zao*. Pendant la célèbre campagne électorale de Guingamp-seconde, en 1928, notre candidat, Mazéas,

lui-même homme de gauche, faisait pratiquement équipe avec Bertho, le socialiste, contre le radical tricolore, William Loth, et le réactionnaire, marquis de Kerouartz. Au moment des affaires d'Alsace, notre unique soutien fut le parti communiste, car en ce temps là, cela n'allait pas entre Paris et Moscou. L'important est que nous l'ayons accepté. Ne soutenions-nous pas les révoltes coloniales contre la France, comme nous devions plus tard soutenir Basques et Catalans contre Franco ?

Il serait naïf de notre part d'escompter une embrassade générale. Des divergences, certainement importantes demeureront entre nous et nos frères retrouvés, mais la vie politique et la vie tout court s'acomodent fort bien de divergences. Il était bon, en tout cas, de prendre note du jaillissement d'une gauche d'esprit libre et breton avec laquelle le dialogue est possible.

GAUCHISME ET BRETAGNE

Cette remarque vaut amplement pour nos gauchistes. Leurs sources ne sont pas plus pures que celles des socialistes, puisque ce sont les mêmes ; leur but reste « la fin de toutes les aliénations » et la société sans classes. Il faut nous résoudre à ce qu'il existe aussi parmi nous des grandes âmes qui croient à la possibilité de changer le destin humain en modifiant lois et règlements ou en les supprimant. Mais là où les gauchistes se distinguent des socialistes, c'est quand ils ne croient pas comme eux que la nationalisation des

moyens de production entraînerait miraculeusement la fin des aliénations. Ils n'ont pas grand mérite à cela, puisqu'ils ont sous les yeux l'exemple des pays de l'est, qui est éloquent à cet égard. L'aménagement de la société consistant à transférer le capital des entreprises aux administrations de l'état, leur paraît un emplâtre sur une jambe de bois. Comme les anarchistes, ils veulent cultiver la liberté à l'état naissant, et construire la société en fédérant des cellules autonomes et auto-gérées. Ils ne s'attaquent pas seulement au système économique, mais aux modes de la vie privée et au style de vie général.

Ils ont présenté leur point de vue dans le manifeste de *Stourm Breizh*, la « Résistance bretonne ». Ils refusent le fédéralisme des états capitalistes et préconisent celui des ethnies : par exemple une fédération des peuples celtes. C'est la première fois que je vois relevée une idée que je prêche dans le désert depuis toujours. Comme quoi, il ne faut jamais désespérer d'être entendu.

Entre le socialisme étatique, autoritaire et bureaucratique, et le socialisme auto-gestionnaire, ils ont fait leur choix. « La révolution bretonne, disent-ils, s'inspirera des expériences communalistes, fédéralistes et auto-gestionnaires qui ont fonctionné avec succès lors des communes de 1871, de Kronstadt, d'Ukraine (1917-21) et en Catalogne-Aragon-Andalousie, en 1936... » pour aboutir à une libération économique, nationale, écologique et culturelle.

Le désir de ces garçons d'appréhender le problème breton dans sa complexité sans le ramener au schéma

caricatural de la lutte de deux uniques forces antagonistes est louable, et leur volonté d'approcher les questions soulevées en dehors de tout dogmatisme est sympathique. Mais ils feraient preuve de prudence en ne négligeant pas de considérer l'autre côté de la médaille. Les exégètes de la commune de Paris sont loin de la considérer comme un exemple à suivre. Les marins de Kronstadt n'ont pas été capables de s'organiser et de se défendre ; ils ont été massacrés. Pour l'Ukraine, je ne sais pas, mais en Espagne j'ai parlé avec beaucoup de travailleurs qui ne conservaient pas un souvenir flatteur des expériences sociales des anarchistes, sans aller jusqu'à évoquer l'aventure de 1873. J'ai lu que dans les comités d'entreprise, en Allemagne fédérale, les délégués ouvriers manifestaient leur indifférence à l'égard des questions de gestion pour lesquelles ils ne se reconnaissaient pas compétents. Même les lecteurs du *Monde*, savent que l'auto-gestion a rencontré en Yougoslavie des difficultés presque insurmontables. L'auto-gestion est un idéal séduisant, parce qu'il semble supprimer pour de bon l'aliénation. Mais les expériences auxquelles il a donné lieu n'ont pas résolu le problème que soulève l'attribution de tâches exigeant une longue préparation technique, c'est-à-dire une spécialisation poussée, à des travailleurs n'en ayant pas bénéficié. Et encore sans parler des dispositions individuelles qui font qu'un homme ne sait faire correctement que le genre de travail pour lequel il a des dispositions. Pour l'un, infradoté, empiler des caisses représente un sommet, pour l'autre la direction brillante d'une usine de dix mille ouvriers n'offre aucune difficulté. Les schémas auto-gestionnaires ont

intérêt à tenir compte des réalités humaines. Les hommes naissent inégaux dans leurs aptitudes et différents par leurs caractères et leurs goûts. Il y aura toujours des hommes laborieux et des fainéants, des hommes intelligents et des imbéciles. La Déclaration des Droits de l'Homme a pour axiome un bobard.

Pour finir, *Stourm Breizh* refuse « toute collaboration de classe » avec la bourgeoisie. Espérons qu'il entend par ce mot, non pas un fantôme du siècle dernier interchangeable avec le « grand méchant loup », mais notre ennemi bien réel à tous, travailleurs bretons *de tous les échelons*, qui est le système centralisé complice du capitalisme multinational.

Le *Parti Communiste Breton* peut-il être considéré comme gauchiste ? Il a pour lui une réflexion du feu-Duclos à son sujet : « Je ne sais pas si ces gars-là sont Bretons, mais ce que je sais c'est qu'ils ne sont pas communistes ». De fait, contrairement à l'UDB qui mendie, sans se lasser des rebuffades qu'elle encaisse avec une humilité toute chrétienne, l'amitié du PCF, le PCB n'hésite pas à mettre le nez des gros bonnets du carrefour Kosciusko dans leur défections. Qu'il en soit ici remercié. Pour le reste, rien ne le distingue nettement, dans ses propos d'aucune des autres formations de gauche.

Avec le cinéaste René Vautier, nous avons hérité d'un gauchiste qui veut se faire entendre par l'image. Il nous a donné *Avoir vingt ans dans l'Aurès*, qui est un mauvais titre pour un bon cinéma, vigoureux jusqu'à l'audace et palpitant de bout en bout. Je l'ai vu avec plaisir, malgré ses fautes de goût et son parti-pris

idéologique insupportable. Car c'est une faute de goût de croire, sous prétexte qu'on est antiraciste, que n'importe quel métèque avec la tête de l'emploi, peut remplir le rôle d'un conscrit breton. Et c'est un parti pris cousu de fil blanc que de présenter les fellaghas comme de grands cœurs par opposition aux tortionnaires galonnés de l'armée française. Tous ceux qui sont allés là-bas savent comment les fellaghas traitaient leurs propres compatriotes suspects d'avoir des sympathies pour la France. Il est vrai que la sauvagerie au service de la « bonne » cause est excusable parce qu'une motivation hautement morale la recouvre.

Le second film de Vautier, *la Folle de Toujane*, salué comme un réussite et couronné de deux prix, est un tel navet que j'ai dû me cramponner à mon fauteuil pour tenir jusqu'à la fin. Le parallèle entre la situation de notre plantureuse Bretagne et celle des douars algériens faméliques n'emporte pas une seconde la conviction. Et si Servat, jouant le maître d'école détaché dans le bled, nous en revient autonomiste breton, c'est très bien de sa part, mais ne nous fait pas oublier que la plupart des appelés et rappelés qui arrivaient en Algérie dans les mêmes sentiments arabophiles et anti-militaristes, étaient retournés en deux ou trois semaines. Mais l'auteur du film ignore ces deux infamies : la solidarité de race et l'honneur militaire — ou la fierté virile, si l'on veut — qui seules expliquent le phénomène.

Nous ne donnerions pas un pet de lapin d'une Bretagne bâtie sur les sentiments d'humanismes jobard et bëlant (à sens unique) de cette *Folle*.

Pour finir, avouons que ce ton de révolte d'esclaves, de revendications poussives et de récriminations aigries, ces chapelets d'insultes et de calomnies, ce déferlement de fiel avec ce qu'il recouvre de sentiments d'envie impuissante, finissent par nous soulever le cœur. Nous connaissons des hommes qui ont souffert tout ce qu'on peut souffrir, sans dessérer les dents et sans accuser « les autres ». Ils savent que le premier responsable de notre destin est en nous. Quand ils répondront, ce ne sera pas par un flot de bave, mais par des coups, des coups qui ne pardonnent pas.

Ils sont les hommes d'une autre chanson.

UN GRAND ESPOIR TRAHİ

Le grand fait nouveau a été, il y a trois ans, l'entrée en scène d'un nouvel interlocuteur, le *Strollad ar Vro*, parti national breton et fédéraliste européen, qui s'est défini comme le lieu de rassemblement de toutes les bonnes volontés, au-dessus des divergences d'opinion, au service de la cause bretonne. Pour les uns c'était une reprise du défunt MOB (19), en plus musclé, avec ce qui lui avait toujours manqué : un chef et une ligne politique. Pour d'autres, c'était une renaissance sous un camouflage léger de l'ancien PNB (20), avec ce qui lui avait toujours manqué : le nerf de la guerre.

Il se pourrait que ces derniers aient eu raison, car sans le concours d'une première portée de militants issus de *Breiz Atao*, SAV ne se serait jamais concrétisé. C'est d'ailleurs d'après la documentation d'avant-

guerre (doctrine du parti de 1925, statuts de 1929, manifeste fédéraliste de 1938, numéros spéciaux de B.A.) que furent élaborées les premières déclarations de principe de SAV et bâtie sa structure.

Bref, pour tout le monde un grand espoir naissait. Cet espoir répondait au besoin, impérieusement ressenti par une foule de militants disponibles, d'affranchir le mouvement des hypothèques conjointes de la peur et du conformisme. La tendance générale était à une large tolérance qui devait permettre la réincorporation d'éléments irremplaçables et un rassemblement assez étoffé pour pouvoir jouer un rôle dans les affaires publiques.

La démarche correcte, pour *Strollad ar Vro*, aurait dû être avant tout de fixer une ligne de conduite sans équivoque, entre les crêtes, qui se serait définie non pas par une doctrine sociale contestable dont le premier effet aurait été de semer la discorde, mais par un programme de revendications minima, limitées et concrètes, au sujet desquelles tout le monde eut été d'accord ; en un mot, la ligne de conduite que prêche inlassablement le clairvoyant bulletin de commentaires d'actualité *Douar Breizh*. La condition du succès était pour lui d'éviter comme la peste ce qui divise pour s'en tenir obstinément à ce qui unit.

Elle était ensuite, en ordre chronologique, de procéder à une campagne de recrutement, puis de former des militants et des cadres, enfin de faire l'éducation politique d'un public de soutien, par une action soutenue et une campagne méthodique de réunions, d'affiches, de distribution de tracts, de ventes à la criée

et de manifestations de rues. Il n'y avait rien à inventer, toutes ces techniques étant connues et rodées. C'était l'affaire de deux bonnes années de travail en profondeur avant d'être en mesure de faire bonne figure devant les électeurs. Cette fois-ci, les moyens étaient là... On allait pouvoir, enfin, réaliser le rêve dont l'impécuniosité avait toujours coupé les ailes. Le Père Noël était descendu parmi nous, sous la forme du fondateur lui-même, un total inconnu, qui semblait disposer de moyens inépuisables qui allaient permettre à un parti breton de se doter d'une structure et d'une ampleur jamais atteintes. Tout était possible, parce qu'une telle démarche comblait les vœux de milliers de gens impatientes de faire quelque chose.

La faute à ne commettre à aucun prix était de brûler les étapes préparatoires et de lancer dans l'arène électorale un parti qui n'était qu'une étiquette et des candidats improvisés, pour la plupart sans notoriété et sans expérience, autrement dit de commencer par la fin.

C'est pourtant ce que fit le fondateur, M. Jean Le Calvez. La date des élections législatives étant survenue avant même qu'aucun groupe local n'ait été constitué, il prétendit présenter des candidats dans les 33 circonscriptions bretonnes, balayant les objections de l'argument sans réplique que celui qui commande le bal est celui qui paie les violons. Les 27 candidats qu'il finit par recruter, après avoir essuyé des refus en chaîne, furent jetés en pâture à la concurrence, sans comité électoral, sans équipes de propagande et bien entendu sans la moindre préparation personnelle, comme si la pose d'affiches prétentieuses,

parfois trois jours seulement avant le scrutin, pouvait créer un mouvement exploitable !

Une aussi fol amateurisme, ressemblant furieusement à une entreprise délibérée de sabotage, ne pouvait avoir logiquement d'autres résultats qu'un désastre sur toute la ligne, qui aurait apporté à l'administration réjouie la preuve que le peuple breton vomissait l'autonomisme et fourni à dame police l'occasion rêvée d'établir le fichier complet des militants à surveiller.

Le calcul fut pourtant déjoué d'une manière fort imprévue par l'entrée en scène de concours spontanés et le miracle d'improvisation affolantes. A défaut d'un chef qui brillait par son absence, des prodiges anonymes permirent que démarches et imprimés fussent réalisés dans les délais réglementaires. Les apparences furent à peu près sauvegardées et le désastre n'eut pas lieu. Ce fut même une surprise pour les observateurs des préfectures de voir que, malgré le caractère fantaisiste de beaucoup de candidatures, il s'était trouvé partout un pourcentage appréciable d'électeurs pour se prononcer par principe en faveur du candidat « breton », tout particulièrement en Loire-Atlantique, fraîchement arrachée de la Bretagne pour former la fantasmagorique région des Pays de la Loire. Ils y virent le signal non équivoque d'une tendance politique populaire qui, si la campagne avait été sérieuse, aurait été encouragée à se manifester plus largement.

Quand, au second tour, les électeurs du candidat de SAV, à Evran, firent mordre la poussière au sieur René Pléven, en reportant leurs suffrages sur le plus favorisé de ses concurrents, la surprise, place Beauveau, fit place à l'inquiétude.

SECONDE MANCHE

SAV, donc n'avait pas perdu la face et tout pouvait encore être sauvé. Au lieu de cela on resta dans l'ornière, en gardant les mêmes têtes et les mêmes procédés et en maintenant la direction du parti et du journal à Paris. Pour comble, une épuration aussi continue qu'insidieuse fit disparaître un à un les adhérents qui n'admettaient pas le chantage permanent au robinet des finances, venant d'un individu qui n'avait pas fait ses preuves, ou plutôt qui venait de les faire d'une façon éclatante, et se permettait de manipuler le parti comme s'il se fut agi de sa propriété personnelle.

Il n'y aurait eu que demi-mal si le manipulateur avait été un génie politique, car sa dictature aurait été celle de l'intelligence et du savoir-faire. Ce n'était pas le cas. Obéissant à de mystérieuses mais fort claires directives, il fit tout pour que SAV abandonne sa position nationale bretonne et verse dans une formule qui l'associe aux partis français de gauche. Un nouveau rédacteur-en-chef, non breton d'ailleurs, choisi pour ses idées extrémistes, fut chargé de faire régner le nouveau ton dans l'organe du parti. Il s'imposa, sans quitter le quartier Montparnasse, aux cris de « Vive Mitterrand ! ...Mort à Franco ! » Un squelettique congrès du parti se rallia aux thèses fumeuses du socialisme libertaire auto-gestionnaire, de la manière dont Astérix boit la potion magique, avec le résultat d'exaspérer les gens sens commun qui restaient dans ses rangs et de mettre en fuite bon nombre de sympathisants.

Les chiffres n'ont pas été publiés, mais il est probable que SAV a perdu depuis ses premiers faux-pas, les deux tiers des premiers 800 adhérents récoltés presque sans peine les premiers mois ; tandis que le Parti Communiste pouvait annoncer en décembre 1974, qu'il avait recruté 2.000 nouveaux adhérents au cours de l'année dans la région à quatre départements. Ce n'est pourtant un secret pour personne que le PC en Bretagne recule sur le terrain électoral et n'a guère la faveur des jeunes. Il vient de donner un exemple des résultats extraordinaires que peut obtenir l'organisation, l'unité de vues, la discipline et le travail méthodique. Si, depuis sa fondation, SAV a dévoré des millions — dont l'origine donne lieu à des suppositions peu variées — il est clair qu'ils ont été dépensés pour que *ne soit pas* mis debout un parti national breton et pour que l'idée d'en fonder un reste pour longtemps discréditée.

Une séquelle inattendue du carambouillage de SAV a cependant été de laisser en place une formation résiduelle de militants qui s'est rendue indépendante de M. Jean Le Calvez et entend poursuivre son action envers et contre tout. Ce fut la révélation du congrès de Guerlédan, à l'orée du printemps 1975, quoique les ménagements avec lesquels le poste de président fut supprimé, ont montré jusqu'où peut aller le respect de l'argent dans notre pure Bretagne comme ailleurs.

Le nouveau SAV, en se définissant comme une composante de l'éventail déjà riche des partis ou groupuscules bretons « de gauche », malgré une opposition « nationale » qui s'est donné pour but de re-

dresser la barre, ne se prépare pas un avenir de tout repos. Mais on ne pourra plus dire qu'il est manipulé à distance, ni nier à ses dirigeants la qualité de Bretons sincères.

DE REVUES EN REVUES

Encore une nouvelle revue ! C'est le cri qui salue la naissance de l'organe d'un groupement qui vient de se fonder, persuadé qu'il apporte à l'emsav la réponse définitive et pertinente à ses interrogations. Ces nouvelles revues, auxquelles on peut rattacher les « journaux » qui n'ont pas toujours une périodicité plus fréquente ni une vie plus robuste sont autant de promesses rarement tenues. Mais il convient d'en prendre soigneusement note et d'en scruter les intentions, car elles sont la manifestation, durable ou éphémère, de tendances profondes et permanentes, qui un jour ou l'autre peuvent trouver leur expression militante.

Sav Breizh s'est stabilisé en 1971 sous la forme d'une revue bimestrielle, dans le but de reprendre à la base sans préjugé l'étude de la question bretonne, ce qui était une idée excellente, mais dans l'optique de l'idéologie marxiste, ce qui la mettait en contradiction avec ses intentions. Il n'y a pas de recherche fructueuse sans liberté d'esprit et il n'y a pas de liberté d'esprit si l'on pose en axiome que c'est la dialectique matérialiste la seule bonne méthode d'analyse. Malgré ce lourd handicap, qui pour certains n'était qu'une

concession inévitable aux tabous tout puissants, cette publication, en dehors du prêchi-prêcha assommant de ses rédacteurs synchronisés, a donné des études originales et utiles. Mais l'émiettement des forces de gauche l'a privée des assises qui auraient assuré sa durée.

Un dernier numéro, réduit à quelques feuillets, prend congé de ses lecteurs, en attribuant au manque de militantisme l'agonie de la revue. Pourtant elle répondait à un but précis, dit le collectif de direction : « dégager pour le combat breton une ligne nouvelle révolutionnaire qui prenne en compte la mutation qu'il avait connue à partir de 1968 ! »

C'est précisément là, pensons-nous, qu'était le germe de l'échec. *Sav Breizh* s'était posé à côté du problème. L'idée bretonne n'est pas l'idée révolutionnaire. Le mouvement breton n'est pas né au Quartier-Latin en 1968. Coupée de ses sources, de ses références et de son contexte, l'idée bretonne est une plante condamnée à s'étioler et à mourir desséchée.

Puisse le « collectif » de feu *Sav Breizh* revenir à plus de lucidité, l'abandon du pathos marxiste dût-il être le prix de cette renaissance.

Bretagne Action, de la précédente décennie, émanait de milieux de jeunes qui apportaient par leur seule présence la preuve que la mode progressiste ne mordait pas sur tous les tissus humains. Sa prise de position était sans ambages : « ...Tous ces agités du bocal, révolutionnaires du malheur des peuples, professionnels de la masturbation des cervelles, n'ont rien à apporter à notre patrie sinon leurs univers concen-

trationnaire et rétrograde. S'il faut remplacer l'emprise et la toute puissance d'un certain capitalisme par la toute puissance et le joug d'une caste omnisciente et omnipotente, la révolution marxiste avec sa chaîne de misères et de cruautés, est le premier fléau à combattre... »

Le jeune mouvement, avec de semblables discours, avait attiré la foudre sur sa tête. Les rouges conformistes, sans penser que lorsque le dernier soldat allemand a quitté la Bretagne, les plus âgées de leurs bêtes noires n'avaient pas encore vu le jour, les traitèrent de « nazis », à défaut de « collabos ». Ce qui n'empêcha pas une solide équipe de rédacteurs d'entreprendre le montage d'une doctrine nationaliste au niveau des circonstances nouvelles et avec le seul parti pris de la nationalité. L'un aperçoit clairement que la crise des entreprises bretonnes ne provient pas d'une « sur-exploitation » des salariés par des « patrons avides », mais qu'elle découle de notre situation de région économiquement condamnée par les schémas de mise en valeur de Paris. Il voit le remède, non pas dans une révolution sociale mettant en bas ce qui est en haut et inversement, mais dans le transfert des centres de décision de Paris en Bretagne. L'autre, avant de chanter les louanges du socialisme cubain, a l'idée inattendue de se livrer à une étude minutieuse des méthodes employées et des résultats obtenus dans ce champ d'expérience d'idéologues déchainés que fut la grande île antillaise. Après s'être appuyé sur une documentation impeccable, qui renferme même des aveux de Fidel, il conclut par un constat d'échec dont les coupables sont, avant toutes les causes circonstan-

cielles qu'on peut invoquer, l'incompétence ahurissante du Chê et la croyance obtuse de Castro que les dogmes ont raison contre les faits. Il termine par ces mots :

« Mais, sans les flagrantes tares de ce régime qui ont nom pour nous le dogmatisme, le romantisme, l'orgueil, la surenchère, le gigantisme, le militarisme, l'arbitraire et enfin la satellisation soviétique, la révolution cubaine aurait pu être une réussite, un exemple pour la Bretagne et nous aurions dit « Cuba, si ! » au lieu de « Cuba, no ! »

Eric Le Naour a fort bien défini les trois conditions auxquelles un mouvement breton fort devra se plier : 1) Aucune collaboration avec les partis français — 2) Aucune collaboration avec les notables de Bretagne — 3) Non aux internationales idéologiques.

Mais il ne s'agit là que des conditions du succès. Le Naour a vu ce que le laxisme en vogue cache à la plupart, que la force d'un mouvement réside avant tout dans la force de ceux qui le composent, et qu'avant de redresser la Bretagne, il faut redresser les Bretons. C'est la reprise d'une vieille et primordiale préoccupation de *Stur* (21), trente ans plus tôt.

J. B. eut un beau démarrage. Ses sections nombreuses et ardentes, principalement à Rennes, Brest et Nantes, faisaient contre-poids à l'également jeune UDB. Le démenti a donc été apporté à ceux qui prétendent aujourd'hui que les tendances non-conformistes ne sont pas susceptibles de rencontrer un accueil favorable parmi les jeunes, acquis 100 %, paraît-il, aux mots d'ordre progressistes. Pourtant J. B. a vu son ascension brisée par une dissension intérieure, qui est aussi

riche de leçons. Elle a manqué au moment crucial de l'expérience que ne décourage aucune crise et de la poigne nécessaire pour briser l'indiscipline tactique et la déviation doctrinale dont firent preuve deux de ses groupes. Il en résulta des conflits qui s'aggravèrent et finirent par mettre en sommeil l'association.

Ce dénouement a cependant servi à démontrer que *Jeune-Bretagne*, contrairement à l'UDB, ne permettait pas que la question bretonne serve de prétexte au développement d'une idéologie politique française. Le mouvement breton ne doit pas plus être utilisé à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche.

Si *Jeune-Bretagne* a ralenti son activité comme groupement, sa présence, comme composante politique de réserve de l'emsav sous-tend un gros effort, fait sur un plan distinct par *La Nation Bretonne*, une publication née de son sein, qui ne cesse de croître et de s'étoffer depuis deux ans.

Sous Hervé Glot, la N. B. s'est donné un but différent. Elle se défend de toute prise de position dogmatique. Elle vise le public breton intellectuel qu'elle se propose non pas d'endoctriner, mais de démystifier. Rien, dans ses études, n'est de nature à choquer le lecteur non acquis d'avance au nationalisme breton. Son rôle est donc important. Mais il ne faut pas lui demander ce qu'elle n'est pas disposée à donner. Sa neutralité politique limite singulièrement son impact sur l'emsav, et son indifférence à l'égard de la culture celtique, on peut même dire sa sous-estimation choquante de la langue nationale, inquiète le meilleur de l'intelligentsia bretonne.

Elle laisse, en tout cas, les groupes de *Jeune Bretagne* sans emploi. Tant que la tendance, forte et vivante, qu'ils représentent n'aura pas été réintégrée à l'emsav, celui-là souffrira d'un déséquilibre certain.

Il y a encore les revues de langue bretonne. De caractère exclusivement didactique ou littéraire, elles n'interviennent que discrètement dans la bataille des idées, lorsqu'elles ne tombent pas elles aussi dans le radotage marxisant. Leur préoccupation dominante de maintenir la langue en dehors des prises de position politiques se retourne doublement contre elle. D'abord parce que cette neutralité est illusoire. Rejeter les collaborateurs ou les écrits compromettants revient à laisser tout le terrain aux préjugés en cours, donc à prendre indirectement parti en leur faveur. Ensuite, en mettant le breton en dehors des débats vitaux pour le pays, elle le confirme dans son rôle de passe-temps d'esthète et de bibelot de luxe pour oisifs. On enseigne aujourd'hui le breton à des milliers de jeunes, mais pour dire quoi ? « Il fait beau temps aujourd'hui », ou bien « Hier, j'ai apporté un gâteau à ma tante ». Il faut certes en passer par là, mais une langue nationale qui n'exprime ni les désirs, ni les passions, bonnes ou mauvaises, de ceux qui la parlent, cesse d'en être une, parce qu'elle ne sert plus à rien de ce qui compte. Si la tendance des milieux bretonnants n'est pas renversée, il y aura toujours des jeunes désireux de savoir dire « bonjour » et « bonsoir » en breton, par sentimentalité, par nostalgie d'un passé romantique ou par coquetterie patriotique, mais peu d'entre eux

en feront leur langue d'usage. Les camps d'été de bretonnants ressemblent un peu trop à des sections rurales de l'Ecole Pigier.

Ce tableau aux couleurs éteintes de l'activité intellectuelle en breton a, sans doute, fâcheusement impressionné la N. B. Mais cette absence de tonus n'est pas particulière au petit monde bretonnant. C'est le fruit sans saveur de la dialectique matérialiste, qui répand autour d'elle une mortelle grisaille. Quand le redressement moral se produira, le secteur linguistique du mouvement en bénéficiera aussi. En attendant, il est déplacé de juger de la valeur et de l'avenir de la culture celtique d'après trop d'imprimés dévotement que nous recevons par la poste. Les sources puissantes et grisantes existent, qui alimenteront un jour une pensée bretonnante capable d'inspirer tout l'emsav.

LE FLB EN TANT QUE PHÉNOMÈNE

Il est curieux que le mouvement breton, qui dans son ensemble reste freiné par la nonchalance ou la pusillanimité, qui manifeste en toutes circonstances sa faible combativité, sa peur du risque et sa hantise de conformisme, recèle en son sein une organisation « terroriste », infiniment plus importante que ne le fut jamais le *Gwenn-ha-Du* d'autrefois (22).

La seule existence du FLB fait de l'emsav un sujet d'étude sociologique passionnant. Le contraste paradoxal qu'il présente a une clé. Où est-elle ? Sans doute dans la nature instinctive et très peu raisonnée de l'emsav d'après-guerre. Le génie breton, avons-nous dit un jour, se porte aux extrêmes avec la même prédilection

que le génie français s'en tient écarté. Le mouvement de *Breiz-Atao* était construit politiquement. On a vu l'incohérence idéologique de l'emsav actuel. On a souvent l'impression que ses professions de foi sont moins ce qu'elles prétendent être que des rationalisations malhabiles de réflexes vitaux qui constituent tout le dynamisme de l'action. Si ce point de vue est juste, il est alors normal que les différentes activités de l'emsav répondent à des classes de tempérament. Un temps fut où violents et pacifiques se coudoyaient dans la même organisation qui dirigeait et contrôlait leurs activités. Il se pourrait qu'aujourd'hui, les violents fassent bande à part et suivent leur propre penchant, puisqu'il n'existe plus de cadre pour les discipliner politiquement. C'est le FLB.

Le cas de l'UDB appuie cette thèse. C'est pour le moment la seule organisation politique bretonne fortement structurée et disciplinée. De même que le vieux PNB, elle ne tolère pas les procédés de lutte clandestine en son sein. Les violents qu'elle renferme apprennent à canaliser leurs ardeurs dans les voies de la légalité. (Ceux qui ne s'y résolvent pas, vont peut-être au FLB...) Il en résulte pour l'UDB, comme autrefois pour le PNB, un dynamisme dont ne font pas preuve de nos jours des formations politiques qu'ont désertées les éléments les plus décidés.

Les faits ont confirmé l'hypothèse. Les enquêtes de la police ont mis souvent en évidence que les membres du FLB détenus n'étaient pas toujours ou n'avaient jamais été des militants politiques. Leurs actes ont été une explosion de l'instinct, alors que le *Gwenn-ha-Du* de 1933 avait été une création politique dans le cadre

d'une stratégie strictement raisonnée. Ici, rien de semblable. Les bardes ont fait bondir les cœurs et les cœurs ont mis en mouvement les commandos. « *Ar C'Halloued e-maez !* » Les Français dehors ! — Ils ne partent pas ? Très bien : alors dynamite ! C'est le processus psychologique fondamental : de la guitare à la bombe.

Mais la nature et la motivation des actes respirent, comme tout le reste, vacillation et confusion. La suppression de la stèle gaullienne de Kemper est dans le droit fil du nationalisme, qui ne tolère pas en Bretagne les manifestations du fanatisme hexagonal. Les attentats contre les gendarmeries sont déjà moins clairs. S'ils font plaisir à ceux qui croient que la société se porterait mieux si elle ressemblait à une jungle, ils déplaisent fortement au plus grand nombre, très heureux que les gendarmes les défendent des voleurs et des attaques nocturnes. Les attentats contre les objectifs militaires sont dans la logique nationaliste, mais vont trop vite et risquent d'aller trop loin. La destruction du pylone de Tredudon est un cas isolé qui ne manque pas d'un certain style en soi. Le mépris dans lequel il a tenu l'opinion publique lui a valu le respect et avec le respect vient le consensus. Pourquoi a-t-il fallu qu'un communiqué déficient ramène ce geste énorme aux proportions d'une gérémiade régionaliste ? (23). Une bombe dans un palais de justice est un geste qui a un sens breton s'il est rattaché au refus des citoyens bretons d'être jugés par des juges étrangers ou en dehors de leur pays, mais il le perd aussitôt si un communiqué le montre comme une protestation contre la « justice de classe ». On ne comprend

plus, la question n'est pas là. L'inculpé pouvait aussi bien être un propriétaire ou un patron qu'un fermier ou un ouvrier. Eut-ce été le cas de vétupérer contre la justice « bourgeoise ? »

Ces jeunes gens oublient qu'un tribunal « du peuple » les aurait, dans les mêmes circonstances, envoyés au peloton d'exécution, les travaux forcés étant réservés aux délits mineurs.

Il y a dans les communiqués du FLB un souci assez vulgaire de plaire en employant certain jargon, qui serait digne d'orateurs de cafés, mais qui ne convient pas à des hommes qui se foutent assez de l'opinion publique pour priver un million d'auditeurs de leur télévision pendant quatre mois, que cela leur plaise ou non. Il y est fait allusion à « nos commandos ouvriers et paysans ». Un peu vieillot. Cel n'évoque pas la Bretagne actuelle, mais les beaux jours de Lénine haranguant les foules hurlantes sur les places de Pétrograd, ou les « conseils » d'ouvriers et de soldats des révoltes de Kiel et de Munich en 1918. Le rédacteur de semblables puérités s'imagine-t-il qu'il trompera quelqu'un ? Tout le monde lit le journal, écoute la radio ou la TV à l'occasion des inculpations et procès du FLB et nul n'ignore que toutes les classes de la société fournissent des représentants à l'organisation clandestine !

Maintenant, la mode est d'appuyer d'attentats tous les conflits du travail. C'est une arme à deux tranchants, car ils indisposent quand ils sont dirigés contre les biens, toute une partie de la population, qui n'est pas moins bretonne et non moins utile à la Bretagne, que les employés qu'ils n'exploitent pas nécessaire-

ment. Le FLB n'a à se mêler des conflits du travail que lorsqu'ils atteignent une dimension bretonne comme par exemple lors de la grève exemplaire du Joint Français ou celles du lait en 1973, de Garnier à Redon en 1974, où l'on voit les libertés syndicales bafouées, et le travailleur exploité par des patrons ou PDG étrangers au pays, dont les rémunérations sont dans la proportion de 15 à 1. Mais dans les cas plus normaux, où la bonne volonté et le sentiment breton de la direction ne peuvent pas être mis en doute, les conflits doivent être réglés sur le plan syndical qui est le leur. Il va de soi que lorsqu'un employeur breton traite son personnel d'une manière révoltante, simplement pour amasser des bénéfices supplémentaires, il se rend coupable d'une rupture du contrat de solidarité nationale qui doit lier tous les Bretons entre eux. L'union doit se faire contre lui.

Le FLB a tendance à tomber dans la démagogie qui, les yeux fermés, donne toujours tort au patron. Le petit patron breton — car il n'en est guère de gros — écrasé par une législation et une fiscalité qui favorisent les grandes entreprises, doit être, bien au contraire, défendu comme la victime de choix de la domination hexagonale. Les bas salaires, la pénurie de travail, l'ancienneté des locaux sont imputables avant tout à notre situation de pays sous-développé. Les patrons bretons qui luttent en état d'infériorité contre la concurrence extérieure et qui, trop souvent, succombent et déposent leur bilan, doivent être défendus par l'emsav, parce qu'il donnent du travail aux Bretons et leur permettent d'éviter l'émigration, parce qu'ils représentent les cadres économiques indispensables de

la Bretagne autonome de demain, qui ne doit pas être livrée, sous prétexte de socialisme, à l'incompétence et à l'arbitraire d'un personnel nommé par l'état, qui aurait vite fait de réaliser ici le chaos cubain à la sauce armoricaine.

LE FLB EN TANT QUE POLITIQUE

Le FLB souffre d'une position équivoque que traduit bien l'incertitude qu'il tolère, parce qu'il ne sait comment la résoudre. Il laisse plâner le doute sur la traduction en clair des initiales de ses commandos ARB, où R est lu par les uns « républicaine » et par les autres « révolutionnaire ». S'il existait un parti national breton digne de ce nom, il serait délivré de cette ambiguïté. Le parti définirait la politique à suivre et prendrait l'initiative des campagnes et manifestations. Toute organisation clandestine se situant dans ses marges se livrerait à des actions directes sous sa seule responsabilité, bien entendu, mais qui par la force des choses seraient en harmonie profonde avec l'action légale, dont elles ne seraient en somme que l'illustration. On imagine sans peine l'efficacité d'une telle synchronisation.

La tare dont pâtiennent actuellement les coups de propagande du FLB, est son impuissance à les justifier et même à les expliquer. Un temps fut, où *l'Avenir*, quand Yann Fouéré y avait encore son mot à dire, remplissait assez le rôle d'organe officieux du FLB. Il donnait toutes les explications désirables. Mais qui lisait *l'Avenir* en dehors de quelques milliers de militants et sympathisants ? Aujourd'hui, le FLB n'a plus

aucun contact avec le public, en dehors l'unique quotidien régional de grand tirage qui publie les communiqués des associations bretonnes ; du moins jusqu'ici, car il est improbable que l'Intérieur, qui dispose de moyens de pression, tolère longtemps ce petit jeu. L'isolement dans lequel il se trouve, le condamne à entreprendre de préférence des actions immédiatement compréhensibles, ce qui limite excessivement l'éventail de ses possibilités. C'est seulement lorsqu'un conflit a éclaté et que tout le monde est au courant, que le FLB peut frapper, en espérant être compris. De ce fait, il ne peut mener qu'une action d'arrière-garde en suivant les fluctuations de l'opinion publique, rarement en les influençant.

Sa prétention d'être une armée n'est peut-être pas non plus très heureuse. Une armée fait la guerre, sinon elle n'est qu'une figuration vide de sens, à moins qu'on ne la considère comme un lieu d'éducation du caractère en vue de développements lointains. Les jeunes qui ne rêvent que de guérilla n'ont pas les pieds sur terre. La première condition de la guérilla est l'appui total de la population. Sinon, elle finit, comme le commando bolivien du Chê Guevara, livré aux forces de répression par les paysans qu'elle prétendait libérer. Le problème est absolument connu, toutes les expériences voulues ont été faites. La guérilla est la dernière carte à jouer après une longue lutte, quand tous les autres moyens ont été épuisés et que le peuple a compris qu'il lui faudra tuer pour vaincre. Ici la lutte ne fait que commencer !

Nous sommes si loin du dernier stade, que l'argument en faveur du FLB qui entraîne l'approbation

des auditoires, lorsque la question est soulevée en réunion publique, est « Le FLB n'a jamais tué personne ! » Parfait et nous en sommes heureux. Mais qu'est-ce qu'une armée qui se donne pour consigne rigoureuse de ne tuer personne ?

Nous le savons, c'est un rêve. Personne n'empêchera jamais les Celtes de se repaître de rêve. C'est un peu l'histoire de la Formation Perrot qui recommence. L'idée était une armée bretonne se battant pour l'indépendance de la Bretagne. La triste réalité ne valait pas un regard tant le rêve était grisant. Il semble que le rêve continue. On travaille pour la CFDT, mais on « est » l'armée bretonne en marche, comme son modèle, l'IRA de 1916, vers son Lundi de Pâques (24). Il est vrai que la France aussi s'est faite de légendes, celle de Clovis, dont on ne sait rien, celle de Saint Louis haussée à la dimension d'un vitrail, celle de Jeanne d'Arc, que la critique historique a ramenée à ses justes proportions.

En attendant, le manque de soutien et de complaisances dans la population, l'impunité assurée aux délateurs, l'absence de sanctuaire, les moyens de plus en plus développés de la police rendent l'organisation effective d'une force armée bretonne pratiquement impossible, même si — ce qui n'est pas le cas — le problème énorme de son financement était résolu.

Quelques petits groupes aux moyens artisanaux, terrés chacun dans son coin, sans liaison entre eux, sans direction commune, voilà ce que paraît être actuellement le FLB. L'esprit de sacrifice et le courage n'y changent rien.

Il faudra un autre levier pour soulever la masse Bretonne.

LA PHASE DES ACCOMMODEMENTS

L'emsav s'est, depuis trente ans, installé dans sa défaite et ses militants ont accepté de terminer leur vie dans la peau de coupables repentis. Ils ont une âme de vaincus, dans un contexte qui a fait d'eux des vainqueurs. Ils vont vers « la gauche » pour se dédouanner, alors qu'il n'en est plus besoin, parce qu'ils sont restés englués dans les terreurs de 1945. Ils sont incapables de comprendre que ce sont les rouges qui viennent à eux et qui les utilisent, eux, pour se dédouanner, car ils en ont diablement besoin. N'ont-ils pas derrière eux deux siècles de haine et de mépris de la Bretagne ? Qui donc a d'aussi lourds antécédents à se faire pardonner ? A voir nos gens, si petits, si repentants, on croirait que c'est eux, alors qu'ils devraient, la tête haute, imposer leurs conditions !

L'adoption, devenue quasi obligatoire, du point de vue de la philosophie marxiste dans l'emsav, ne se justifie pas en Bretagne comme en France. C'est par suite de l'absence d'une analyse de l'essence de la France et d'une conscience de leur propre réalité humaine, que tant de Français se réfugient si facilement dans le marxisme, (à la suite d'ailleurs de l'exemple donné par les déracinés qui pullulent parmi eux), comme doctrine prête-à-porter de renaissance à défaut d'une autre.

Chez nous, aucune analyse sensée de la situation de notre peuple ne peut mener à la conclusion que les

luttés entre nous, la bureaucratie des nationalisations et le régime des camps du *Goulag* seraient la panacée de notre déchéance nationale.

L'emsav est tombé sous la dictature des intellectuels nomades. Leur doctrine démentielle de société égalitaire, qui n'a été réalisée nulle part, malgré une débauche de misères et de souffrances et la férule sans pitié des états les plus policiers et militaristes de l'histoire, n'est que plus dangereuse sous sa défroque bretonne. C'est le sucre pour faire passer la pilule.

Mais, si la manœuvre présente un danger pour nous, elle en présente un aussi pour ceux qui en ont pris l'initiative. C'est la guerre des intoxications dans les deux sens. On pourrait dire que les paris sont ouverts, car à bien des signes, il nous semble que les gagnants ne sont pas désignés d'avance. Les rouges croient que leurs insultes écrasent les nationalistes bretons, mais le silence résigné de leurs compagnons de route les induit en erreur. Nationalistes bretons, beaucoup le sont restés dans leur cœur, malgré leurs reniements du bout des lèvres et ils savent bien qu'ils peuvent l'être sans pour cela être des fachistes achachins. Les prend-t-on tous pour des imbéciles et des illettrés ? Ils savent que pour le fasciste, « tout est compris dans l'Etat et rien de spirituel ni d'humain n'existe — mieux, n'a de valeur — hors de l'Etat. L'Etat fasciste — unification et synthèse de toutes les valeurs — interprète, développe et enrichit toute la vie du peuple » (25). En ces quelques mots se trouve parfaitement défini un idéal politique qui n'a rien de commun avec celui des nationalistes bretons, mais qui va comme un gant aux partisans de la dictature du

prolétariat c'est-à-dire du parti communiste qui se confond avec l'Etat communiste.

Le régime n'a donc récupéré l'emsav qu'en apparence. Certains acceptent le cadre commode où ils se sentent insérés (en protestant de leur innocence) et dont ils ont accepté les dogmes comme une carapace de protection contre un retour des mauvais jours. C'est la route du moindre risque et du moindre effort et aussi celle du moindre honneur. D'autres rongent leur frein et attendent l'occasion de faire un éclat. Ils en ont ras-le-bol du léninisme et de Bakounine, des Palestiniens et des rois nègres, du maoïsme et de la conscience de classe, des illuminés, des provocateurs et des hippies et ils le disent. Ils songent à une révolte qui ne sera plus celle de la chienlit, qui sera celle de la fierté. La première est plus facile et d'une extension plus rapide, mais elle accélère la chute au lieu d'y mettre fin. Les résultats sont là. Il y a des révoltes si différentes qu'elles ne mériteraient pas le même nom.

Il va de soi que quel que soit le nombre des « ras-le-bol », la voie de la facilité et du conformisme ne sera pas désertée pour autant. Certes, l'idée bretonne n'a pu devenir populaire qu'en épousant les préjugés de la masse, qu'en effaçant de ses professions de foi tout ce qui pouvait choquer et en y ajoutant les mots qui pouvaient plaire. Mais l'opération a été menée à bien et ce luxe de précautions oratoires n'est plus nécessaire pour faire le pas suivant, bien au contraire. En se prostituant pour le bon motif, l'idée bretonne a perdu son caractère spécifique et son âme. Pour les caractères faibles, la tactique d'un moment est devenue une opinion d'autant plus sincère qu'elle est profitable.

Ceux-là resteront dans l'ornière et nous les y laisserons. D'abord parce que nous n'avons rien à en faire, ensuite parce qu'ils y seront utiles, pour maintenir les degrés de liaison indispensables entre le fer de lance et la masse moutonnaire et amorphe. (Que les dieux du marxisme me pardonnent, j'ai commis un crime de lèse-masse). Les autres ont du pain sur la planche.

LA PHASE DU SURSAUT

Le remède au désarroi actuel n'est pas seulement dans les mots. Il viendra un moment où tout aura été dit, mais où rien ne changera si le caractère fait défaut. Dans des circonstances où la concurrence politique joue normalement, il se produit une sélection naturelle des idées et des hommes. Les meilleurs gagnent. Ici, depuis la reprise de l'emsav, cette concurrence n'a pas joué. Elle a été écrasée sous un triple poids qui a grippé ses rouages : le poids des idées de la mafia au pouvoir, imposées par les mass-média ; le poids des calomnies contre le nationalisme breton, qui ont été crues ; le poids des interventions financières extérieures qui ont faussé la balance.

Mais les résultats sont tels, ils frappent d'un tel coup de poing, qu'un sursaut est fatal. La vérité possède par elle-même une force que rien n'arrête. Et la vérité est que la politique bretonne actuelle est malpropre, parce qu'elle est la convergence de deux manœuvres malpropres. La première qui est de la part des patriotes bretons démissionnaires de faire survivre en fraude l'idée bretonne en la dénaturant ; la seconde

qui consiste de la part des marxistes à récupérer son dynamisme tout en rejetant son essence, identifiée, pour s'en débarrasser, à des idéologies condamnées par la loi et passibles des tribunaux.

La politique bretonne actuelle est lâche, parce qu'elle est la convergence de trois peurs : la peur d'être soi-même, la peur du combat et la peur de la réprobation publique.

La politique bretonne actuelle est stupide, parce qu'elle est l'accumulation d'erreurs depuis longtemps démasquées et d'impostures sans nombre, parce qu'elle croit qu'on peut redresser un peuple en reniant ceux qui sont morts pour lui, parce qu'elle fait passer les intérêts d'une catégorie sociale avant ceux de la nation, parce qu'elle attache la libération de la Bretagne au destin d'un homme ou d'un parti politique français, donc anti-breton.

La politique bretonne actuelle est par dessus tout suicidaire, parce qu'elle esquive le combat libérateur en évitant de mettre en cause la sacralité de l'hexagone, au nom de laquelle Paris refuse obstinément à la Bretagne toute forme, même la plus anodine, de liberté politique.

Pourquoi en est-il ainsi ? Nous en avons vu les raisons, bonnes et mauvaises, les circonstances, les prétextes. Mais il est une raison purement humaine à cette politique tortueuse : le manque d'aplomb et de caractère. On ne dit pas ce qu'on est, mais ce que l'on croit opportun de dire qu'on est. On reste enlisé dans la phase camouflage.

C'est pourquoi nous en sommes rendus au point où la clé du sursaut est dans la force du caractère et

le courage intellectuel. Nous savons que c'est demander beaucoup à la génération imberbe qui fera la Bretagne de demain, car cette génération est celle du laxisme, dans l'atmosphère de l'époque, anarchisante et débrillée. Mais c'est aussi une génération qui a le courage de se délier et de briser les idoles. Chaque génération a ses côtés forts et faibles. Aucune n'est au-dessus ou en dessous des autres.

Les jeunes d'avant-guerre étaient élevés dans une ambiance étrangère ou hostile à l'idée bretonne. Il fallait alors des natures de rebelles indomptables, d'individualistes farouches pour oser prendre le contre-pied de tout ce qui se pensait, disait, publiait. Aujourd'hui, les jeunes grandissent dans un hosannah de musique et de chants qui proclame une renaissance bretonne irréversible. Ils peuvent croire que c'est arrivé. Ils dansent et sont contents. Seuls les esprits lucides savent qu'une mode n'est pas une révolution et que sous l'ondolement des bannières *gwenn-ha-du*, tout continue comme avant. Ils savent que le Système a la vie dure et qu'il n'a rien appris, malgré l'Indochine, malgré l'Algérie. Et parmi eux, les cœurs bien trempés se préparent au combat.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est plus des individualistes forcenés, ce sont au contraire des natures capables de se discipliner, de simplifier et d'épurer leur vie, de choisir dans leurs fréquentations, leurs amitiés et leurs amours. Des natures capables de se montrer difficiles avec elles-mêmes et exigeantes dans leur rapports humains. Chaque génération a ses problèmes et elle doit les résoudre avant de prétendre jouer un rôle.

II

SUR LES RAILS

« Mais n'as-tu pas eu de ces rêves bouillants dont tu ne comprends le sens profond qu'une fois éveillé ? Si nous sommes élus, alors nous le sommes pour conserver dans notre cœur ce qui nous est parvenu à travers les siècles, ce qui s'est maintenu à travers tous les bouleversements, ce qui nous rend dignes d'être un peuple ».

ERNST VON SALOMON
(Les Réprouvés).

La persistance des errements que nous avons vus a pour cause principale l'oubli de la tradition politique bretonne. Le mot demande à être précisé. On pourrait penser qu'il s'agit de la traditionnelle politique de balance entre les pouvoirs voisins, France, Angleterre, Allemagne, Espagne, qui servit efficacement la cause de l'indépendance bretonne au XIV^e et au XV^e siècles. Ou bien encore de ces alternatives calculées de respect et d'insubordination qui fut la politique des Etats et du Parlement de la province au temps des derniers Louis. Il y a toujours quelque chose à retenir d'un bon combat quels qu'en fussent le cadre et l'époque. Cette tradition, si nous devons la connaître et savoir l'apprécier, n'en est pas moins d'un maigre secours aujourd'hui.

Prenons pour exemple l'argument juridique du traité d'Union. Une association, *Adsav 1532*, s'est créée il y a quelques années, pour en faire connaître les clauses et en réclamer le respect. Sa thèse est qu'un traité international qui n'a pas été révoqué par toutes les parties reste valable. En droit pur la France serait tenue de respecter l'autonomie de la Bretagne. Mais il y a les situations de fait et le monde s'en tient aux situations de fait s'il ne se manifeste pas de puissants intérêts pour exhumer de vieux parchemins. Nous faisons allusion à une autre tradition politique bretonne, celle qui s'est forgée tout près de nous dans le monde moderne, celle qui est née en 1919, avec le mouvement national breton, celle que bien imprudemment

on a cru morte et qui n'a jamais cessé d'animer chez nous les cœurs forts.

LA TRADITION POLITIQUE BRETONNE

Cette tradition est faite d'une chaîne de dates, dont chacune marque un pas franchi dans la voie de la libération de notre patrie. Elles ont constitué, an après an, le calendrier sacré de la renaissance bretonne.

1919 ! Parution de *Breiz Atao*. La dimension historique de cette date est impressionnante. Tout est parti de là, de la volonté de quelques jeunes garçons. Avant eux, il n'y avait rien. Tout le monde était d'accord : la Bretagne était condamnée à disparaître. Par le progrès. Et en conséquence logique du don « qu'elle avait fait d'elle-même à la France ». Sa tombe était dressée, garnie de bouquets tricolores. L'enterrement s'annonçait magnifique, mieux, glorieux. Les drapeaux des régiments bretons, déchiquetés par les balles et croülants de médailles, s'inclinaient déjà pour le passage du corps. Seuls, sous les colibets de la foule, au milieu des risées, voilà trois ou quatre gamins qui se mettent en travers de la route du cortège funèbre et qui crient bien fort pour que tous les entendent : « Non, la Bretagne c'est nous et la Bretagne vivra ! » Elle a vécu. Et elle s'est relevée. Et elle vibre d'espoir et d'ambitions ! Et tout cela s'est fait en 50 ans. Cette date, 1919, n'est-elle pas à retenir, à évoquer pieusement ? Elle n'évoque pas pour nous le traité de Versailles, mais la naissance de *Breiz Atao*.

1925 ! Fondation de *Gwalarn*. C'est l'époque où les mères, en Basse-Bretagne, harcelées par les instituteurs, les bonnes sœurs et les « bons esprits », commencent à élever leurs enfants en français. La résignation est totale. « Le breton ne sert à rien ». Seul, le français apporte l'instruction et permettra aux enfants d'avancer dans la vie ! La classe instruite aurait pu alors dénoncer l'imposture. Elle n'en fit rien, parce qu'elle était devenue étrangère à la culture nationale. Les bardes chantaient. Des bucoliques. On applaudissait et on souriait. Plus rien ni personne ne pouvait éviter l'inévitable. Mais deux étudiants, dans une chambre d'hôtel du Quartier Latin, décidèrent que le breton serait une langue nationale dans toute sa grandeur. Le but n'est pas encore atteint, mais s'il l'est un jour, ce sera grâce à l'acte de lucidité et d'immense orgueil que fut le manifeste de *Gwalarn*.

11 Septembre 1927 ! Naissance, à Rosporden, du *Parti Autonomiste Breton*, la première tentative depuis la disparition de nos Etats en 1789, pour mettre sur pied une formation politique de combat contre la domination française. La petite revue du début est transformée en hebdomadaire d'action. Le soir, c'est le premier meeting public de toute notre histoire moderne où les premiers orateurs de l'idée bretonne, s'adressent, sans aucune préparation et à contre-courant des idées reçues et régnautes, au peuple incrédule et déconcerté qui remplit à craquer la salle. Et c'est la merveilleuse surprise : le contact est établi. Il y a des cris, des coups de gueule, des discussions dans tous les coins. Mais aussi des larmes dans des regards qui brillent. Nous l'avons su immédiatement, c'était gagné.

12 Septembre 1927 ! Signature de l'acte de fondation du *Comité Central des Minorités Nationales de France*. Il y a des gens qui, depuis la dernière guerre, croient avoir découvert le cas des minorités nationales françaises. La découverte date d'un demi siècle. La date mérite qu'on s'en souviennne, car la direction donnée alors est restée la bonne. La connaît-on seulement en Corse et en Occitanie ?

Avril 1930 ! Première candidature nationale-bretonne et fédéraliste européenne aux élections législatives dans la seconde de Guingamp ! C'était un coup d'essai qui ne rapporta que quelques centaines de voix, mais plus nombreuses au second tour, après les désistements, qu'au premier, ce qui stupéfia les spécialistes. Le fait apportait la preuve irréfutable que, si la masse, toujours sourde et aveugle, continuait dans les sentiers pourris, il pouvait se trouver dans une circonscription bretonne quatre cents hommes décidés à voter « breton d'abord ». Il y a trente-cinq ans. Ceux qui parlent de fédération européenne connaissent-ils ce précédent ?

DES DATES HISTORIQUES

7 Août 1932. Quatrième centenaire de l'Union de la Bretagne à la France. Tout annonce qu'un mouvement unanime de l'opinion publique va ratifier une fois de plus la thèse impie du renoncement volontaire de la Bretagne à elle-même. Il faut empêcher cela à tout prix. Mais comment ? Un homme, une fois de plus un homme seul, dans son formidable isolement, a fait le nécessaire en silence. Le 7 Août, à l'aube, le monu-

ment de l'Union à Rennes, saute et ses débris jonchent la place. Personne ne s'y trompe, c'est le principe même de l'union qui vient d'être remis en question d'une façon péremptoire. Le souvenir du geste le plus autoritaire de l'histoire du mouvement breton doit être chaleureusement et fidèlement perpétué. Tous les ans, le 7 Août, la coutume s'institue d'allumer des feux sur les hauteurs. Un *tantad* répond au loin dans la nuit à un autre *tantad*. Les gens s'interrogent, une légende naît. La guerre interrompt la série et l'après-guerre l'oublie.

Mai 1933. Souvenir plus discret, mais de nature à faire réfléchir ceux qui aujourd'hui se mêlent de politique bretonne. Sur la lande de Bréhec, d'où la vue embrassait un horizon de mer scintillant sous le soleil, cinq garçons sont assis ou allongés dans la bruyère et discutent gravement. Deux délégués du Parti Autonomiste, deux délégués de l'organisation clandestine *Gwenn-ha-du*, un délégué de la dissidence catholique, le *Bleun-Brug*, décident de coordonner leurs actions respectives pour en augmenter l'efficacité et de former entre eux un conseil secret le *Kuzul Meur Gwenn-ha-Du*. Il en résultera la phase d'action la plus efficace que pouvaient permettre les faibles forces de l'emsav d'alors.

1^{er} Juillet 1934. Fondation de *Stur*, qui se manifestera d'une aussi grande importance sur le plan intellectuel que *Gwalarn* sur le plan linguistique et *Breiz Atao* sur le plan politique. La date marque le point de départ d'un effort de l'intelligence bretonne pour penser l'avenir et la personnalité de la Bretagne en

dehors des recettes fournies par les doctrines politiques des différentes écoles françaises. Du même coup, en ne cherchant qu'à être breton, *Stur* a été universel. C'est la première fois, depuis longtemps, qu'une pensée bretonne fit des disciples à l'étranger.

22 Juin 1938. Nos premières condamnations. Vingt mois de prison aux auteurs des inscriptions murales délictueuses qui couvrent les murs de plus d'une de nos villes. Il y a donc cette année, exactement 37 ans que des Bretons vont en prison pour avoir réclamé leur droit. Il est tout de même d'un certain poids de le rappeler.

14 Décembre 1938. Premier procès dans nos annales attenté à un groupement politique breton pour « atteinte à l'intégrité du territoire ». Ce n'est plus, comme six mois plus tôt, un procès pour « barbouillages », mais une répression directe et ouverte de la revendication nationale. Les deux condamnés ne sont qu'un seul : la nationalité bretonne.

9 Août 1939. Débarquement clandestin d'un chargement d'armes à Locquirec, à la barbe de la douane et de la police. Ceux qui se disent aujourd'hui « armée bretonne » n'en ont probablement pas encore autant à leur actif.

12 Octobre 1939. Manifeste en six langues des chefs du PNB en exil, proclamant le droit de la Bretagne de rester neutre dans un conflit ne touchant pas ses intérêts. C'était une des dates par excellence, que l'emsav d'après-guerre aurait du retenir, car elle apportait la preuve que la politique de *Breiz Atao* n'était

pas, comme on l'a dit légèrement, de « déclarer la guerre à la France » aux côtés du Reich hitlérien. Elle n'a rien perdu de sa valeur probatoire.

3 Juillet 1940. La journée de Pontivy. Proclamation de la libération *de facto* de la Bretagne. L'importance de cette manifestation publique réside dans le fait qu'en s'y livrant, le mouvement breton sortait des spéculations et du rêve et entrait de plain-pied dans les réalités. La « Bretagne aux Bretons » cessait, dans l'enceinte du château de Pontivy, d'être un slogan pour devenir une information de presse.

Bien d'autres anniversaires, dans l'histoire du mouvement, donnent lieu à des méditations profitables. Nous avons choisi celles qui nous semblent se situer dans la tradition la plus authentique de *Breiz Atao*.

Ce large regard en arrière prouve que, dans l'emsav, depuis la guerre, il n'y a pas eu mutation politique, mais régression pure et simple, avec manifestations d'aliénations du type régionaliste. Nous assistons au spectacle paradoxal de jeunes qui veulent du nouveau et qui proclament des vieilleries !

Ils ont pour excuse que le tableau politique de l'après-guerre a été faussé par le retour des mythes politiques chers à la franc-maçonnerie américaine, Franklin Roosevelt étant la continuation et l'héritier spirituel de Woodrow Wilson. Ces mythes avaient été vromis par l'ensemble des renouveaux politiques de gauche et de droite entre les deux guerres. Cette régression est antinaturelle et ne fera pas une longue carrière. L'artificiel n'a qu'un temps.

L'avenir ne peut pas être la remise en honneur impudente d'un passé vermoulu. Il est à l'imagination créatrice dans la lignée des traditions ethniques propres à chaque peuple.

IL EST TEMPS DE CHANGER DE LUNETTES

Quand on s'est remis en tête les lignes directrices du nationalisme breton, on comprend plus clairement que définir le combat breton en termes de lutte de classes réduit la Bretagne à ne plus intervenir qu'en qualité de cadre géographique. Elle pourrait perdre son nom et prendre celui « d'Ouest », la lutte de classe, si lutte de classes il y a, n'en changerait pas de caractère pour cela.

La lutte de classes n'est pas le combat de libération nationale. Si nous l'ignorions, la Résistance française, dont nos communistes sont si férus, nous l'aurait appris. Toutes les classes y fraternisaient pour chasser l'occupant. *Ce qui était avisé alors, l'est de nouveau aujourd'hui.*

Le mouvement breton peut — et doit — manifester sa sympathie et accorder son soutien aux manifestations et revendications catégorielles qui sont dirigées contre le système qui nous opprime, *mais il est autre chose* : le réveil d'une nationalité. Si un beau jour, les réclamations de tous genres des Bretons étaient satisfaites, la question bretonne n'en serait pas résolue pour autant. Même si, demain, les œufs et le lait se vendaient mieux, les éleveurs faisaient un bénéfice, les pêcheurs étaient assurés contre la mévente,

les municipalités étaient déchargées de leurs fardeaux budgétaires et le chômage résorbé, la Bretagne n'en resterait pas moins un pays privé d'animation propre, incapable de prendre les mesures voulues pour sa défense et son développement, empêché de se servir des mass-media et de l'enseignement pour exprimer sa culture. En un mot, la Bretagne resterait un pays sous la loi de l'occupant.

Les analyses de notre situation que fournissent nos grandes publications pèchent toutes par la même timidité et la même myopie. La paralysie administrative due à l'embouteillage des bureaux parisiens, à leur manque d'information et de contact sur place n'est pas la source de nos maux, c'en est une cause seconde. De même que la sous-industrialisation, avec ses conséquences, le manque d'emploi et le niveau inférieur des salaires, avec ses retombées qui sont le faible niveau de vie général, l'émigration des jeunes et le vieillissement de la population. La cause c'est notre privation de la liberté de nous gouverner nous-mêmes.

Il en va de même en ce qui concerne l'aspect culturel de la question bretonne. Dire que le breton recule parce qu'il n'est pas enseigné, laisse entendre qu'il suffirait de quelques heures de cours par semaine dans les écoles pour qu'il soit hors de danger. C'est une illusion. Enseigné ou pas, le breton est condamné à disparaître, parce que dans un Etat où la seule langue officielle est le français, il ne sert à rien. L'indépendance politique n'est pas une panacée. Les Irlandais apprennent le gaélique à l'école et, ensuite parlent anglais toute leur vie. Le salut de la langue bretonne dépend uniquement de la renaissance d'une

vie bretonne autonome nécessitant son propre moyen d'expression. Il sera le résultat d'une double opération, libération du territoire et mutation de civilisation. L'enseignement officiel ne sera que le moyen technique de mettre le breton à la disposition du peuple qui en aura besoin. Mais si nous continuons à vivre sous les lois des Français, à partager leur culture et leurs mœurs, nous n'avons aucun besoin d'un langage séparé.

De ces erreurs d'analyse découlent les fausses prédictions et les fausses directions données au combat. Le mot d'ordre de fraternisation humaine à l'échelle planétaire ne répond en rien à nos besoins psychologiques et à nos impératifs politiques. Plus un individu nous est étranger, plus il est repoussant, plus nous devons l'aimer, paraît-il. Aucune objection à lui offrir nos filles, à lui ouvrir nos foyers. Sinon, gare au racisme ! C'est de la folie, du masochisme d'anachorète. Ce que notre terre abandonnée réclame c'est que ses fils dispersés aux quatre vents de l'hexagone, se recherchent, se retrouvent et apprennent à s'aimer. C'est de cela dont nous avons impérieusement besoin et non de serrer des Congolais sur notre cœur et de ne faire qu'un avec les inondés du Bangladesh ou les affamés du Sahel. Il est vraiment piquant de penser que si Alan Stivell a été de suite et largement admis, c'est parce qu'il venait chanter avec sa chemise sur son pantalon et tout l'arsenal du pop negro-américain ! Encore un, pourrait-on dire, qui a su passer la Bretagne en contrebande.

Que ne prêche-t-on encore dans notre pauvre pays ! La haine des USA, l'amour des Fedayins, remplaçant celui des Fellaghas et celui passé de mode des pau-

vres Juifs échappés d'un sort affreux. Car notre conscience humaine bat au rythme des variations d'une certaine propagande, habile à manipuler sans vergogne tous les agents de dissolution. Mais notre conscience bretonne reste sur sa faim.

Tant que les Bretons ne comprendront pas qu'ils sont occupés par des Byzantins en pleine déchéance, dont le pôle spirituel est Katmandou, et que sous peine de crever, ils ne doivent leur emprunter quoique ce soit de leurs idées, propagande et publicité, ils ne seront pas beaucoup plus que leurs singes et seront traités par eux comme ils le méritent.

LA RÉVISION PERMANENTE

Sous l'éclairage de cinquante ans de lutte, nous voyons que la question bretonne n'est pas posée par une série de problèmes, mais par notre volonté de les résoudre nous-mêmes. Les problèmes changent. Les générations ne se ressemblent pas et réagissent différemment. Mais la nationalité, le type culturel demeurent et leurs exigences ne faiblissent pas. C'est donc le destin du nationalisme breton de s'imposer une révision, quand la conjoncture est différente et quand l'ennemi a changé quelque peu de visage.

Suivre une tradition n'est pas répéter des formules n'ayant plus de sens ; ce qui serait tomber dans le ritualisme traditionnel, cher aux régionalistes et aux amateurs de folklore. C'est savoir évoluer sans faire fi des expériences des générations précédentes et sans

mentir à son hérité. Le déraciné fait « table rase ». Le traditionnel en est incapable car les formes que lui lègue le passé lui tiennent trop au cœur pour qu'il songe à les sacrifier allègrement sur l'autel des utopies. Il n'en va pas de même des immigrés qui sont pressés au contraire d'aider à la liquidation d'un héritage traditionnel qui leur est étranger et auquel ils ont difficulté ou répugnance à s'assimiler. Ils sont les meilleurs auxiliaires de jacobins dans leur permanente entreprise de nivellement des originalités régionales de l'hexagone.

Le nationalisme breton en tant que politique s'est toujours adapté aux circonstances, en cherchant sa voie parmi les écueils qui surgissaient sur sa route ou en profitant des voies nouvelles qui s'ouvraient devant lui. Il peut se permettre cette flexibilité, parce qu'il repose sur une conviction profonde qui est inébranlable et reste peu sensible aux thèmes idéologiques qui se brodent autour d'elle. Le Français est guidé par des idées, ou du moins il en est persuadé. Son inconscient joue sans doute un rôle déterminant, mais il l'ignore. Les Bretons sont beaucoup plus conduits par leurs sentiments, leurs intuitions et de cela ils ont conscience, même quand ce que nous pourrions appeler leur cœur est en contradiction avec leur tête.

Depuis que l'emsav existe, jamais une direction nouvelle n'a été proposée sans soulever dans de larges secteurs un tollé de protestations. C'est que les Bretons aiment la stabilité dans les sentiments, et ils font la politique de leurs sentiments. La chaleur du sentiment breton de la jeune génération est le gage certain de l'avenir puissant de l'emsav, quoique nous igno-

riens les formes dans lesquelles il se définira dans vingt ans. En 1928, quand le jeune mouvement nationaliste était trop faible pour briser la conspiration du silence qui l'étouffait et que l'autonomisme alsacien-lorrain remplissait les premières pages des journaux, il est monté dans la voiture autonomiste pour profiter de sa notoriété. Quand toute l'Europe, à partir de 1938, fourbissait ses armes et que les pacifistes glissaient dans la marge, il a été belliqueux et militariste à sa manière, oubliant que dix ans plus tôt, il avait été antimilitariste pour contrecarrer le chauvinisme des vainqueurs de 1918. Quand tous les peuples, les soviétiques en tête, exaltaient un chef national prédestiné ou rêvaient d'en avoir un, *Breiz Atao* en a proclamé un pour se mettre à l'unisson, quoiqu'il fut soumis en fait à une direction collégiale. Quand tout le monde a cru à la victoire allemande, il a cherché un *modus vivendi* avec l'occupant, et quand la défaite allemande a été certaine, il s'est abstenu dans la proportion de 90 % de suivre les extrémistes qui étaient aveugles à l'évidence. Quand, lors des épurations, le discrédit public s'est abattu sur le PNB, les débris de l'emsav n'ont retenu du christianisme que les reniements de St Pierre. Quand le gaullisme triomphant ne connaissait plus d'autre opposition que celle de la gauche, l'emsav a fait corps avec la gauche, en entonnant ses slogans à pleine bouche, sans le moindre souci de cohérence avec lui-même.

Mais son cœur n'a jamais varié. Quand aujourd'hui, il se rend compte que ses compromissions sont allées trop loin et mettent son essence en danger, il réagit et il entre dans une nouvelle phase de sa per-

manente révision. On peut prévoir que la force potentielle à laquelle il a atteint, de même que l'appui populaire qu'il sent se préciser autour de lui, lui permettront désormais de s'affranchir largement de son opportunisme traditionnel qui était la marque de sa faiblesse.

LES DEMEURÉS NE SONT PAS CEUX QU'ON PENSE

Certains signes ne trompent pas. Le ministre des Anciens Combattants et celui de l'Education Nationale, avec le concours des associations de résistants et de déportés, ont organisé en 1960 un grand concours scolaire annuel pour les grandes classes sur le thème de la Résistance, dans la louable intention d'en perpétuer les hauts-faits et l'idéal radieux, dans le cœur des nouvelles couches.

Il a eu lieu en 1974, dans le Finistère, comme les autres années et toutes les autorités civiles, militaires et religieuses se sont réunies au théâtre pour désigner les trois plus méritants des concurrents, en vue du concours national.

Le thème était le suivant : « La France a été libérée il y a trente ans, que pensent les jeunes Français d'aujourd'hui du rôle de la Résistance et de la jeunesse dans la Résistance ? »

La cérémonie revêtait les couleurs de la mélancolie, car le jury se trouva dans l'impossibilité de récompenser des compositions qui réunissent les deux qualités d'être lisibles et de chanter les louanges de la Résistance. Aucune des bonnes copies, parmi lesquelles il

fallait obligatoirement faire le choix, ne répondait à l'attente des examinateurs.

« Pour les uns, dit le compte-rendu, la résistance à la violence (tiens ? Où est le grand R ?) a perdu de sa valeur à l'époque de la bombe atomique, et beaucoup doutent des capacités de la jeunesse actuelle à entreprendre des actions héroïques. La peur de la mort, la constatation que le confort a endormi l'idée de révolte et démobilisé l'esprit patriotique, sont des opinions fréquentes. Mais on trouve aussi la volonté de tout accepter pour conserver la liberté et pour tous le désir de parvenir à la réconciliation avec les ennemis d'hier. Les jeunes on le voit, termine le commentateur, sont d'une franchise totale avec eux-mêmes ».

En clair, les jeunes ignorent le patriotisme hexagonal et ne conçoivent qu'un combat : celui pour la liberté. Pourtant, dans les copies de troisième ordre, on trouve encore du bla-bla-bla gaulliste, où les filles se distinguent. C'est le conservatisme des masses et de l'élément féminin. Enregistrons ces ultimes séquelles d'un grand déraillement qui a congelé le sentiment national breton pour trente années. Rien n'est plus instructif à cet égard, qu'une réunion de l'emsav, dans le sens le plus général. On peut y compter sur les doigts les gens âgés de trente à soixante ans. On ne voit que des vieux ou des jeunes. Une génération entière, rendue étrangère à son pays, indifférente à son sort, c'est le travail de la Résistance ou plus exactement des exploités de la Résistance, car voici ce que dit avec une rare lucidité une des compositions :

« Il est pourtant nécessaire de signaler qu'il ne faut pas voir dans la Résistance l'éveil de la cons-

science d'un peuple opprimé, mais bien l'action d'une minorité traquée et incomprise ». Rien que pour cette bouffée de vérité, l'auteur, Olivier B. mérite notre sympathie.

Les demeurés ne sont donc pas les descendants des résistants et assimilés, mais les membres du mouvement breton qui continuent à croire que certaines précautions oratoires, bonnes il y a encore dix ans, sont toujours nécessaires.

Ils se trompent de décennie. Les jeunes qui disent « *Breiz Atao avait raison* » sont maintenant de plus en plus nombreux. Bonne nouvelle aux Bretons ! La tradition est renouée !

L'IRREPLAÇABLE NATIONALISME

Les hommes se soulèvent et risquent leur peau pour le vital du corps ou de l'âme, pour ne pas mourir de faim ou pour échapper à un sort intolérable à leurs sentiments. Ils ne marchent pas au devant des mitrailleuses pour manger du filet au lieu de la tranche, pour avoir une TV en couleur au lieu d'une TV en noir et blanc, ni pour échanger leur 2 CV pour une 6 CV. Il faut une passion irrésistible pour soulever un peuple que le poids des soucis quotidiens rend apathique et soumis. Cette passion chez nous a un nom et un seul : le nationalisme breton.

Comment nous retrouver, nous unir, quand tout nous disjoint, si ce n'est notre commune qualité de Bretons ? Quand deux d'entre nous se rencontrent en dehors du pays, que se demandent-ils ? « Es-tu un ex-

ploité ? » ou bien « Es-tu Breton ? » Je ne donne même pas la réponse, puisque chacun de mes lecteurs la connaît. *Nous existons* en tant que nation, non pas en tant que classe sociale ; en tant que nation opprimée et non en tant que classe exploitée. Il y a des niveaux dans l'échelle sociale et des catégories professionnelles dans la société. Les affinités ou les intérêts unissent par un effet naturel le musicien au musicien, l'ouvrier à l'ouvrier, le scientifique au scientifique, le militaire au militaire, sans un souci primordial de la langue ou de la couleur de la peau. Je pourrais dire : le nationaliste au nationaliste, le marxiste au marxiste au-dessus des barrières nationales. Mais la classe sociale où la profession n'est pas déterminante. On en change. Tandis qu'on ne change ni sa nationalité, ni la formule de son sang.

Sur toute la surface du globe, les gens se battent. Pour un ordre social ? Quelque fois, mais jamais en premier lieu. Ils se battent avant tout contre l'oppressé ou l'occupant d'une autre race et d'une autre culture. Le Viet-Nam sera demain contre les Chinois communistes, comme il l'a été contre les Français et les Américains anti-communistes. L'Algérie socialiste, après avoir remplacé ses techniciens français par des communistes de Russie ou Tchécoslovaquie, les a renvoyés pour rappeler les premiers avec lesquels elle se sentait plus d'affinités culturelles. Les Bengalis affamés se sont soulevés non pas pour un bol de riz mais pour la liberté nationale de leur Bangladesh. Les Sioux déterrent la hache de guerre à Wounded-Knee, les noirs se soulèvent dans leurs ghettos, pour retrouver leur dignité raciale ; les Quitchouas se révoltent à Cocha-

bamba pour chasser l'usurpateur blanc. Les Karens tiennent le maquis depuis vingt ans en Birmanie, les Kurdes leurs montagnes, refusant de troquer leur misère contre une servitude plus confortable. Et pourquoi s'entretient Juifs et Palestiniens si ce n'est pour posséder le sol de la patrie ?

Le nationalisme est si peu passé de mode qu'on peut dire de lui que c'est la seule passion politique du monde où nous vivons. Les partis marxistes ont en vain essayé en Ulster de réconcilier les ouvriers des deux camps en guerre en faisant appel à la solidarité de classe : les solidarités qui jouent, quoiqu'elles soient confuses, sont autres et plus fortes ; et elles aboutissent toutes à des prises de position nationales. A Chypre, du plus humble paysan au plus riche négociant, les seules valeurs qui semblent dignes d'être défendues les armes à la main, sont la langue et l'appartenance nationale. La lutte des classes est une vieille lune qui ne mobilise plus personne. L'action syndicale, par contre, croit et embellit et c'est fort heureux. Mais c'est tout autre chose.

Ce serait cependant une erreur que de considérer le nationalisme comme une valeur absolue. Il a son rôle à jouer et que seul il est apte à jouer, qui consiste à rassembler dans une société organiquement structurée les hommes d'un même atavisme, de mêmes moyens d'expression et de même conception de la vie. Il offre un bain de santé à toutes les nations affaiblies, qui sans le coup de fouet qu'il leur donne, seraient liquidées. Il met fin au chaos et œuvre à l'harmonie générale, qui résulte de l'application de la règle : chacun maître chez soi.

Mais, quand cette collectivité a trouvé sa forme et vit, le nationalisme doit être mis en veilleuse. Il n'a plus qu'un rôle secondaire, celui de conservateur des valeurs traditionnelles et de garde-frontières. S'il s'obstine à conserver un rôle moteur, il dégénère en étatismisme, en chauvinisme, en impérialisme, en fascisme, et devient une chose exécrationnelle, parce qu'après avoir créé les conditions de la liberté d'expression, il impose des servitudes qui la suppriment.

Nous en sommes, en terres celtiques, à la phase indispensable du nationalisme, comme les Arabes et beaucoup d'autres peuples de la terre, tardivement éveillés à la conscience de leur destin. Le nier, c'est priver la Bretagne de sa chance.

Il est très inconsidéré de dire que les jeunes n'ont plus besoin de l'argument de la nationalité. Pour « contester » certainement pas. N'importe quel argument suffit quand il s'agit de se payer un défilé dans les rues ou de conspuer la première tête de Turc venue. Mais ils en auront besoin, quand ils voudront préciser leurs revendications ; car je doute que le statut que demanderont les Berrichons ou les Champenois pour leurs régions soit celui dont ils aient envie. Contester, c'est récuser la société de consommation, la concurrence dans l'effort, la montée des meilleurs, la vie entre deux murs de béton, le métro-boulot-dodo, le travail à la chaîne, la nature polluée, le service militaire et la maternité. En un mot, toutes les contraintes sont contestées. Beaucoup d'entre elles parce qu'elles choquent des aspirations légitimes, d'autres simplement parce qu'elles imposent un effort ou une discipline. Le rêve d'une vie sans barrière et d'embrassades généra-

lisées hante les jeunes émancipés, quelque fois ceux-là même qui rêvent de bombes...

Mais du moment où il s'agit de reformer une collectivité ethnique, le copain martiniquais ou la petite amie vietnamienne seront d'un faible secours. C'est le moment où non seulement il faut se retrouver entre Bretons, entre gâs qui sentent pareil, qui réagissent pareil, et où la présence d'hommes d'une autre race et qui portent en eux d'autres aspirations, est gênante, paralysante. C'est le moment où se fait sentir le besoin d'une même langue, d'une langue bien à soi, uniquement à soi, qui vous colle à l'âme, comme un argot de voleurs colle à des voleurs, un langage de marins colle à des marins. C'est l'heure du *brezhoneg nevet* et non celui de l'espéranto.

Il est de bon ton de dire que le nationalisme breton appartient à une époque révolue. L'affirmation n'aurait de sens que s'il représentait une tradition à bout de souffle, comme la monarchie en 1789 ou la république parlementaire en 1936. Il est au contraire le signe d'un monde en train de naître. Ce sont des circonstances fortuites qui l'ont mis momentanément hors-jeu, pour laisser libre cours à des formules épuisées ou faillies et des mythes moribonds qui appartiennent déjà à la poubelle des siècles.

Jamais le nationalisme ethnique — car c'est de lui dont il s'agit et non pas du nationalisme des grands états du XIX^e siècle — jamais le nationalisme ethnique ne s'est si bien porté. Il surgit sur tous les points de la mappemonde.

Pourquoi les pays celtiques lui seraient-ils interdits ? Pourquoi nos pays seraient-ils réservés à une nouvelle expérience marxiste, dont le résultat est connu d'avance ? Le nationalisme ethnique est notre vérité. Nous perdriions tout en nous en détournant.

On nous oppose l'argument que nous allons vers une civilisation planétaire, c'est-à-dire vers l'unification de l'humanité. C'est un rajeunissement du vieux cri de guerre « Plus de frontières ! » lancé par Victor Hugo. Il ne vaut pas plus cher. Il est exact que nous allons vers une civilisation planétaire. Nous y sommes déjà avec la radio, les satellites et les avions à réaction. Mais il est non moins vrai qu'un des réflexes vitaux des hommes est d'échapper au grand mélange où ils perdraient leur identité. Action : Réaction. C'est toute la vie. Au cosmopolitisme effréné s'oppose une furie particulariste, nationaliste, régionaliste, raciale. C'est quand les hommes se sentent menacés par l'uniformisation qu'ils mesurent le prix de leurs différences. C'est quand les Bretons découvrent qu'ils sont en train de devenir « des Français comme les autres » qu'ils s'aperçoivent qu'ils ont une patrie, une langue et une culture et qu'ils sont pris d'envie de les retrouver.

ON N'ENTERRERA PAS BREIZ ATAO

Le retour de l'emsav au nationalisme aura une conséquence logique : la réhabilitation de *Breiz Atao*. L'un ne va pas sans l'autre. Existe-t'il un autre moyen de montrer qu'une revendication nationale de l'ampleur de la nôtre n'est pas une invention ou une attitude de

circonstance ? Des précédents, des prédécesseurs sont indispensables à tout mouvement qui prétend avoir des racines et du poids. Ce besoin est si fort qu'il est ressenti par ceux-là même qui professent l'ignorance de *Breiz Atao*, mais font grand cas de toute révolte bretonne du passé à condition qu'elle permette une interprétation à la lumière de la dialectique matérialiste.

Mais s'ils vont chercher d'aussi lointains ancêtres que les *Bonnets Rouges* qui défrayèrent la chronique il y a quatre cents ans, c'est qu'il ne leur est guère possible de trouver des prédécesseurs dans leurs propres pères et grand-pères, les *Bleus de Bretagne*, qui pendant toute la seconde moitié du XIX^e siècle et le premier quart du XX^e, ont dépensé leur salive à vilipender la Bretagne, et usé leurs énergies à tuer sa langue et à franciser ses mœurs. Car c'est cela la tradition de la gauche « bretonne », dont la seule idole était la France. Son dernier organe doctrinal, *La Pensée Bretonne* d'Yves Le Fèvre, s'était donné comme tâche de tuer *Breiz Atao* dans l'œuf. De l'UDB au PSU en passant par *Ar Falz*, notre gauche se trouve donc en face d'un dilemme. Ou bien elle doit poser, — ce qui n'est pas crédible — qu'entre les *Bonnets Rouges* et Mai 68, la Bretagne a été en vacances, ou bien que les manifestations de son réveil depuis un siècle ne sont pas l'œuvre de ceux dont elle continue les tendances philosophiques.

Elles sont l'œuvre de qui alors ? De Karl Marx, dont les uns ont la bouche pleine ? De Bakounine qu'encensent les autres ? Ce sont des noms qui impressionnent encore le public. On peut les lancer et les escrimer, mais sans rien prouver. Et surtout sans

montrer les ressorts et le mécanisme de l'extraordinaire mutation morale et politique qui, entre 1920 et 1930, a fait du train-train régionaliste français de Bretagne, sans écho et sans espoir, un mouvement révolutionnaire qui devait changer l'état d'âme du peuple breton en deux générations. Un fait aussi capital dans notre histoire, le point de charnière qui a vu basculer l'agonie dans la renaissance, ne peut pas s'escamoter. Il faudra bien un jour en prendre son parti et admettre franchement, même avec les réserves d'usage, que tout vient de là. On a enterré *Breiz Atao* une fois, mais il n'était pas tout à fait mort et il est revenu à la vie. On ne l'enterrera pas une seconde fois.

Les jeunes ne tarderont pas à le revendiquer à haute voix. C'est leur référence, c'est leur authenticité. C'est leur légitimité. Ils prendront eux-mêmes à charge la revalorisation du seul grand souvenir de notre histoire moderne, car sans les résultats psychiques que cette démarche atteindra, aucun sursaut effectif du peuple breton ne pourrait être escompté. La fierté d'un passé d'audace et de courage donne du cœur au ventre à un peuple, non point la honte et un complexe de faute à se faire pardonner.

Après l'écrasement de la révolte de Dublin, en 1916, la foule insultait les prisonniers que les Anglais traînaient dans les rues et leur crachait au visage. Nous avons connu cela en 1944.

Vingt ans après, la principale gare de Dublin s'appela du nom de leur chef, Patrick Pearse. Et, trente ans plus tard, les cendres de Roger Casement, le « traître » qui fit à Berlin en 1915 ce que deux Bre-

tons y firent en 1940, et qui fut pendu à Londres, furent ramenées en grande pompe dans son pays natal par le gouvernement.

Un peuple ne se prouve pas à lui-même à travers les paroles d'un orateur ou les pages d'un romancier, mais dans l'offre que des braves ou des fous font de leur vie pour le sauver. Ces hommes là sont la justification maîtresse de la revendication bretonne. Sans eux il ne reste que des prétentions qui s'écroulent. Il n'y a plus que des conformistes de nuances diverses, qui par leur navigation au fil de l'eau sale des compromis ne prouvent qu'une chose, que la tranquillité dans la servitude vaut plus cher que le risque pour la liberté.

Ce ne sont pas les Valmy ou les Austerlitz qui font les nations longtemps vaincues par le sort, ce sont leurs défaites et leur martyre. Montségur a fait l'Occitanie et Ponte-Nuovo la Corse, comme Varsovie, que chaque génération a vue en flammes, a fait la Pologne. La Semaine de Pâques a fait l'Irlande, comme Culloden avait fait l'Ecosse. Saint-Aubin-du-Cormier, le camp de Conlie et l'holocauste de 14-18 ont fait la Bretagne. Un jour viendra où l'on comprendra soudain ce qu'a signifié pour elle la répression de 1944.

LES TARES DE L'EMSAV

Le moteur psychique traditionnel du régionalisme d'antan marchait à l'extrême ralenti car son carburant était un sempiternel larmoiement. On pleurait, en vers, en prose et en musique la Bretagne qui s'en

allait. Avec *Breiz Atao*, ce fut la rage, mais aussi la virilité.

Le moteur potentiel de l'emsav devrait être naturellement aujourd'hui la fierté blessée par l'assujettissement de la patrie et l'orgueil de se sentir en possession d'un destin national qui déjà prend forme. Un moteur qui le mènerait loin.

Mais il reste au banc d'essai. Le mercanti vend l'idée bretonne au guichet de la charité publique. La fierté ? L'orgueil ? Ça fait « fasciste ». Ce qui est démocratique, c'est la plainte, la protestation « indignée », les gémissements, les bras tordus vers le ciel et la cendre sur la tête. Il faut faire cuire l'envie à petit feu, faire couver la bonne haine, pour être sûr que finira par éclater l'égoût des passions animales et que coule le sang et que montent les flammes, que s'entassent les cadavres des victimes, que la foule hurlante fasse la loi. Le scénario est, hélas, bien connu.

Mais si ce genre d'action « bretonne » prépare la subversion sociale, elle enterre le mouvement national. Car un mouvement national est d'une autre nature. Il ne se forme pas tout seul. Il se construit pas à pas, comme on élève une maison, avec des matériaux nobles, moëllon par moëllon. Chez nous, il n'existe qu'à l'état du moutonnement, de velléité. Il lui manque les trois gages indispensables du succès : une doctrine, des chefs et des militants. Il ne constitue pas un problème pour la police. L'Etat n'est pas inquiet à son sujet. Il ne le combat pas, il se contente de le mépriser.

Quand un mouvement n'est pas cimenté par une doctrine, il n'est plus qu'une rencontre que le premier

vent debout dissipe, ou s'il agit, qu'une complicité, un gang qui vacille sous l'inspiration du moment ou le caprice d'un meneur. Les éléments ambitieux qui pourraient lui fournir des leaders, s'écartent de lui et vont tenter fortune ailleurs. Les talents évitent de se lier à lui et gardent une distance prudente. Ce n'est pas un hasard si l'époque est si pauvre en journalistes politiques. Elle a mis au monde des plumes brillantes, plus soucieuses d'écrire quelque chose de « tapé » et de se mettre en posture personnelle que de s'intégrer à des opérations politiques calculées, qui, évidemment, leur imposeraient une discipline de pensée et d'expression.

La nébuleuse de l'emsav voyage dans l'espace de l'irresponsabilité. Elle est le lieu de prédilection des palabres d'intellectuels, des controverses alambiquées qui ne mènent nulle part. Le contraste est saisissant entre l'essor irrésistible des expressions instinctives de notre culture ethnique et son néant intellectuel, souligné par le vasouillage politique. Qui n'a pas une pensée nette et sans bavure n'agit pas. Qui n'agit pas n'entraîne pas. L'emsav ne s'impose ni à ses amis ni à ses adversaires.

Les fidèles cependant sont là et n'ont pas renoncé, mais ont-ils confiance ? Ils attendent. Que prenne fin le règne des médiocres, des imposteurs, des m'as-tu-vu, des coupeurs-de-fil-en-quatre, des aventuriers, des médisants, des barbouzes. Et que les imbéciles soient remis à leur place.

Car l'emsav est leur lieu d'accueil privilégié. Ils ont trouvé grâce à lui un moyen d'acquérir une origi-

nalité que leurs dons naturels leur refusaient. Ils deviennent vite des prétentieux et c'est à eux que l'emsav doit principalement ses dissensions, basées sur les petits amours-propres froissés et les jalousies mesquines. Pour eux, le chef — si par extraordinaire il s'en profile un — a toujours tort, parce qu'il leur porte ombrage. « Il se croit supérieur aux autres ! », ou bien : « Il veut tout commander ». Ce sont les reproches qu'ils lui adressent, parce qu'ils ont besoin du désordre et du nivellement par le bas pour se faire valoir.

LES PROBLÈMES POLITIQUES DE L'EMSAV

L'emsav, considéré cette fois-ci comme virtualité et non plus comme nébuleuse, a des problèmes à résoudre, les uns sont spécifiques, d'autres circonstanciels.

Un problème qui est spécifique, mais qui a pris un aspect circonstanciel, est celui de l'unité. Il s'est toujours posé et se posera toujours, d'une manière ou de l'autre.

Quand il s'agit d'une nation, sa défense ou sa libération est l'affaire de la nation et non pas de 30 ou même 50 % de sa population. La prétention de certains groupes d'identifier sa cause avec leurs visées particulières est une tendance propre aux milieux où le sentiment breton est secondaire et la formation politique divergente. Ce fut le cas autrefois des réactionnaires et des bigots, c'est aujourd'hui celui des illuminés de la révolution sociale. Le problème

pour l'emsav est de contrer ces tendances centrifuges et de proposer une base d'accord qui rende possible le travail en commun dans un même but.

Cela amène l'emsav à définir sa position vis-à-vis de ce qu'on appelle la gauche. Le terme est si vague qu'il nécessite une analyse.

Il est possible, croyons-nous, de distinguer les idées d'origine variées dont le faisceau forme l'idéologie hétéroclite de la gauche.

Il faut souligner d'abord son caractère typiquement français. Car la « gauche » dans d'autres pays est autre chose. Il existe même des pays sans « gauche ». Car peut-on appeler « gauche » des rassemblements de gens qui font pieusement leurs devoirs religieux et où brûle le plus ardent nationalisme sous prétexte qu'ils veulent la justice sociale ? *Notre gauche à nous est la gauche française*, bâtie sur le vieux fond voltairien et sur les illusions philosophiques de l'Encyclopédie, qui sont enracinés dans l'humanisme classique. Sur ce point la gauche est une idéologie étrangère et périmée. A la suite de cet héritage du XVIII^e siècle, la gauche a fait sien l'idéal des utopistes du siècle suivant (prolongement naturel des prétentions du clacissisme français à l'universalité), qui réclamait un monde unifié et sans frontières, une société uniforme et sans classe. C'est la forme pseudo-scientifique prise par le millénarisme du moyen-âge mais en retrouvant tout son fanatisme religieux. Il est évident que cette vision du monde est incompatible avec notre idéal d'un univers diversifié, où chaque nation conserverait et cultiverait son originalité comme un

bien suprême. Entre ces deux idéaux, il est inéluctable de choisir.

Jusqu'ici donc, la « gauche » n'a rien à voir avec la revendication bretonne ni avec la tradition celtique. (Il suffirait qu'elle s'harmonise avec elles pour devenir *la gauche bretonne*).

Sur le plan de la *praxis*, la gauche est, actuellement autre chose. D'une part, c'est une formule démagogique d'action électorale ou pré-électorale, faisant appel aux appétits et surexcitant les mécontentements, qui s'adresse uniquement à une certaine catégorie de la population, dans l'espoir de l'opposer sans merci au reste. Sous cet aspect, la gauche tend à dissocier la nation bretonne et à rendre le mouvement national impossible.

Enfin, la gauche, c'est l'action syndicale, dont le but — quand il est respecté — est de représenter les intérêts et les aspirations des salariés en face des exigences du capital et des patrons. Sur ce terrain, non seulement le mouvement national peut admettre la « gauche », mais il doit l'encourager et l'appuyer chaque fois qu'il est nécessaire. Car les salariés, ce sont les Bretons, tandis que le capital c'est 90 fois sur cent l'étranger et l'exploiteur. Les patrons ne remplissent pas un rôle déterminant, car il est rare qu'ils n'appartiennent pas à l'une des deux catégories suivantes : travailleurs indépendants propriétaires de leur affaire, avec un petit nombre d'employés collaborant dans une atmosphère familiale, ou bien simples courroies de transmission de conseils d'administration de Paris. Dans le premier cas, ils soulèvent des problèmes do-

mestiques qui n'intéressent pas dans la plupart des cas l'emsav en tant que tel, mais aussi des problèmes économiques qui, d'une manière générale sont ceux de l'artisanat et qui le concernent au plus haut point, puisque la crise des petites entreprises a pour cause la politique économique française. Dans l'autre cas, il n'y a pas matière à conflit entre Bretons, même si l'un roule en Renault 4 et l'autre en Alfa-Roméo, parce que le problème est celui de la colonisation économique de la Bretagne et non celui de la « lutte des classes ». Affaire de l'emsav par conséquent.

Mais même quand l'emsav est intéressé à prendre parti pour la cause ouvrière dès qu'elle acquiert une dimension bretonne, celle-ci ne se confond pas avec la cause nationale. La catégorie n'est pas le tout. Toute confusion est nuisible aussi bien à la cause des salariés qui doit conserver son autonomie de manœuvre qu'à la cause de la nation qui ne doit pas être ramenée au niveau des revendications éphémères ou sectorielles.

LES JEUNES APPRENDRONT LES RÈGLES DU JEU

Un autre problème de l'emsav est celui des jeunes. Nous avons dit ce que nous attendions d'eux. Du point de vue de la tradition, le train des jeunes est sorti des rails. Ils ne savent généralement rien de ce qui s'est fait avant eux et baignent dans un courant d'idées et de modes sans attaches avec le passé et même le pays. Ils envisagent le problème breton

sans que la brume de nos souvenirs s'interpose entre leurs yeux et les réalités, mais aussi sans pouvoir éviter de regarder à travers le prisme des idées générales 100 % françaises qui leur ont été inculquées. Il en résulte chez eux une prise de conscience de la question qui s'intègre mal dans le contexte impérieux du nationalisme breton.

Les anciennes générations vivaient dans une atmosphère empreinte de l'idiosyncrasie des campagnes où se perpétuait un style de vie celtique. La liquidation de ce grand peuple paysan celte, dont les survivants sont devenus des mécanos de tracteurs francophones, fait que les jeunes grandissent maintenant dans une atmosphère purement urbaine, et vont à la dérive au gré des modes cosmopolites de grande circulation, sans pouvoir comme nous le faisons s'ancrer dans le sol fertile de la culture des « ploucs » qui est morte et enterrée.

C'est donc pour l'emsav la tâche N° 1 que de faire l'éducation nationaliste des jeunes. Elle est délicate, mais n'a rien d'une gageure, car cette jeunesse veut servir la Bretagne. Je doute qu'elle ait quelque chose à apprendre à ses aînés. Mais elle a des antennes avec le milieu moderne qui leur manquent. Sa complaisance pour les mythes de la gauche française n'a rien d'irréversible. Elle est la plupart du temps pure convenance. Il n'est pas de pires conformistes que les jeunes qui se veulent affranchis. Pas un d'entre eux n'aurait le courage de se faire couper les cheveux s'il en avait envie. Il est heureux que l'émiettement des groupuscules de gauche leur refuse souvent l'occasion de s'engager. C'est le destin des protestataires que de

se disperser aux quatre vents de leurs humeurs noires. Les jeunes, au fond, sont des cœurs à prendre.

Il faut faire preuve avec eux de beaucoup de compréhension et ne jamais prétendre leur donner des leçons. Ils sauront mieux que leurs pères adapter la revendication bretonne aux conditions d'un monde qui choque trop les anciens pour qu'ils l'abordent avec aisance. Les jeunes nous continuent en ce sens qu'ils savent d'instinct comment rendre l'idée bretonne comestible à leur entourage en se servant du langage en cours. Ce fut notre talent autrefois, c'est le leur aujourd'hui. *Breiz Atao* a fait en son temps *l'aggiornamento* de l'idée bretonne. Morvan Lebesque a repris la démarche de Sohier et de Duhamel (mais en allant un peu loin !). Alan Stivell est le Morvan Lebesque de la musique. Il y a une frappante continuité dans tout cela.

Une caractéristique de la reprise en main de l'emsav devra être la tolérance. Nous ne disposons pas des *mass-média*. Ce n'est pas nous qui modelons, triturons et manipulons l'opinion publique, c'est le journal, la radio et la Télé. Nous sommes assez vieux renards pour comprendre que les propagandistes de nos idées sont obligés de les insérer dans la trame de préjugés qu'il n'est pas en leur pouvoir de modifier, du moins en peu de temps. Ils doivent composer avec eux. Mais cela ne doit pas dire les adopter. Là a été la faiblesse de l'emsav d'après guerre qui a confondu tactique avec prosélytisme.

Il y a cependant un seuil que l'inondation de l'absurde et du nocif ne doit pas dépasser sous peine de

mort. Bien des yeux restent à ouvrir à ce danger. Certains, au spectacle de la chienlit dans laquelle s'est enfoncé l'emsav, haussent les épaules en disant que c'est une mode qui passera comme d'autres ont passé. Erreur, c'est une déformation mentale qui s'étend insidieusement et dont les conséquences mortelles se font sentir partout et chaque jour. Les vieux Romains aussi souriaient de la vogue de toutes les religions messianiques venues de l'Orient : « Peuh ! disaient-ils, il est impossible que de telles absurdités continuent à trouver crédit ».

Ces « absurdités » ont modelé la civilisation où nous vivons et les mêmes, *sécularisées*, sont en route pour un nouveau bail, si nous n'y mettons pas bon ordre.

ALIBORON, NOTRE MAITRE A DANSER

Nous avons vu comment la situation née de la libération à rebours dont a été victime la Bretagne, a provoqué le déraillement durable de l'emsav. Mais il n'y a pas que les situations de fait qui influent directement sur nous. Un excellent exemple nous est fourni par les avatars des relations interceltiques. Intenses pendant un millénaire, elles ont maintenu notre unité de culture. On sait qu'elles furent bloquées par la muraille de Chine de la frontière française entre les Iles Britanniques et nous. Ni le réveil de la conscience celtique au XIX^e siècle, ni le rétablissement tout récent de liaisons maritimes directes ne suffiront à re-

nouer les liens brisés. Car les axiomes de mort répandus chez nous depuis l'école primaire, tels que « tous les hommes sont frères », ont pris la relève des garde-côtes. C'est en vertu de ces axiomes que la ville de C. vient d'avoir l'idée saugrenue, pour manifester son progressisme, de se jumeler avec une localité du Sénégal, dont aucun de ses habitants ne parvient à prononcer le nom, au lieu d'une ville d'un pays frère d'Outre-Manche, partageant nos souvenirs et nos aspirations. En effet, si tous les hommes sont frères, les pays qui les renferment le sont aussi. L'histoire ne dit pas si la cérémonie de la fraternisation des *boubous* et des *chupens* s'est terminée par le mélange rituel des sangs dans unealebasse de noix de coco. C'est dommage. En attendant, le Sénégal vaut le Pays de Galles. Ainsi en a décidé notre maître à danser, le sieur Aliboron, coiffé de son bonnet d'âne. On rencontrera donc en terre d'Armorique plus de Peuhls et de Bambaras que de Gaëls et de Cambriens.

Plusieurs de ces axiomes, reconnus aujourd'hui par tous les sociologues comme absurdes continuent à régenter nos actes quotidiens. C'est parce que toute une génération de réformateurs a cru que « l'homme nait bon », que tout ce qu'il fait de répréhensible est inculqué à la société et qu'on entreprend d'agiter les foules pour en changer. C'est parce qu'elle a cru et professé que « la propriété, c'est le vol », que s'est déchaîné une poussée universelle vers le collectivisme. On sait aujourd'hui que l'instinct de la propriété est fondamental chez l'homme et qu'aucune personnalité ne peut s'épanouir sans le minimum de propriété privée qui lui assure le minimum d'indépendance.

Le mythe est encore plus dangereux que l'axiome, parce qu'il ne se discute pas. Celui du Progrès a justifié pendant un siècle toutes les attaques contre la Bretagne. Qui aurait osé s'opposer à son nivellement, puisqu'il était « la rançon du progrès » ? C'est seulement à partir du moment où la foi dans ce mythe a été mise à mal par la bombe atomique, que la Bretagne a eu de nouveau sa chance.

C'est un redoutable faisceau d'idées, de préjugés, d'axiomes et de mythes — rarement de raisonnements positifs — qui est la clé du comportement malveillant ou réservé des groupes constitués à l'égard de l'idée bretonne. Si aujourd'hui nous voyons les socialistes français exprimer la crainte que l'enseignement des langues régionales puisse « enfermer » les populations concernées et priver leurs meilleurs éléments de l'accès aux « postes de responsabilité » (*), c'est parce que ces Français sont incapables de concevoir une France différente de celle qu'ils connaissent, dont tous les postes de responsabilité sont à Paris, ou attribués par Paris, selon les critères exclusifs de la culture française. Ils sont eux-mêmes trop « enfermés » dans leur microcosme politique, pour constater que la pratique de leur dialecte local n'empêche pas les Suisses d'être à la tête du progrès technique ni de jouir d'une culture générale que pourraient leur envier les je-sais-tout parisiens. Il en est de même des Alsaciens, des Flamands, des Gallois ou des Catalans bilingues. En outre, chacun sait ici que ce sont les sujets particulièrement instruits et socialement qualifiés qui se distinguent

(*) *Ouest-France* du 28.6.75, — p. 3.

par leur connaissance du breton, et non pas les ploucs qui se couperaient la langue avec les dents plutôt que d'en articuler un mot.

Nous avons déjà parlé de la pitoyable bévue qui consiste à nier les lois de l'hérédité, mais il nous reste à en signaler quelques conséquences complémentaires. Si tous les enfants sont égaux en possibilités à leur naissance, seule l'éducation au foyer peut expliquer que dans les premières classes il y ait des élèves doués et des cancre. Il convient donc d'accorder à ces derniers un traitement spécial pour leur permettre de rattraper les meilleurs. D'où cette fantastique campagne contre un projet de loi qui reposait sur la croyance contraire dans l'inégalité des dons naturels au berceau. L'emsav n'était pas concerné par la tumultueuse affaire Haby, mais nous l'étions en tant que société. Des dizaines de milliers d'écoliers en grève défilant dans les rues posaient des questions à leurs parents.

Cette idée controversée va très loin. Si l'homme est une pâte vierge à sa naissance et qu'il recevra sa forme de la société, il en résulte *qu'il n'existe ni traditions valables, ni valeurs se transmettant par le sang*. Qu'importe si la Bretagne est inondée d'immigrés de couleur et si nos filles épousent n'importe qui, l'école bretonne de demain en fera d'aussi bons Bretons, d'aussi purs Celtes que les nés-natifs au prix des lavages de cerveau nécessaires : c'est la formule. Un fils d'Amin Dada pourrait faire en somme, un Roi Arthur très présentable, pour peu qu'on sache s'y prendre et qu'on ne lésine pas sur les décolorants.

Il est vraiment temps que les Bretons prennent conscience du fait que ce sont les idées qu'on leur

a inculquées qui paralysent leurs réactions vitales et les livrent sans défense à l'entreprise de destruction de leur patrie. Lutter contre elles avec éloquence et persévérance est l'unique moyen de récupérer le terrain qui nous glisse sous les pieds et de mettre fin à la loi d'Aliboron.

RÉVISION DOCTRINALE 1975

Il y a dans la doctrine du nationalisme breton des principes qui ne varient pas et des plans de bataille qui dépendent de l'évolution de la civilisation où nous vivons, ainsi que des rapports de force entre la France et nous. Elle est donc vouée périodiquement à des mises au point ou des développements nouveaux.

La Bretagne de nos ancêtres immédiats vivait dans un monde clos qui se suffisait en gros à lui-même et qui s'appelait la France. Ce qui se passait dans les autres pays ne nous touchait pas directement. La France, entre eux et nous, était l'intermédiaire obligé. Il était alors normal de considérer que notre sort dépendait exclusivement de Paris et de concevoir notre action politique en conséquence.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. Les habitants de la Bretagne sont assaillis de problèmes ayant une incidence directe sur leurs travaux, leurs productions, leur niveau de vie, leur entourage, leur vie même, qui n'ont pas leur source en France et auxquels la France seule ne peut apporter de solutions.

La France, en nous accordant l'autonomie, peut nous permettre de régler à notre guise nos rapports

entre nous, ce qui est beaucoup, mais les directives de notre développement économique sont du ressort du Marché Commun, dont la France ne fait que tamiser, quand elle le veut ou peut, les impacts sur nos activités. Paris encore gère les problèmes de la monnaie, de l'énergie, des matières premières, de la défense, mais ce sont des affaires que nous aurions tout avantage à voir régler par le concert des états intéressés avec notre participation à part entière.

Enfin, des questions aussi énormes que la répartition des matières premières, les échanges avec les pays producteurs d'énergie et les pays sous-développés, le contrôle de la pollution, de la drogue, des armements, de la traite de la main d'œuvre et des femmes, sont du ressort d'une autorité mondiale qu'il reste à définir et où nous aurions notre voix, directement ou par délégation, parce que ce sont des problèmes de civilisation.

Une politique nationale bretonne bien conçue doit donc être à trois étages : français, européen et mondial, dans lesquels nous intervenons successivement en qualité de Bretons, d'Européens et de Terriens.

On voit donc que ramener la politique bretonne ou bien à la petite guerre civile entre nous, ou bien au fédéralisme européen, ou bien à l'indépendance pure, c'est passer à côté du problème dans son ensemble. Pour que les intérêts des gens de Bretagne soient efficacement défendus, nous devons rechercher quel est, à chaque étage, le cadre et la formule politique qui nous offrent le plus de garantie et définir nos buts en conséquence.

La politique nationale bretonne a encore son mot à dire en ce qui concerne nos relations entre nous, c'est-à-dire notre vie quotidienne, sociale, culturelle et administrative. Car il faut éviter pour nous en tenir à l'exemple de l'Irlande, que la Bretagne ne se serve de son autonomie que pour défendre des intérêts mercantiles. La majorité de nos compatriotes n'imagine pas d'autres usages que les lois qu'ils subissent actuellement, ni d'autre culture que celle que leur dispense l'université ou la TV française. Un des principes inébranlables du nationalisme breton, depuis ses premières formulations, en 1920, est que la Bretagne réclame la liberté pour pouvoir se réaliser comme nation de civilisation celtique.

Or, la civilisation celtique n'est pas notre bien exclusif, elle appartient à toutes les nations celtiques. Chacune d'entre elles l'a reçue en héritage et lui a donné une expression particulière. Un rapprochement, une concertation permanente entre elles est nécessaire à la renaissance d'une conception de la vie que les lois anglo-normandes, là-bas, et les lois françaises, ici, ont privé de libre expression depuis le moyen-âge. Notre autonomie aura pour cadre politique l'hexagone pour commencer, l'Europe ensuite, mais comme cadre culturel, la Celtie. Notre double appartenance, au continent et à l'archipel celtique, nous suggère de songer pour la Bretagne à un statut très souple, aux faces multiples, qui ne trancherait aucun de nos liens traditionnels et naturels, aussi bien avec nos voisins de terre qu'avec nos voisins de mer.

LE VIEUX TABOU REMIS EN HONNEUR

Les formules d'appartenance de la Bretagne aux divers cadres qui sont nécessaires à son épanouissement, seront dictées par les opinions qui prévaudront à leur sujet et par les circonstances. La doctrine du nationalisme breton ne peut avoir d'ambition plus précise que d'affirmer les principes qui ne peuvent en aucun cas être transgressés. Le premier et principal d'entre eux est que le système de gouvernement de la France est incompatible avec nos aspirations et nos droits. Nous notons avec émotion et satisfaction que des milieux de plus en plus étendus, dans l'hexagone, n'hésitent pas à réclamer une refonte totale de la constitution de la république, pour donner naissance à une fédération dont la Bretagne, comme d'autres provinces y compris la province « francienne », seraient les composantes. Il est vraisemblable que ce mouvement d'opinion ira toujours en grandissant et que dans un avenir lointain, la république une, indivisible et caporalisée ne sera plus qu'un souvenir. Mais, en attendant, la mesquinerie avec laquelle les gouvernements qui se succèdent à Paris minimisent la réforme régionale, l'obstination des milieux intellectuels et universitaires majoritaires à concevoir la France comme un bloc uniforme, nous laissent peu d'espoir pour les prochaines années et la sagesse nous conseille de ne pas nous faire d'illusions. La France, pour la plupart, reste une religion, dont nous sommes les méprisables hérétiques.

Un des symptômes du manque de combativité de l'État — exception faite du FLB — est sa répugnance à attaquer la France, non pas le pays et ses habitants, mais le mythe sacralisé et l'institution. Faire à longueur de pages l'éloge du fédéralisme ou le procès du capitalisme est un moyen détourné d'esquiver le seul combat qui compte, le combat contre l'oppressé. Ce fut la gloire de *Breiz Atao* d'avoir consacré toutes ses forces à déboulonner l'idole. Il ne faut pas se dissimuler que le règne du gaullisme pendant trente ans, a restauré son culte en Bretagne, avec comme conséquence inévitable l'effacement de tout idéal national distinct. La renaissance bretonne, si remarquable à certain point de vue, ne s'est manifestée que sur les terrains, musique, arts populaires, poésie, danses, folklore, linguistique, réformisme administratif, plans économiques, etc, où elle ne se heurtait pas à la suprématie française. C'est cela la grande démission. On s'est incliné devant le fanatisme gaullien. Le reniement de *Breiz Atao* en a été un simple corollaire. Dans un pareil contexte psychique, ceux qui n'étaient pas d'accord n'ont eu qu'un exutoire : l'action illégale et les actes au lieu des paroles. Les actes ont porté de rudes coups au tabou. Mais les paroles qui les ont accompagnés ont toujours manqué d'impact.

Le réquisitoire fait contre la France par l'historien nantais Pitre-Chevalier, il y aura bientôt cent cinquante ans, est encore valable aujourd'hui dans ses grands traits, parce qu'il dépeint une situation qui n'a pas changé. Depuis qu'elle a mis la main sur la Bretagne, la France ne s'est jamais souciée de son développement, de sa prospérité et de sa personne.

Elle n'a jamais cherché, en toutes circonstances et sous tous les prétextes — toujours inspirés par un très haut idéal, bien sûr — qu'à en tirer profit. Le seul moyen que cela cesse est le transfert de souveraineté. Il n'en est pas d'autre. Entre le nationalisme français et le nationalisme breton, *il faut choisir*. Qui le reconnaît est un nationaliste breton, qui cède sur ce point est un régionaliste.

L'ENNEMI N° 1 : L'ETAT FRANÇAIS

Depuis que l'Etat-providence s'occupe de notre bonheur, c'est le Père Ubu, coiffé du bonnet phrygien, qui règle nos destinées. Nous étions le pays d'Europe le plus riche en pommes. Un technocrate a eu l'idée, à Paris, que les pommiers feraient obstacle aux tracteurs et une prime a été affectée à leur arrachement. Maintenant, nous ne voyons plus les interminables trains de pommes partir pour l'Allemagne où les attendaient les fabricants de marmelade, et nous n'avons pour ainsi dire plus de cidre, ce qui fait l'affaire des importateurs en vins.

On nous a fait abattre nos vaches bretonnes parce qu'elles ne donnaient pas assez de lait, ignorant sans doute que ce lait présentait le plus haut pourcentage connu en matières grasses. On nous a fait acheter des hollandaises, des normandes et des frisonnes parce qu'elles en donnaient davantage. Maintenant, nous avons trop de lait et personne ne veut le payer ce qu'il nous coûte, car ces grosses vaches nous ruinent en aliments et en vétérinaires.

On nous a fait faire des poulets, puis des œufs, puis des cochons et après cela du bœuf. Chaque fois c'était la recette infallible de la prospérité. Maintenant on nous explique que nous sommes décentrés et que le marché commun trouve de meilleurs prix ailleurs.

On nous a appris que nous ne serions compétitifs que si nous remplacions nos petits champs par des grands, nos petites fermes par des exploitations mécanisées et si nous remplissions nos terres d'engrais chimiques. C'était vrai, et nous avons eu des récoltes si abondantes que nous devons en distribuer gratuitement tous les ans ou les jeter à la voirie, à moins que ce ne soit sur le trottoir des préfectures. Et nous devons acheter du blé noir au Canada, au Brésil et... en Chine, pour continuer à manger les crêpes et les galettes de nos pères. On nous l'avait fait abandonner parce qu'il ne rapportait pas assez. Au cours de l'année dernière, nous l'avons payé 470 frs. contre 113,20 pour le froment. Nos terres brûlées d'engrais chimiques ne le supportent plus.

Et pour réaliser ces mirobolantes affaires, nos paysans ont dû emprunter tellement d'argent, qu'ils ne travaillent plus que pour rembourser le Crédit Agricole. On ne leur a même pas laissé la consolation de la beauté que procure la compagnie quasi humaine d'un paysage façonné par les générations. Les bulldozers l'ont massacré plus sûrement qu'un arrosage au napalm. De beaux messieurs étaient venus expliquer à nos culs-terreux que les hauts talus qui entouraient leurs champs ne permettaient pas le travail mécanique des grandes surfaces décrétées seules rémunératrices.

Sous prétexte d'un remembrement, dont personne ne contestait la nécessité, mais qui aurait pu se faire à l'amiable sans drame, on a déjà supprimé le bocage dans la moitié du territoire breton. Cent dix mille kilomètres linéaires dans le seul département des Côtes-du-Nord. Le député-maire gaullien de Locminé a si bien fait les choses dans son canton, aujourd'hui pelé comme la main, qu'on s'y croirait en Sibérie. Il en est résulté un abaissement de la température de 4 degrés au sol, le retard des primeurs et perte à l'exportation, une rupture de l'équilibre écologique dont les suites sont graves : pullulement de la vermine, érosion des sols, inondations catastrophiques, diminution des eaux souterraines. L'expérience du *dust-bowl* de l'Okla-homa n'avait pas eu d'échos à Paris. Nos bonnes terres s'en vont alternativement avec la pluie et avec le vent.

Les protestations ont été si véhémentes que l'administration toujours paternelle, a proposé d'établir des coupe-vents en plantant des rideaux de résineux à pousse rapide, sans songer que leurs racines allaient acidifier encore un sol généralement déjà trop acide. Certains cultivateurs n'y sont pas allés par quatre chemins. Ils ont profité de la présence des bull-dozers qui avaient arasé leurs talus, pour leur en faire élever de nouveaux, à leurs frais cette fois. Ils ont donc payé deux fois pour en revenir au même. L'administration du génie rural, en revanche, n'en sort pas perdante. Elle a touché son petit 4 % sur tous les travaux qu'elle a réalisés. C'est pourquoi elle n'en est pas chiche et ouvre à foison des chemins neufs en travers des bonnes terres, laissant les anciennes chaus-

sées affectées pour y planter des navets et des choux.

Sur la côte où rien ne pousse à cause du vent, mais où les murettes de pierre permettent aux brebis de paître, l'administration est aussi arrivée avec ses pelleteuses pour tout niveler. Devant l'émeute populaire à laquelle se joignaient les touristes indignés de voir saccager un paysage merveilleux sans motif, l'armée parisienne a dû battre en retraite pour la première fois. Mais les paysans ne réussissent pas toujours à faire barrage devant les bull-dozers qui montent à la charge, témoin le tué de Telgruc.

Personne ne contestera qu'un gouvernement breton s'y serait pris autrement et qu'en tout cas, son souci primordial aurait été de conserver à la Bretagne son peuple paysan, source de sa santé morale et conservatoire de la tradition ethnique. La France, une fois de plus, a fait bon marché de nos valeurs les plus précieuses. En vingt ans, sous prétexte de moderniser, elle a décimé notre classe paysanne et condamné à l'émigration massive le surplus de population causé par la suppression des petites exploitations et la mécanisation. La contre-mesure aurait été une certaine industrialisation pour l'absorber. Mais elle a été bloquée, en vertu des plans d'en haut qui réservent la Bretagne aux installations militaires et au tourisme. Ce qui est un génocide comme un autre. Le fameux principe, cher aux hexagonalistes frénétiques, de la « liquidité de la main d'œuvre », invite les chômeurs bretons au voyage, « puisqu'un Français est partout chez lui en France », y compris la Martinique. Un Français, peut-être, mais pas un Breton.

Ce que nous venons de voir n'est qu'un extrait du catalogue du massacre de la Bretagne par l'Etat français. Les seules industries qui sont venues s'implanter chez nous ont été les industries-pirates, pour profiter des exemptions d'impôts et exploiter une main-d'œuvre sans défense parce qu'elle est sans emploi. Notre commerce, au lieu d'être l'instrument d'échanges organiques coopérant à la prospérité générale, n'est qu'un réseau d'agents de distribution. Nos grands travaux nous passent sous le nez, les adjudications étant disposées pour favoriser les grosses maisons bien en cour.

Mais le coup le plus dur qui ait été frappé contre la Bretagne est le sacrilège de sa mutilation territoriale, devant laquelle avait reculé la Convention en 1789. Près du quart de notre population et le cinquième de notre territoire ont été *sciemment* détachés de la patrie millénaire pour être rattachés à une région fantôme fabriquée à cet effet et offrir un proconsulat à un baron du régime. La manœuvre est claire, il s'agissait de rendre la Bretagne étroitement dépendante en la privant de sa seule région industrielle.

L'ennemi N° 1 de la Bretagne n'est pas tel méfait en « isme » mais l'Etat français et nul autre.

LA FRANCE, UN LUXE INUTILE

La France ne nous a pas protégés de l'occupation en 1940, elle ne nous a pas libérés en 1944, puisque ce sont les armées américaines qui l'ont fait. La France nous maltraite, mais elle empêche que d'autres

nous viennent en aide. Son représentant à Bruxelles s'est opposé au nom de la souveraineté française à ce que l'organisation internationale finance la mise en valeur de la Bretagne. Elle s'est opposée pour le même motif, à ce que nos intérêts maritimes soient représentés à la conférence mondiale de Caracas sur le droit de la mer. Ses fonctionnaires, qui ne savent pas la différence qu'il y a entre un malamok et un chalutier, formaient seuls sa délégation. Le Luxembourg qui a dix fois moins d'habitants que nous et ni côtes, ni flotte, avait le droit d'y prendre part, mais pas la délégation bretonne, envoyée à titre officieux et qui fut exclue des débats sur intervention des délégués français. Il y a une ambassade à Dublin, elle a servi à empêcher que l'Irlande et la Bretagne établissent un accord direct sur les questions de pêche qui leur sont communes.

La France ne nous rend aucun service, mais elle en exige de nous. Elle nous oblige à entretenir Paris sur le pied de « capitale de prestige ». Nous crachons une bonne part des milliards jetés par les fenêtres pour éponger le déficit de la RATP et pour équiper une agglomération monstrueuse et invivable, mais que de Gaulle voulait voir atteindre 15 millions d'habitants pour posséder « la ville la plus grande du monde ». Nos sous pour construire du colossal, depuis la Tour Montparnasse jusqu'à celles de la Défense, où personne ne veut loger, pour construire à coups de milliards « les plus grands abattoirs d'Europe », au moment où la création des abattoirs sur les lieux de production rendaient plus que suffisantes les vieilles installations de la Vilette. Ils resteront donc vides, com-

me nos poches. Des sous pour construire le Concorde, qui est invendable ; pour stocker des bombes atomiques, idée fixe des va-t'en-guerre du gaullisme, qui n'ont jamais lu « la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf ». Des sous pour construire en Afrique d'immenses lycées, dont les classes ont trois élèves ou pour payer des aérodromes particuliers et des Mercédès aux rois nègres, et permettre à la mafia des affaires de faire son beurre.

Les Bretons savent-ils que chaque fois qu'un Parisien ou un touriste étranger achète un billet pour l'Opéra, ce même billet coûte 400 francs aux contribuables, c'est-à-dire 25 francs aux Bretons, le prix de trois de leurs entrées au cinéma ?

Savent-ils que chaque fois qu'un de leurs jeunes gens doit émigrer, ils font cadeau à la France des douze millions anciens qu'a coûté son éducation ?

La Bretagne vue de Paris et la Bretagne vue d'ici sont d'eux pays différents. Quelques exemples, comme ils viennent. Nous voyons que *notre* développement demande que nos grandes artères soient mises à quatre voies. Paris n'envisage de quatre voies que sur les axes économiques de l'hexagone, dont aucun ne passe chez nous. Il nous en met cinq cents mètres ici, cinq kilomètres là, en faisant des promesses qui ne seront pas tenues, pour nous amuser. Nous parlons de faire de Brest, mieux encore de la baie de Douarnenez, un port pétrolier lançant un pipe-line vers la Suisse et l'Europe Centrale. Le proposer à Paris ? il hausserait les épaules. Nous voulons libérer nos rivages des servitudes privées et préserver nos sites, Paris voit quelles

belles affaires pourraient faire les promoteurs de marinas dans ce pays non encore défiguré et les encourage. Nous refusons de grever le budget de nos petites communes par des substructures nécessaires aux ambitieux programmes touristiques qui n'apportent aucun débouché sérieux à notre main d'œuvre disponible. Paris pense d'abord aux vacanciers et à la demande de résidences secondaires.

Les deux points de vue sont inconciliables. Et notre situation de pays soumis au bon plaisir de l'administration centrale ne nous permet pas de nous défendre. En entretenant, comme nous le faisons l'état français, nous payons pour être brimés. L'exemple du programme d'usines nucléaires qui nous est imposé malgré notre volonté clairement exprimée, montre que notre seule défense possible et efficace contre les violations continuelles et « normales » à l'intérieur du système, réside dans un transfert de souveraineté.

UN DESTIN QUE NOUS NE VOULONS PAS PARTAGER

Même un statut régional décent n'y changerait rien. On ne nous demande pas si oui ou non nous acceptons une centrale nucléaire, mais seulement si nous la voulons dans la baie d'Audierne ou celle de Groix. On ne nous demande pas si nous voulons manger de cette cuisine, mais si nous voulons être servis sous la tonnelle ou sous la véranda. Nous ne serons un peuple libre de donner à sa civilisation l'orientation qu'il désire que s'il nous appartient de

décider nous-mêmes à quelle source d'énergie nous ferons appel. C'est la mise en question de la politique générale française d'où découle le programme nucléaire.

Cette politique est l'expression du slogan gaullien de la grandeur, donc de « l'indépendance » française, auquel s'accrochent obstinément tous les gouvernements qui se succèdent à Paris. La France reste cramponnée au mythe nationaliste du XIX^e siècle, remis en honneur, que l'Allemagne, le Japon, l'Italie ont avec clairvoyance abandonné. Elle prétend ne dépendre de personne ni pour sa défense ni pour ses sources d'énergie. D'où la bombinette et le programme nucléaire. Nous, nous préférons dépendre d'autres pays et nous entendre avec eux, même au prix de certains sacrifices, plutôt que de voir installer chez nous ces sources d'empoisonnement et d'horrible laideur que sont les coûteuses usines nucléaires.

Giscard, après Pompidou, en est encore aux illusions napoléoniennes. Nous pensons au contraire comme Garret-Fitzgerald, le ministre des Affaires Extérieures irlandais, quand il dit : « Il y a longtemps que nous avons perdu notre souveraineté nationale. La seule façon de la restaurer est d'agir ensemble ». Ce que ne fait pas la France quand elle torpille l'action commune européenne, par des accords particuliers avec les pays pétroliers.

Une politique étrangère doit vivre avec la conjoncture sous peine d'aboutir à des impasses. L'Angleterre de la reine Victoria, impératrice des Indes, suivait une politique de suprématie mondiale, à laquelle, malgré

son immense orgueil, ne prétendit jamais Winston Churchill, qui sans l'aide américaine, n'aurait pas tenu un an devant le III^e Reich. M. Wilson y songe encore moins. Rudyard Kipling chantait les conquérants des sept mers. Les Beatles chantent les hippies de Carnaby Street. Chez nous, Théodore Botrel a chanté l'héroïque Bécassin peuplant tous les champs de bataille de ses os et la douce Bécassine récurant les casseroles de toute la France. Aujourd'hui Gilles Servat chante le Breton rebelle et ceux qui sauront prendre un fusil.

La France sclérosée ne fait pas cette révision. Elle s'enferme dans ses formules vieilles et néfastes comme dans une forteresse. Les successives déroutes qu'elle a subies sur tous les champs de bataille ne lui ont rien appris. La grotesque situation où elle s'est mise lors de l'expédition de Suez ne lui a pas davantage ouvert les yeux. Le bluff reste son arme prioritaire. Dans sa hantise de faire masse — en dehors de l'Europe, qui attendra — elle a opté pour être une société multiraciale. Paris, où les immigrés noirs ou pain d'épice sont déjà 15 % de la population, deviendra la première ville africaine avant trente ans, simplement par le jeu des naissances, deux fois plus nombreuses chez les immigrés. Et Marseille la seconde. Le métissage étouffera la France comme il a étouffé la Rome antique. Elle a choisi une route à l'opposé de la nôtre, qui voulons avant tout préserver l'essence de notre peuple et sa signification ethnique. Nous voulons une société bretonne uniraciale, non point par « racisme », cette élucubration sans justification, mais parce que c'est la seule façon pour nous d'échapper à

la fusion dans un immense magma de déracinés, où sombrerait ce qui nous reste de personnalité, de culture et de langue.

La France retarde la création de l'Etat européen, parce qu'elle ne veut pas renoncer à son rêve d'État et un tantinet ridicule de première nation du monde civilisé et qu'elle ne consentirait à faire partie de l'Europe que si l'Europe reconnaissait sa suprématie. Nous voulons au contraire l'Etat confédéral européen, parce qu'il n'aura aucune raison de nous faire disparaître en tant que nationalité, parce qu'il nous assurera une défense militaire efficace et parce qu'il constituera une puissance mondiale à l'échelle des véritables Grands, ayant le poids pour conduire à bien les négociations internationales dans tous les domaines.

C'est parce que nous ne voulons pas nous associer au destin de la France jouant le cavalier seul, que nous sommes nationalistes bretons et fédéralistes européens.

NOTRE ENNEMI N° 2 : LE MARCHÉ COMMUN

Du point de vue économique notre malheur vient par la France, mais essentiellement du Marché Commun. Notre petit pays était trop sous-développé pour être jeté en pâture à la concurrence des grandes zones industrielles de l'Europe. S'il avait été libre de disposer de son sort, une politique semblable à celle de l'Espagne, vis à vis de la nouvelle communauté économique, était celle qui lui convenait. Quand des entreprises ne sont pas compétitives, parce qu'elles sont

trop petites, trop vétustes ou trop jeunes, elles ont besoin d'être protégées, sinon elles sont menacées de disparition. Au mieux, elles ne subsistent qu'en vivant.

L'Espagne est en voie d'industrialisation rapide. La Bretagne ne l'est pas, c'est-à-dire qu'elle est encore plus vulnérable à la concurrence. Elle avait besoin d'un bon cordon douanier pendant vingt ans pour avoir le temps de se fortifier économiquement, de préserver d'abord, puis de multiplier ses emplois. Le système unitaire de l'état français ne lui permet pas d'envisager des cas particuliers. Nous avons été soumis sans défense à la marée des échanges internationaux où les petits sont toujours perdants. Tout ce que Paris pouvait faire pour nous, c'était de nous lâcher de temps en temps des aumônes, quand nos cris lui crevaient les tympans. Mais de solution, point.

Tel est le drame que le Marché Commun a déchainé sur les régions mal armées ou excentriques comme la nôtre. Il ne s'arrêtera pas là. Les régions françaises les plus denses et les plus proches du nouveau centre vital pâtissent aussi de la suppression des tarifs protecteurs, en dehors des secteurs privilégiés qui travaillent pour l'exportation. Nous sommes donc frappés à double titre : comme ressortissants d'un état qui a sacrifié pendant des années la modernisation technique à une politique de prestige et comme province maritime, située trop loin, par terre, des grands centres de consommation. Encore une façon d'être « deux fois Français » dont nous avons le secret.

Il serait vain de nier que les réunions de Bruxelles sont dominées par les rivalités étatiques et non

le souci désintéressé de construire prudemment un grand organisme contribuant à la prospérité de tous. Le Marché Commun, en ce sens, est un échec. Mais un échec moins grave que s'il avait réussi. Les gouvernements qui se disputent à Bruxelles, défendent quand même, plus ou moins bien, des peuples. L'institution, elle, n'avait qu'un but l'augmentation de la production par l'abaissement des prix de revient que permet la concentration des affaires et l'extension géographique des marchés. Ce plan, purement matérialiste ne tenait, au départ, aucun compte des valeurs humaines ni des lois qui régissent les communautés nationales ou ethniques. Le souci de l'homme n'entre pas dans la conception en jeu. Il en est résulté des monstruosité comme le plan Mansholt, qui a signé l'arrêt de mort des campagnes bretonnes, quoique Mansholt lui-même, mesurant les catastrophes qu'il avait déchainées, ait commencé à raisonner en sage au lieu de décréter en technocrate et ait fait, trop tard, amende honorable.

Les résistances au Marché Commun viennent de là. L'Europe ne veut pas devenir un second USA, un second *melting pot*, avec ses zones surpeuplées, et ses déserts, dont les pays celtiques seraient les joyaux touristiques, bien nécessaires pour délasser les multitudes de l'océan de laideur et de désespoir où on les aurait condamnées à vivre.

Pour nous, le résultat suivant a été atteint : la vie bretonne traditionnelle a été troquée contre l'élévation du niveau de vie de ceux qui ont pu échapper à l'émigration forcée. L'âme de notre peuple contre le chauffage central, la moquette et la télévision ! Car il

ne sert à rien de s'illusionner. Si l'on cherche actuellement à faire renaître la Bretagne c'est parce qu'elle s'en est allée. Le matérialisme a liquidé ce qu'elle avait de plus personnel, de plus précieux.

Chaque jour, le désastre continue. Nos familles paysannes doivent abandonner la terre et se disperser, ou bien les jeunes étant partis, les vieux doivent vendre leurs vaches et laisser les herbes envahir une aire qui avait vu les battages et les danses. « Les fermes bretonnes doivent disparaître, parce qu'elles ne sont pas rentables en dessous de cinquante hectares ». On nous le répète. Alors comment se fait-il que les fermes hollandaises sont prospères avec 5 à 10 hectares et que beaucoup de paysans japonais arrivent à vivre avec 2 ou 3 ? Il y avait peut-être une autre façon d'orienter l'agriculture chez nous et je suis bien sûr que nous l'aurions trouvée.

Pas rentable ? Qu'est-ce que ça veut dire ? Il n'y a pas que les choses « rentables » dans la vie. Le bébé dans son berceau est-il rentable, l'amour est-il rentable ? Cette rentabilité, c'est la rentabilité financière. Que nous importent concentration, compétitivité, rendement, si ces mots magiques nous apportent le malheur avec la dérisoire compensation de la mécanisation de l'existence ?

Notre civilisation est arrivée à un seuil qui l'oblige à réviser tous ses mythes. On a cru que la division du travail entre les régions géographiques apporterait une prospérité croissante. Elle a apporté une inégalité croissante entre les nations. Nous, petits peuples qui avons conservé une fraîcheur de pensée que les peu-

les dominateurs ont perdue, pouvons apporter une solution, qui ne sera peut-être pas universelle, mais qui fera notre affaire et c'est le principal.

La libre circulation des marchandises est une condition du gigantisme, à l'est comme à l'ouest, un aspect du nivellement universel contre lequel nous nous soulevons. Tout se tient. Le Marché Commun conduit aux mésaventures communes et l'appauvrissement spirituel commun. Le bonheur ne se ramène pas exclusivement à l'élévation du niveau de la vie. Il nous appartient de le faire admettre.

A LA RECHERCHE D'UNE STRATÉGIE

La position nationale étant définie, un problème se pose, celui de la stratégie politique pour atteindre les buts qu'elle fixe. Il tombe sous le sens que la Bretagne ne sera pas en mesure de mener une action sur le plan européen ou mondial, avant d'être organisée en corps de nation. Il existe donc dans nos buts une chronologie obligée, par ordre de priorité. Le premier but à poursuivre est de rendre aux Bretons le gouvernement de leur pays. Problème purement politique, qui soulève de telles difficultés et demande de tels efforts, qu'il paraît raisonnable de ne pas chercher à lui en adjoindre d'autres. Du seul point de vue technique de l'action, l'emsav devrait avoir la sagesse de s'en contenter. Toute action de « libération » qui ne passe pas d'abord par la revendication de l'autonomie politique, équivaut à une négation de la nationalité. C'est le cas des revendications sociales

assimilées abusivement à la revendication bretonne nationale. La plupart des porte-paroles des partis révolutionnaires estiment qu'elles peuvent être satisfaites dans le cadre actuel et, en ce qui concerne le PCF, que la « centralisation démocratique » est l'unique moyen d'émanciper la classe ouvrière bretonne. Inversement, l'exemple des nations libérées en 1919 a montré que l'indépendance nationale n'allait pas forcément de pair avec une révolution sociale.

Nous constatons également tous les jours que les actions des syndicats ou des unions professionnelles peuvent être menées en dehors de toute préoccupation bretonne, dans l'illusion qu'il est possible d'obtenir des résultats acceptables sur le terrain hexagonal, parfois même en dehors des perspectives politiques. Il n'existe, de la part des groupements bretons, aucune activité de propagande destinée à leur ouvrir les yeux, tant y est grande la répugnance de faire appel aux thèses du nationalisme. Bien au contraire, dans la mesure où les formations bretonnes dites de gauche seraient susceptibles de les influencer, ce serait pour les enfoncer davantage dans l'erreur de fomenter la lutte des classes au lieu de la lutte de libération nationale, ou de croire qu'un gouvernement de front populaire résoudreait la question bretonne.

C'est au contraire une caractéristique des gouvernements de type socialiste que de persécuter les mouvements de libération nationale, aussi bien chez Tito où les Croates ont la vie dure que chez Brejnev où les Ukrainiens, Géorgiens, Baltes et autres ont été décimés sans pitié et sont soumis à une russification intense dans les meilleures traditions tsaristes. Le gou-

vernement de M. Wilson, qui remet toujours au lendemain l'établissement de l'autonomie écossaise, ne fait pas exception à la règle. Là, il s'agit aussi de pétrole, et sous le rapport de la non-participation et de la non-cogestion le capitalisme d'état vaut le capitalisme privé.

Le Baas, gouvernement socialiste soviétophile de l'Irak, va plus loin. Pour punir le peuple kurde de ne pas accepter le statut régional illusoire qu'il lui offre, il en a entrepris la liquidation physique selon les méthodes américaines au Vietnam. Il ne s'agit pourtant pas en l'occurrence d'une puissance capitaliste, mais d'un peuple « frère », selon la terminologie de rigueur, puisqu'il a mis en pratique un collectivisme intégral, plus avancé même que le socialisme assez féodal des Irakiens. Nous voyons là une fois de plus que le régime social n'apporte aucune solution aux conflits de nationalités.

Parmi les voies de garage qui sollicitent la politique bretonne, on peut encore citer l'action fédéraliste internationale. Il est certes utile et nécessaire de mettre en circulation les idées fédéralistes pour créer une ambiance favorable à nos revendications. Mais le progrès, d'ailleurs très circonscrit et très lent, d'idées générales nouvelles ne peut avoir aucune incidence directe sur le sort de la Bretagne. L'action fédéraliste, avec voyages à Genève, Strasbourg ou Trieste, est un pauvre substitut à l'effort sur le terrain plus aride et plus dangereux de l'action bretonne.

Quant au réformisme régionaliste, il est condamnable s'il laisse l'initiative à l'adversaire et se con-

tente de miettes. Mais réformisme n'est pas nécessairement mendicité. Il peut être, comme nous le verrons, la formule d'une action bretonne redoutablement musclée, habile à faire flèche de tous bois.

En attendant, pas plus l'appel « aux forces de gauche », que l'attente de bons mouvements de la part du gouvernement de Paris ou que l'espoir d'une pression de l'opinion internationale supposée gagnée à l'idéal fédéraliste, ne sont des voies où l'action bretonne moissonnera les succès qu'elle ambitionne. La vérité est que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Si d'aventure une force extérieure était de nature à intervenir en notre faveur, elle ne le ferait que si le peuple breton faisait le premier pas. Croire que l'autonomie bretonne nous viendra par la bonne grâce d'autres est, dans la conjoncture actuelle, un alibi à notre propre impuissance ou à notre propre lâcheté. Le peuple breton est le seul élément décisif dans toute stratégie élaborée par le nationalisme breton.

Les diverses tentatives pour monter des partis politiques et aborder le terrain électoral l'ont reconnu implicitement.

LE POIDS DE NOS CARCANS

L'appel au peuple breton a été longtemps décevant. La sympathie de la masse pour l'idée bretonne est hors de question. Mais il semble qu'au moment où le Breton moyen est tenté de s'engager, une invisible chaîne le retienne à sa niche de serviteur mal

payé. Ce n'est pas la peur qui le détourne de l'emsav, mais le manque de confiance. Non pas tant dans l'emsav lui-même ou telle de ses formations, que dans les possibilités de l'emsav de vaincre l'énorme machine de l'Etat.

C'est que la domination du pouvoir est tout autre chose aujourd'hui que du temps des têtes couronnées. Un grand personnage à Rennes, quelques agents déambulateurs du pouvoir central ici et là, mais nantis de pouvoirs passagers ou très limités, une occupation militaire de quelques mois quand les têtes bretonnes étaient par trop échauffées. Rien d'autre. Pour le reste, les Bretons vivaient comme ils l'entendaient. Le corps breton, même quand les troupes royales entraient dans Rennes « la mèche allumée », restait libre.

Il n'en est plus de même depuis que toute notre vie, dans ses plus petits détails, est gouvernée de Paris. La Bretagne est comprimée dans le carcan d'encadrements superposés qui ne lui laissent plus aucune liberté de mouvement. Elle peut élire tous les députés qu'elle voudra, ils iront faire un tour à Paris où ils seront, dans l'hypothèse la plus favorable 33 sur 490, y verront repousser leurs projets de loi à une écrasante majorité et ne trouveront rien de mieux que de rentrer à la maison, pour y manger leurs crêpes. Mais cette hypothèse même est gratuite si l'on prend en compte la camisole de force qui empêche le pays de donner forme à ses impulsions élémentaires.

Il y a d'abord l'encadrement étatique. Un système rigide qui dirige ou contrôle toutes les activités humaines et ne permet l'expression d'aucun particularisme régional. Il chapeaute des encadrements secon-

daire : l'encadrement administratif, qui en est la traduction dans la vie quotidienne. Dans chaque position-clé nous nous trouvons devant un fonctionnaire, qui est payé pour soutenir contre nous en toutes circonstances la volonté de Paris. Nous sommes des gens qui ne pouvons rien entreprendre, rien faire, sans d'abord demander la permission de l'administration, donc de Paris. L'encadrement politique : il résulte du système. Dans les unions syndicales comme dans les partis, les Bretons figurent une petite minorité qui n'a d'autre ressource que de suivre des courants étrangers à la Bretagne. L'encadrement scolaire. Au cours de dix ou vingt ans de martellement des cerveaux, on fait de nos enfants des étrangers à leur pays, et cela malgré l'attachement sentimental qu'ils professent pour lui. En un mot, nos enfants sortent de l'école mieux préparés pour l'émigration et leur vie ailleurs dans l'hexagone qu'en Bretagne. D'où leur indifférence générale à l'égard de l'emsav, quand il est autre chose que danses et chansons. L'encadrement idéologique qu'assurent les institutions précédemment nommées est encore renforcé par la propagande des mass-média — presse, radio, télé, ciné — qui habituent notre peuple à voir le monde — et son propre pays — à travers des lunettes parisiennes, ce qui a pour effet de le rendre impropre au combat breton. En Basse-Bretagne, l'encadrement idéologique s'est fait simultanément avec l'encadrement linguistique. Celui-ci a été long à être mis en place. L'opération a commencé en 1790, elle a pris l'offensive sur le front scolaire en 1890 et il semble qu'elle aura atteint tous ses objectifs vers 1990 avec la mort de notre Soazig Pentrez, la dernière vieille

femme sachant le breton de naissance. La disparition de la langue s'accompagne de celle d'une manière de penser, qui était le creuset de la personnalité bretonne et le foyer de son rayonnement. *L'encadrement économique et financier* complète le tableau. Nous ne tenons pas les cordons de notre bourse. Le crédit, les subventions dépendent de nos maîtres, qui ne les accordent qu'à leurs conditions. Ce sont eux, en outre, qui disposent seuls des possibilités d'intervention quand nos exportations sont en jeu. Quant aux importations qui concurrencent nos produits, Paris encore en décide sans nous demander notre avis. Là-dessus, *l'encadrement policier* assure le respect inconditionnel de *l'encadrement législatif* qui règle nos mœurs et nos pensées. Qu'on ne dise pas non, puisque depuis notre « libération » un certain nombre de pensées ont été cataloguées comme criminelles et sont poursuivies par la loi. Et comme si la police ne suffisait pas, les barbouzes se sont infiltrés un peu partout, espionnant, achetant ou menaçant, selon à qui ils ont à faire.

Cette situation explique pourquoi le corps breton démantibulé, entravé de mille liens, soumis au chantage constant et multiforme du pain quotidien, ne bouge pas lorsque l'occasion se présente de se libérer. Cette paralysie date de loin. L'annexion de 89 a vite porté ses fruits. Quand Bidart de la Noë, maire de Rennes, pensa profiter de l'écroulement du second Empire, pour proclamer un gouvernement breton, il ne fut pas suivi. Même histoire en 1940. Quelques uns ont l'indépendance d'esprit suffisante pour s'arracher au conformisme régnant, mais les masses, les fameuses masses rechignent.

Il faut donc abandonner l'espoir de pouvoir mobiliser le peuple en vue de la construction d'une société bretonne nationale, et à plus forte raison en vue d'un combat de libération, avant de l'avoir débarrassé de ses encadrements oppressifs.

L'émancipation de la main-mise de Paris nous libérerait du poids principal, mais nous laisserait sous l'emprise des pouvoirs financiers et du système économique dont la réforme se situe à un étage supérieur, essentiellement européen. Cependant, nous serions en mesure de nous défendre, aussi bien que la Suisse ou le Bénélux, si nous disposions de notre propre gouvernement qui pourrait organiser la Bretagne et l'orienter économiquement comme elle doit l'être c'est-à-dire vers la mer. Le reste de la lutte viendrait après. Il faut savoir sérier les problèmes.

LE FLB COMME STRATÉGIE

Deux voies s'ouvrent, comme toujours, à l'action à entreprendre : légale et illégale. Il va de soi que nous n'envisageons ici que l'action légale, en cherchant à éviter toute confrontation avec la police et la loi. Mais nous ne nous faisons pas pour cela beaucoup d'illusions sur les perspectives que nous offre le jeu démocratique. Nous devons nous battre à mains nues avec un bras lié dans le dos, contre un adversaire libre de ses mouvements et formidablement armé. Comme dans le cas des partis celtés frères, nous aurons fait notre plein avec 10 à 20 % des voix, selon les conditions locales, avec une victoire possible dans les cas excep-

tionnels où nous aurions un candidat prestigieux favorisé par la division dans le camp adverse. Même avec l'argument massue du pétrole, le parti écossais n'a pas dépassé le tiers des suffrages, ce qui est considérable mais encore insuffisant.

L'action démocratique ne semble donc pas un moyen à prendre en compte pour libérer la Bretagne. C'est pourquoi ceux qui pensent que le temps presse et que l'héroïsme peut faire la différence entre des forces disproportionnées, ont depuis plusieurs années, entamé une action illégale et violente. C'est le FLB. La stratégie qu'il nous propose est-elle valable ? La question vaut qu'on s'y arrête. Car, si les progrès du FLB sont freinés par suite du manque fréquent de compréhension du public, il n'en serait peut-être plus de même quand un véritable parti national breton, qui naîtra bien un jour, aura entrepris son éducation politique. Dans ce contexte renouvelé, le FLB pourrait se poser en interprète réel d'une volonté collective clairement exprimée. Mais ses violences entraîneraient-elles le retrait des pouvoirs qu'il combat ? Ce n'est pas obligatoire. Le terrorisme, de nos jours, a atteint de tels extrêmes que les violences n'attirent plus l'attention de personne.

Nous avons sous les yeux l'exemple de l'IRA provisoire. Le FLB est très loin de pouvoir imiter ses combats et très certainement n'y songe pas. Pourtant ce ne sont ni les balles ni les bombes qui font reculer les Anglais. Ils ont tenu sous le « blitz » allemand, en 1940/41, dans des conditions infiniment plus dramatiques et sanglantes. En politique, il semble que l'assassinat ne paie plus.

Au demeurant, sur un plan théorique, les mouvements insurrectionnels doivent obligatoirement passer par trois phases. En premier lieu, la phase préparatoire qui est bien connue et dont les exemples abondent. En Irlande ce fut la période de la *Ligue Gaëlique* et du *Sinn-Féin*, en Espagne celle du *Frente Popular*. Dans les colonies elle n'était pas aussi nécessaire, l'ensemble de la population étant déjà conditionnée par l'évidence de la domination étrangère. La seconde phase est la mise en route de la guérilla ou du terrorisme, sous une forme active ou atténuée. C'est évidemment la plus délicate. Elle échoue invariablement, comme celle du Chê Guevara en Bolivie, si les populations sont hostiles. Elle traîne sans conclure, comme en Colombie ou en Argentine, où les sympathisants ne font pas masse et où une partie trop agissante de l'opinion publique est contraire. Par contre, elle s'étend et prospère partout où le cœur du peuple est gagné. Ce fut le cas de l'*Irgoun* et de l'*Hagannah* des Juifs contre le mandat anglais, des Viets contre les Français, des Bengalis contre le Pakistan. Mais, même dans des cas comme ceux-là, le succès de la rébellion n'a été possible que par suite d'un fort appui extérieur. Des Israéliens ont reçu celui du Judaïsme mondial, les Viets celui des puissances communistes, les Bengalis celui de l'Inde voisine. Quand les combattants sont isolés et ne reçoivent de l'extérieur ni argent, ni munitions, ni armes nouvelles, ils sont finalement écrasés, comme les guérillas malaises à Malacca, les résistants communistes en Indonésie, les Katangais, les Biafrais, les Thibétains et demain les Kurdes, depuis que l'Iran les a lâchés. Il y a longtemps

que les terroristes palestiniens auraient grossi le nombre des portefaix à Suez ou à Koweït, sans le fleuve de dollars qui alimente leurs caisses et leur permet de se jouer de tous les problèmes matériels qui ordinairement ensevelissent ce genre de tentatives désespérées.

Dans l'hypothèse d'un FLB effectif, sur quels appuis extérieurs pourrait-il compter ? On ne le voit pas. Les Algériens ont bénéficié de circonstances uniques qui ne se renouvellent pas à volonté. Ils étaient vaincus militairement quand la victoire leur a été offerte sur un plat par le général de Gaulle qui, pour jouer la carte du tiers-monde, devait au préalable s'assurer la reconnaissance et l'amitié des pays arabes. Sans quoi, malgré la pression du courant mondial de décolonisation, l'Algérie serait peut-être encore française aujourd'hui, comme le sont toujours la Guyane et les Antilles.

Il n'existe pas encore de courant mondial fédéraliste et le panceltisme est bien le parent pauvre du panarabisme. Quand le président irlandais est venu visiter le président français en Mars 1975, il s'est écrié : « Arrachez-moi le cœur, vous y verrez Paris ! » Ce qui est une réflexion digne d'un touriste américain... en 1920. Puis, étant à moins d'une heure de vol de la Bretagne, il est allé visiter... les châteaux de la Loire. Et pourtant les réfugiés bretons en Irlande lui doivent beaucoup ! Ce sont les nécessités de la politique extérieure pour un petit pays sans appuis, s'il ne veut pas, comme l'Albanie, entrer au service d'un pouvoir international quelconque. Sa vie est faite de courbettes envers ses puissants voisins.

La perspective de pétrole dans la Mer Celtique donnera peut-être une impulsion à l'emsav, mais ne lui apportera aucun appui extérieur. Notre cas est, malheureusement, celui de la Catalogne et du Pays basque. La puissance parisienne ici, la puissance castillane là-bas, ne sont mises en balance par personne, contrairement à ce qui s'est passé chez nous en 1940. L'électeur breton ne voit pas d'autre issue que de voter pour le parti au pouvoir, ou le parti susceptible de prendre le pouvoir, parce qu'il sait que son sort en dépend, *pour tout*. C'est une explication valable de la contradiction qui apparaît entre la contestation bretonne et le conformisme électoral breton.

Le manque total d'appuis extérieurs ne permettra donc pas au FLB de s'affirmer comme une force et d'ambitionner entrer dans la phase décisive qui est celle où la fusion de la guérilla et du peuple aboutit à l'insurrection nationale, type Vietcong.

Le FLB sera, pour longtemps, tout autre chose qu'une armée de libération. Il sera, il est déjà, *une présence*. Il est la seule manifestation de l'emsav *qui fasse autorité*. Le reste est trop facilement pris pour des amateurs ou des farfelus. Non sans raison. A ce titre, jusqu'à nouvel ordre, le FLB est irremplaçable.

LA TENTATION DU SÉPARATISME

Au bout du nationalisme d'une nation opprimée il y a le séparatisme comme il y a la mer au bout de la rivière. Il fut un temps où il était nécessaire de répudier le séparatisme par tactique, sous peine de passer

pour des blasphémateurs ou des fous. Il n'en est plus de même aujourd'hui, où le fanatisme hexagonal est en voie d'extinction en Bretagne chez les jeunes, et où le séparatisme apparaît aux esprits les plus rassis comme la seule solution réaliste du conflit qui nous oppose à l'état français tyran comme à un Marché Commun fait à la mesure des sociétés multinationales.

Il est impossible de taxer la solution d'absurdité, puisque l'indépendance est admise, par le droit international en vigueur, comme un droit inaliénable pour toute nation ou tout peuple qui la demande, même lorsqu'il s'agit de « nations » qui n'en sont pas et de « peuples » dont les neuf dixièmes sont analphabètes et qui ne comptent pas du quart du personnel instruit nécessaire pour faire fonctionner un état moderne. Si l'Oubangui-Chari, baptisé « République Centre-Africaine » a des titres à l'indépendance, à plus forte raison la Bretagne, pays de millénaire civilisation et de haute culture, qui était déjà un royaume indépendant il y a mille ans, un pays au surplus qui ne réclame les subventions de personne pour survivre. Elle en a tout autant et même dix fois plus. Quoiqu'il ne soit pas charitable de le mentionner, je peux certifier que dans le premier quart du siècle, les représentants de la France dans les régions que nous venons de citer, administraient des anthropophages..

Sans aller si loin, personne ne peut nous empêcher de faire remarquer que « les neuf » ne sont neuf que grâce au Luxembourg qui compte 2.600 km² de su-

perficie et 355.000 habitants. Ils seraient aussi facilement « les dix » en s'adjoignant la Bretagne, qui a 35.000 km² et compte 3.300.000 habitants, plus un bon million d'exportés dans l'hexagone. Donc, inutile d'ergoter. Si le Luxembourg est bon, nous le sommes aussi. Même sans parler de nationalité, car si nous avons une langue bien à nous, les Luxembourgeois ne sont que des Allemands honteux, qui parlent le même dialecte que les bons habitants de la région de Trèves (B.D.R.) et écrivent un aussi bon allemand qu'un atroce français quand ils s'y risquent.

Le droit, nous l'avons. J'ai déjà dit qu'il ne pesait pas lourd, mais il ne fait pas mal sur notre carte de visite. Le traité de 1532, qui nous unissait à la couronne de France, a été violé unilatéralement. La démonstration n'en est plus à faire. Nous sommes donc revenus juridiquement, selon nous, à l'état antérieur d'indépendance. C'est une tactique très faible que de demander le respect d'un traité violé, alors que celui-ci ne nous laissait qu'une autonomie-croupion et qu'en son temps il avait été imposé par le chantage et la corruption. La France, dans la crainte d'une sécession aurait, certainement, intérêt à l'évoquer. Pas nous. Nous avons repris juridiquement et moralement notre droit à la liberté. C'est une bonne monnaie d'échange qu'il serait déraisonnable de sacrifier sans contrepartie (26). Les Ecossais n'ont pas commis cette bévue, ils réclament leur indépendance, en se basant non sur une situation juridique comme nous, mais seulement sur la déclaration patriotique *d'Albroath*, de 1320, c'est-à-dire l'affirmation historique d'un droit naturel. Ils sont cependant dans une position beaucoup plus

forte qu'*Adsav 1532*, car Londres estimerait n'avoir rien de sérieux à craindre de la part d'un mouvement écossais proclamant par avance son attachement au cadre britannique. Ils ont une marge de discussion qui, éventuellement, peut leur être très utile.

Autrefois, les séparatistes étaient des nostalgiques et des sentimentaux. Ils avaient trop lu le *Barzaz Breiz*. Aujourd'hui il se manifeste un séparatisme d'affaires. Il s'agit moins, dans l'esprit de certains, de se séparer de la patrie française que du cadre du Marché Commun. Pour d'autres, le séparatisme est d'ordre tactique. Ils estiment que les Etats-nations ne renoncent à leurs écrasantes et juteuses prérogatives que contraints et forcés, qu'aucun compromis n'est possible avec eux. Ces états font en sorte par leur mauvaise volonté, si éclatante *partout dans le monde*, en Birmanie comme en Angleterre, au Congo comme en Espagne, en Italie comme en France, qu'avec eux c'est *tout ou rien*. Nos séparatistes tirent la conclusion logique.

Mais l'indépendance, dans l'état actuel d'interdépendance économique des états, n'est pas une panacée, elle ne résoud pas tous nos problèmes. Elle nous met seulement en mesure de choisir le ou les cadres qui conviennent à notre développement. Le Marché Commun des sociétés multinationales n'en est pas un. Cependant, nous en séparer ne serait qu'une solution provisoire, avant que ne se constitue une Europe habitable pour nous, celle des régions ethniques naturelles.

Ne perdons pas de vue non plus le danger politique du séparatisme. En rejetant la France en bloc,

nous encourageons une réaction en bloc contre nous et nous rendons difficile la position des Hexagonaux, de plus en plus nombreux, qui se montrent sympathiques à la revendication bretonne. La bonne politique consiste à diviser l'adversaire, non à l'unir.

UNE STRATÉGIE RÉALISTE

La difficulté de résoudre la question de la stratégie à mettre en pratique est si grande qu'elle met l'emsav dans une impasse. Les efforts pour en sortir ne se sont exercés que dans un sens, en essayant de mettre la revendication bretonne en roue de secours du char de l'internationale « progressiste ». Nous devons chercher dans une autre direction que les voies de garage.

Il est chimérique d'espérer bâtir un grand parti national en partant de rien et dans les conditions de sujétion où nous nous trouvons. Il nous manque la base de rassemblement et de concertation minima, celle que nous donnerait par exemple une réforme régionale substantielle. Le mouvement national breton, même s'il prend force, restera par la force des choses un moutonnement assez informe, que toutes les influences centrifuges qui s'exercent sur nous ne cesseront de disperser et de diviser. Mais il n'en existera pas moins. Potentiel aujourd'hui son nom est Contestation. Et la contestation bretonne a déjà trouvé ses modes d'expression. Si nous avons le sens du réel et du possible, il n'est pas d'autre stratégie d'attente pour l'emsav que de canaliser les vagues contestataires vers un but commun. Les mécontentements dissémi-

nés constituent tous des prises de conscience fragmentaires de la question bretonne. Il faut en faire la synthèse. S'il n'est pas possible d'engager le combat global sur un terrain choisi par nous, il ne nous reste qu'à chercher systématiquement le succès dans les conflits ponctuels. C'est une tactique sans gloire, mais qui permettrait de grignoter les positions adverses et, de concession partielle en concession partielle, d'arriver à constituer une base de départ pour la bataille décisive.

C'est seulement alors que nous entrerions dans la phase à vraiment parler stratégique. La stratégie, si correctement conçue soit-elle, ne conduit pas loin si la base d'action et l'instrument d'action manquent. Ce fut le cas en 1940. Dans dix ans, il en sera peut-être autrement. Il est fort probable que nous n'aurons plus devant nous une opinion française uniforme, mais deux opinions opposées qui auront de nombreux représentants dans les corps élus : une opinion fédéraliste qui trouvera un appui plus ou moins ferme dans 55 départements sur 99, si nous admettons que les tendances de l'Occitanie, de la Lorraine, de l'Alsace, du Nord-Flandre, de la Normandie, de la Savoie, seront arrivées à maturité comme le sont déjà celles des départements d'Outre-Mer et de la Corse, pour appuyer la revendication bretonne. L'opinion adverse, qui régnera inévitablement dans les régions centrales de l'hexagone, ne sera pas bien flambarde devant un tel « lachez-tout » et devra se résoudre à l'inévitable : un Etat fédéral français et peut-être même une incorporation directe des régions ex-françaises dans la communauté européenne. Les modalités de cette opération ne présentent actuellement qu'un intérêt secondaire.

La limitation de nos ambitions, pour le moment, à la phase tactique présente le grand avantage de nous délivrer du bla-bla-ideologique de nos grands-pères que les perroquets du progressisme essaient de remettre à la mode, et de nous identifier avec le spontanéisme des luttes populaires. C'est ce spontanéisme qu'il faut encourager, parce que, seul, il est authentique, parce que, seul, il sort du corps breton, tandis que les mouvements d'inspiration doctrinale sont, à l'exception du nationalisme, des succursales de mouvements parisiens. Et, à mesure que s'intensifiera la propagande du nationalisme breton, les manifestations ponctuelles de revendication prendront de plus en plus une signification et une portée autonomiste. Les petits ruisseaux finiront par former un fleuve.

Mais le spontanéisme est une arme qu'il n'est pas toujours facile de manœuvrer. La grève des lycéens de Mars 1975 en donne une preuve exemplaire. Rien de plus spontané et pourtant rien de moins éclairé. Sans juger la réforme de l'enseignement qui fut le prétexte des manifestations et qui est l'affaire des hexagones plus que la nôtre, il saute aux yeux que, du point de vue breton, elle péchait avant tout du défaut de continuer à soumettre la Bretagne à des disciplines élaborées de Paris pour tout le pays considéré comme uniforme. Là et nulle part ailleurs résidait son vice redhibitoire pour nous.

Nos étudiants ne s'en sont pas aperçus et ont manifesté sur des mots d'ordre étrangers à leur situation. Ils n'ont pas vu que quel que soit le système pédagogique, l'important pour nous est d'avoir la latitude de composer nos programmes pour préparer nos

jeunes à exercer les professions que leur offre ou peut leur offrir la Bretagne. Je ne cite qu'un exemple, il existait une section de viticulture à l'école d'agriculture de Saint-Brieuc, dans une région où il n'y avait pas de vignes, mais des pommiers qui donnaient du cidre. Les diplômés qu'elle débitait devaient aller chercher des situations dans le Bordelais. Je ne serais pas surpris qu'elle existe encore.

Il était affligeant de voir ces milliers de jeunes Bretons défiler dans les rues, sans qu'une seule de leurs pancartes laisse supposer que la Bretagne n'admettait pas le sort qui est fait à sa culture et à sa langue.

Cet exemple et bien d'autres montrent que l'ignorance crasse de la population au sujet des questions bretonnes a la vie dure, malgré l'engouement de beaucoup pour le biniou et le pop celtique, malgré aussi les articles de vulgarisation souvent bien faits, les interviews souvent significatifs, que fournit avec abondance *L'Ouest-France* (qui depuis quelques années mérite enfin le nom de quotidien d'information).

La lecture des chroniques locales est édifiante sous ce rapport. Les thèmes des fêtes populaires, les pré-noms donnés aux enfants, les appellations des rues nouvelles, les discours des maires et des associations d'anciens de ceci ou de cela, les grossières fautes d'orthographe dans les mots bretons cités, tout cela montre qu'il a été fait peu de progrès dans l'éducation de l'esprit public depuis cinquante ans.

LA TACHE COMMUNE

Il est donc grand temps d'agir et de prendre conscience de la nécessité du moment, qui n'est pas de lancer les Bretons à la poursuite de buts utopiques, mais de les unir pour faire le travail que tous estiment nécessaire et dont les résultats seront profitables à tous.

Cette union logique s'est spontanément révélée au sein des formations qui se consacrent à l'enseignement de la langue, du chant et de la musique, au sein des cercles celtiques, des associations sportives et des bagadou. Les tentatives de créer sur tous les terrains des groupements réservés aux gens de « gauche », seraient nuisibles parce qu'elles affaibliraient l'ensemble de l'effort breton, et elles seraient finalement vouées à l'échec. Si l'on en faisait autant sur le trottoir d'en face, Paris pourrait dormir sur ses deux oreilles. En somme, il est clair que *nous ne devons faire qu'un* pour informer tous nos compatriotes de l'ABC de la question bretonne. Chacun le fera à sa manière. Cela n'a pas une grande importance, pourvu que les gens s'habituent à envisager les choses du point de vue de l'intérêt breton et comprennent que seule l'autonomie les mettra en mesure de solutionner leurs problèmes les plus pressants.

Nous sommes tous d'accord pour combattre le système politique et économique, parce qu'il se traduit en Bretagne par l'exode des jeunes, le chômage

et la désertification. Et nous pouvons facilement nous mettre d'accord pour combattre avec les mêmes arguments la politique française de prestige, et le chauvinisme français sous toutes ses formes, en particulier la prétendue « mission de la France » qu'on inculque aux écoliers et qui les détourne du service de leur propre pays.

Les moyens pour parvenir à ces fins ne nous manquent pas, en sus de nos propres organes, qui touchent vingt mille lecteurs. La grande presse, les grandes revues politiques fournissent, souvent sans le vouloir, une importante contribution à l'éducation du public. Il y a les livres, particulièrement abondants depuis quelques années, dont chacun vend de 2 à 3.000 exemplaires, pour les plus modestes jusqu'à des dizaines de milliers pour les plus populaires. Il est possible aujourd'hui, en achetant une douzaine de bouquins, d'acquérir une connaissance sûre et précise des questions qui se posent en Bretagne, ce qui n'était pas le cas il y a seulement vingt ans.

On voit là une des raisons pour lesquelles les réunions publiques, dont la fonction était capitale du temps de *Breiz Atao*, ne jouent plus qu'un rôle secondaire. D'autre part, on préfère écouter la radio, regarder la Télé ou faire passer des disques. Là aussi la propagande bretonne doit renouveler ses techniques. Elle n'y manque pas. La nouvelle formule des festounoz de propagande nous dote d'un moyen de toucher la masse, réservé jusqu'ici aux mass-média qui nous échappent.

Sous cet angle, les attentats du FLB font aussi à ces derniers une efficace concurrence, puisqu'ils sont une occasion de commentaires. Il faut que les défenseurs d'une cause mettent leur vie et leur liberté en danger pour qu'on les prenne en considération.

Il ne semble pas qu'on soit encore prêt à fêter tous ensemble les grandes dates de l'emsav. C'est dommage. Visitant, l'été dernier, l'admirable château de Rohan, à Pontivy, je me suis retrouvé debout sur le perron, où il y a trente quatre ans, les quatre membres du Conseil National Breton, avaient proclamé le droit de la Bretagne de se gouverner elle-même, à la face de ceux qui, une fois de plus, appelaient les Bretons à verser leur sang pour le renouvellement de leur bail de servitude. Il est évident que ni une plaque, ni une simple note sur une carte postale ne rappelle cet événement historique et hautement dramatique, puisqu'il a valu à ses auteurs une pluie de condamnations à mort. Mais le plus stupéfiant est que les guides professionnels qui font faire la visite du château, et qui sont du pays, n'en avaient jamais entendu parler.

Quittant ce terrain brûlant, mais qui peut servir d'ordalie aux convictions bretonnes, ne pourrait-on retrouver *ensemble*, comme autrefois, le chemin de Ballon, de St Aubin-du-Cormier, de Kergloff, du Bouffay, de Pontivy aussi ? Ne pourrait-on pas, discrètement, mais pieusement aller fleurir les tombes des cimetières de Rennes comme on le fait pour Koatkéo ? Les Bretons sont réputés pour ne pas oublier leurs morts !

VERS UN RASSEMBLEMENT NATIONAL BRETON

Chacun de nous doit se poser la question : savoir s'il veut poursuivre sa marotte ou libérer la Bretagne. Dans le premier cas, il restera un moulin à parole et l'emsav un merdier, dans le second il prendra les moyens pratiques d'atteindre le but, en vrai nationaliste breton. La question n'est pas de réformer la société, du moins pour l'instant, mais de refouler l'occupant. Nous imitons la France de 1975, alors qu'il faudrait imiter la France de 1944. L'heure est à la Résistance, elle est à l'union des patriotes.

Notre division en plusieurs tendances philosophiques n'a rien d'un conflit à résoudre en priorité. Il y aura toujours une « droite » et une « gauche », ou, pour s'exprimer avec plus de sérieux, ceux qui entendent suivre les lois naturelles des sociétés et de l'espèce humaine, et ceux qui croient que de nouvelles institutions peuvent changer le caractère de l'homme et la vie elle-même. Il y aura toujours, quoiqu'on fasse, des gros et des petits, des réalistes et des utopistes, des bons et des méchants, des pessimistes et des optimistes. La vie est faite de ces oppositions.

Quant aux prises de positions des partis politiques hexagonaux, elles ne doivent pas nous impressionner. Prenons l'exemple le plus frappant actuellement, celui du parti communiste. Des rédacteurs de feuilles bretonnes ont la naïveté de chercher avec lui des explications sur le terrain des idées. Son opposition ne vient pas de la doctrine, quoique sa doctrine soit in-

compatible avec nos aspirations. Le PC ne tient aucun compte de sa doctrine quand son calcul politique le commande. Nous avons connu le temps, où les communistes étaient nos alliés et ceux des Alsaciens de l'abbé Haegy. Il en était resté quelque chose dans l'amitié qui s'était ébauchée entre Jean-Marie Perrot et Marcel Cachin, secrétaire général du PCF, ou entre Pierre Guéguen, maire communiste de Concarneau et moi-même. L'opposition actuelle du PCF à notre mouvement vient des impératifs de la politique soviétique qui recherche l'alliance française contre les USA, à l'image du Reich hitlérien qui sacrifiait l'emsav à son ambition de gagner l'appui de Vichy. Le PCF sait en outre qu'il perdrait l'image de marque qu'il a gagnée dans la Résistance, s'il cessait d'être le « parti des patriotes » et de brandir le drapeau tricolore. Mais que demain le vent tourne et nous cesserons d'un seul coup d'être des « facho-nazi-racistes » pour être salués comme de valeureux combattants de la liberté. Cette comédie a déjà dépassé dans le monde sa centième représentation, depuis qu'il existe des PC. Si quelqu'un en doute, qu'il veuille bien se rapporter à la collection des numéros de *Breiz Atao*. Contentons-nous d'un seul d'entre eux, celui du 2 Octobre 1932. Nous y apprenons que des négociations sont en bonne voie pour mettre sur pied une réunion publique à Rennes, en faveur des autonomistes arrêtés, avec le concours de la *Ligue Antiimpérialiste*, du *Secours Rouge* et de la CGTU, qui fourniront des orateurs, et bien entendu aussi de *War-Zao*. Plus loin, nous lisons un communiqué de la cellule communiste de Quimper, qui « s'élève contre l'emprisonnement arbitraire des

jeunes autonomistes de Rennes ». Dans le même No, nous trouvons un récit commémoratif de la révolte des Bonnets Rouges de Cornouaille, qui en souligne leur caractère violemment social *et national*, puisqu'il ne s'agissait rien moins que d'obtenir le secours des forces de débarquement de la flotte hollandaise de l'amiral de Ruyter, qui croisait au large de Moolaix. (Léger détail que la commémoration que lui a accordée en 1975 le PCF a passé pudiquement sous silence). *Breiz Atao* appuyé par le PCF, mais oui. Notre pauvre UDB, aux allures d'amoureuse éconduite, ne peut pas en dire autant.

L'emsav doit donc perdre l'habitude de surbor-donner sa ligne politique au bon vouloir de tel ou tel parti hexagonal, et se demander très sérieusement si le moment n'est pas venu de faire ce que SAV s'était engagé à faire et n'a pas fait : le rassemblement national qui manque cruellement à notre pays. Il ne s'agit pas de fonder une chapelle de plus. Les différentes tendances de l'éventail politique sont déjà amplement représentées chez nous, en fait ou virtuellement en jeu. Il est normal que tous les Bretons n'aient pas la même manière d'envisager la société bretonne de demain. Tous les peuples connaissent ces divergences, sans que leur existence nationale en souffre.

Mais nous savons aussi que les efforts dispersés sur le terrain de la contestation bretonne la condamnent à l'impuissance. « Les Bretons ne seront dangereux, a dit un préfet régional, que le jour où ils seront unis ». C'est l'évidence. Sans une union tactique des différents groupes bretons sur le plan des opérations,

aucune victoire n'est à envisager. L'union qui se contente d'en appeler aux bonnes intentions n'a ni sens ni réalité. L'union qui prétend obliger tout le monde à penser la même chose est irréalisable et utopique. Par contre l'union pour la défense d'intérêts communs est faisable chaque fois que ces intérêts ont été clairement circonscrits et reconnus.

Ils le seront d'autant plus facilement si la majorité des militants bretons tombe d'accord sur les principes de base de la revendication bretonne, qui peuvent, à nos yeux, se ramener à cinq :

1) La Bretagne n'est pas une nuance de l'hexagone, qui peut se montrer satisfaite d'adapter plus ou moins à son goût les solutions unitaires adoptées par le gouvernement central pour l'ensemble de la France métropolitaine et d'Outre-mer.

2) La Bretagne est une très ancienne nation, à qui son amoindrissement historique n'a retiré aucun de ses titres. Elle constitue par sa situation géopolitique, sa langue et sa culture, une communauté de destin. Elle doit être libre de légiférer dans tous les domaines pour son propre compte.

3) La Bretagne souffre d'une crise de développement permanente, dont la cause essentielle est l'état de sujétion dans lequel elle est maintenue par le gouvernement français.

4) La Bretagne souffre d'une crise de civilisation, qui est le passage brutal des formes traditionnelles de sa vie commune à celles qu'impose la priorité accordée sans contre-poids aux intérêts des grandes puissances économiques mondiales, et sans qu'elle possède

les moyens de se défendre ni d'adopter les solutions qui lui conviennent.

5) La Bretagne se reconnaît une triple appartenance : a) à la famille des peuples celtes qui relèvent de la même tradition ethnique et spirituelle qu'elle. b) à l'occident français et européen, dont elle a partagé pendant plusieurs siècles la vie commune et auquel des liens vitaux l'unissent. c) à l'Europe confédérale de demain, qui seule pourra résoudre les problèmes à l'échelle mondiale qui l'assaillent et qui seule assurera sa liberté comme nation à part entière.

Il nous semble que tous les Bretons, quelles que soient leurs tendances particulières peuvent tomber d'accord sur ces cinq points. D'autres conceptions de la question bretonne, que ne partage pas l'ensemble, ne peuvent pas servir de base de rassemblement.

LE PROGRAMME COMMUN

Les principes de base, s'ils permettent une action commune cohérente, parce qu'ils lui dictent ses buts, ils laissent ouverte la question de la tactique à suivre pour les atteindre. Mais celle-ci peut difficilement faire l'objet d'un débat, car le principe même du rassemblement exclut l'extrémisme. Il ne peut venir en question que la présentation d'une première palier de revendications, susceptibles par leur modération de faire l'unanimité des éléments rassemblés, et d'entraîner peu à peu l'adhésion populaire. Les actions de pointe, toujours valables à cause de leur caractère stimulant, n'entrent pas dans ce cadre.

L'action bretonne pourrait, par exemple, se fixer une première tranche de revendications successives, s'ensuyvant les unes aux autres, et dont la satisfaction nous doterait de la plateforme de concertation que nous n'avons pas :

Constitution de la *Région Bretagne avec les 5 départements*.

Election d'une *assemblée régionale au suffrage universel proportionnel*.

Délégation par Paris d'un *pourcentage appréciable des impôts*. (Les Laender allemands en touchent 75 %).

Création d'un *exécutif régional*, auquel incomberait la totalité des affaires régionales sans ingérence du pouvoir central.

Création d'un *cadre breton de fonctionnaires civils et militaires*.

Autonomie entière de *l'enseignement et des mass-média* (radio et Télé).

Admission du *breton comme seconde langue officielle*, avec bilinguisme des relations publiques en Basse-Bretagne.

Constitution de *toutes les organisations* — syndicales, professionnelles, sportives, intellectuelles et artistiques — *dans le cadre breton*, alliées ou non à leurs homologues de l'hexagone.

Tous unis, la « gauche » avec la « droite », les modérés avec les extrémistes, les jeunes avec les vieux, nous pourrions obtenir tout ou partie de ces réformes et ensuite faire un pas de plus.

Le problème des élections soulève des cas d'espèce et devrait être abordé avec une extrême prudence, mais dans le même esprit.

Il n'est question pour aucun groupement d'immoler son autonomie ni de renoncer à ses buts particuliers. Chacun d'entre eux a sa partie bien à lui à jouer, dans le milieu qui lui correspond et dont il est l'expression. La Bretagne a besoin de tous ses fils.

Il va de soi que l'union n'est souhaitable, et possible, que lorsqu'il y a concordance de vues. Prenons un cas extrême : la révolte anarcho-gauchiste. Elle ne part pas du postulat nationaliste, mais d'un supposé droit naturel ou du moins de l'aspiration de certains caractères à rejeter le principe d'une autorité supérieure. Il ne résulte pas nécessairement un Etat breton de leur point de vue, ou du moins la même conception et devrait être abordé avec une extrême prudence, mais certainement le combat résolu contre l'Etat français. Sur ce point précis nos visées concordent et notre accord peut se faire sans arrière-pensée.

Chaque instrument dans un orchestre joue sa partie, mais avec la même partition et sous la même baguette.

PRÉSENTATION DES MASSES

Au cours d'un récent symposium sur le rôle des élites, j'ai retenu les phrases suivantes :

« Les masses n'ont jamais joué un rôle créateur. L'histoire a toujours été écrite par des minorités agissantes ou par des personnalités créatrices. Même les phénomènes révolutionnaires sont le fait d'élites.

Nous réaffirmons le principe de l'inégalité des individus et de la hiérarchie naturelle. La sociologie n'a jamais trouvé d'exemple de sociétés sans élites. Les éthologues ont observé qu'aucun groupe animal ou humain ne pouvait se passer de leaders sélectionnés.

La société moderne ne secrète que de fausses élites : castes d'idéologues qui profitent de l'ignorance et du déracinement de l'homme-masse pour imposer leur loi et lancer leurs modes ; « élites techniques » rigoureusement sélectionnées et compétentes dans leur spécialité, mais incapables de créer des valeurs collectives.

Ce qui manque à l'Occident, ce sont de vraies élites, c'est-à-dire une nouvelle aristocratie ».

Dois-je préciser qu'il faut donner ici au mot son sens originel qui est « le gouvernement des meilleurs ? »

Nous nous mettrons irrémédiablement en état d'infériorité si nous n'arrachons pas l'emsav au courant de laxisme et d'anarchie où il s'est situé. On ne relève pas un peuple dans une atmosphère de décadence et s'il est soumis à la loi de la foule, toujours lâche et aveugle. Ceux qui font quelque chose pour leur patrie suivent une autre règle de vie. Les jeunes Palestiniens dans leurs camps d'entraînement, les jeunes Sabras dans leurs fermes fortifiées, les jeunes Viets dans leur jungle, ne vont pas répétant « *make love, not war* » et ne trafiquent pas des doses de drogue. Ils accomplissent leur devoir jusqu'au sacrifice de leur vie et obéissent sans murmure à leurs chefs.

La masse, comme toujours suit. Surtout si elle a peur. Elle a fait son métier pendant des siècles sans nombre en suivant son élite naturelle, comme le font

les loups ou les bisons derrière leur leader. Comme elle suit, aujourd'hui que le monde est cul par dessus tête, les pires bourreurs de crânes.

La masse ne libère personne, encore moins elle-même. Elle est l'instrument docile des dictatures, après avoir été endoctrinée ou terrorisée, ou les deux. Seuls les héros de la liberté osent se rebeller, terriblement seuls. Matteotti contre le fascisme, le pasteur Niemöller contre l'hitlérisme, l'anarchiste aux cent visages contre le franquisme, Djilas contre le titisme, Soljenitsyne contre les Soviétiques. S'ils réussissent à faire un mouvement, au début ils ne sont qu'une poignée : ceux du *Sinn-Féin* en Irlande, ceux de la Sierra Madre à Cuba, ceux de *Breiz Atao* chez nous.

En Bretagne, les masses, comme ailleurs, n'ont jamais fait que suivre, le meilleur et le pire. Elles ont acclamé le retour de Jean V et ont porté secours aux Nantais assiégés, mais ce sont elles qui ont validé l'abandon de la culture celtique, pour faire comme les bourgeois, qui eux-mêmes avaient imité les nobles : le poisson pourrit par la tête. Ce sont elles qui, aujourd'hui, acclament les paladins qui leur chantent la renaissance de la langue dont elles viennent d'assurer laborieusement l'extinction. La foule est femelle, elle obéit toujours au mâle. Finissons-en avec un style sans dignité. Ne gémissons pas, apprêtons nos muscles. Ne demandons pas, prenons. Ne plions pas sous le joug, en nous persuadant qu'il est léger, rendons coup pour coup. Ne réclamons aucune aumône du mépris au nom de je ne sais quel principe moral, conquérons nous-mêmes ce dont nous avons envie et ce pain de l'âme qui a nom respect.

LE FER DE LANCE

Une haute opinion de soi donne l'assurance, pas le courage. Les prétentions s'effondrent au feu. C'est la fibre qui compte alors et même un vieux complexe d'infériorité ne la diminue pas. Les paysans bretons l'ont bien montré dans les tranchées de 14-18. Mais le manque d'idéal et de foi peut avoir un effet désastreux, car il détourne des entreprises hardies et s'exagère les dangers. Il paralyse l'action, alors que l'assurance et le sentiment du devoir la stimulent.

Les revendications exclusivement matérielles donnent de la voix, mais pas le courage. Seul un fou va au devant de la mort pour une poignée de monnaie. Une mère qui se sacrifie pour son enfant, un savant qui oublie de manger pour suivre une expérience, un érudit qui pour se consacrer à la langue bretonne accepte la misère, un saint qui mortifie sa chair pour se rapprocher de l'essence divine, un artiste qui grelotte dans un grenier sans feu pour engendrer de la beauté sur une toile, un guerrier qui se fait tuer pour protéger le territoire de son clan, un militant qui souffre la torture pour ne pas trahir ses camarades... est-ce l'intérêt personnel qui les domine ? Seule une aspiration purement humaine nous pousse à nous surpasser, à nous évader des contingences matérielles et il n'est aucune dialectique matérialiste qui peut expliquer cela.

Il existe des valeurs très au-dessus des joies abominables et qui sont indépendantes des structures sociales. Les valeurs de la culture et de la nationalité sont de celles-là. Ce n'est pas la masse qui en est la

gardienne naturelle, ni une classe, ni une catégorie sociale, c'est une élite qui en a la révélation. C'est elle qui d'une masse fait une nation.

Un peuple qui possède une telle élite est capable de digérer ses revers. Il est grandement heureux pour la Bretagne qu'elle soit éminemment dans ce cas. C'est le gage de sa renaissance. Mais cette élite doit prendre conscience d'elle-même, trouver sa forme et son style propres.

Un parti national breton peut lui offrir un milieu favorable. On a dit que le temp des partis était passé. C'est possible en ce qui concerne les partis conformistes, qui assurent leur recrutement par un appel aux appétits ou la perspective de la distribution de subventions et de prébendes. Au fond, ces partis-là ne font pas autre chose que de promettre une nouvelle répartition des bénéfices, qu'ils soient de droite ou de gauche. Tandis qu'une vraie organisation révolutionnaire, un vrai groupement de lutte propose des sacrifices. Les héros accourent dans ses rangs... et aussi les ratés, anxieux d'une réhabilitation. On y rencontre d'étranges figures, mais personne n'est à rejeter. Un tel parti est minoritaire par définition et doit le rester afin de se durcir pour faire de lui-même *le fer de lance de l'emsav*.

Un rassemblement breton, par essence hétéroclite, engagé dans des luttes pratiques, risque d'être entraîné dans des compromis où se dissolvent les belles résolutions. Il a besoin d'un centre dur, où la foi reste intacte, où les concessions sont inconnues, où personne n'est dupe d'aucun calcul tactique. C'est le seul milieu où peut se préfigurer la Bretagne de demain. Au dehors tout peut s'affaiblir, ici tout se fortifie.

Les incorrigibles gens de gauche diront naturellement qu'un tel parti est de droite. Qu'a-t'il à faire de la droite ? Quelle droite ? Celle du grand capital ? Il la hait. Celle du fascisme ? L'idée bretonne est antifasciste par essence. Celle des conservateurs ? Il est révolutionnaire. Qu'a-t'il de commun avec ce cadavre en décomposition qui fut la droite en Bretagne ? Il est tout autre chose. Il est le point de rencontre où l'on échappe au piège mortel du conflit droite-gauche, cette désastreuse spécialité française.

Simone de Beauvoir, dans sa préface au livre qui raconte le martyre des Juifs à Treblinka, s'exprime comme suit :

« S'il suffit de quelques lâches, pour que la série entière se conduise lâchement, dès qu'apparaît un groupe, il suffit de quelques héros pour que les gens, reprenant confiance les uns dans les autres, commencent à oser ».

Elle a défini le rôle que nous ambitionnons pour le fer de lance de l'emsav.

LA CONCEPTION CELTE DU MONDE

La révolution dans la ligne marxiste a été pensée il y a plus d'un siècle. Depuis, le monde a beaucoup changé et les problèmes qui s'y posent étant nouveaux, réclament des solutions nouvelles. Notre problème n'est pas de nous affranchir de la domination impitoyable d'une classe. Il est infiniment plus varié et plus vaste. Il est d'éviter que ne s'étende la lèpre des états

totalitaires et policiers, nourriciers d'un militarisme dément, que ne se prolonge l'esclavage de la production pour la production, de la croissance pour la croissance, que ne se consomment la perte de notre entourage naturel et notre empoisonnement par la pollution universelle. Il est de prendre des mesures contre la surpopulation et la famine qui menacent notre globe et contre la guerre nucléaire qui serait sa fin. Nous sommes bien au-delà de « l'exploitation » et de « l'aliénation » dont le marxisme prétend nous libérer. En sus de son inactualité, le marxisme présente à nos yeux de Bretons une tare irréparable. Il n'est pas dans la vérité de notre race. Il contredit ce que la Bretagne, vivante en nous, nous enseigne et nous transmet. Il est profanation. Ceux qui ne le sentent pas sont de tristes Bretons.

S'il s'agit de récuser le matérialisme déchainé de la civilisation moderne, pourquoi ne pas interroger nos propres expériences ? Pourquoi ne pas chercher à savoir quelle était la conception du monde de nos pères ? Comment résolvaient-ils les problèmes du travail, de la solidarité sociale, de l'amour, des enfants, de l'éducation, du mariage, de l'héritage et de la propriété ? Si cela ne vous intéresse pas, quelle espèce de Celtes êtes-vous ?

Le celtisme n'est un mot vide de sens que pour les intellectuels francisés qui l'ignorent, et qui, la tête bourrée de bla-bla-bla parisien, essaient, sous couvert de « révolution » de faire partager à notre peuple le désarroi mental du voisin. A côté des milieux sains où l'idée bretonne s'est fortifiée, à côté même de la Chine, où un Mao impose au peuple les dures règles

de son relèvement et du dépassement de soi, tout en France est frelaté, faux-semblants, bluff et chiqué : la révolution comme la religion, la défense nationale comme les ambitions politiques.

Il n'existait pas d'enfants naturels chez les anciens Irlandais et ils ignoraient la notion d'adultère. Le code d'Howel Da, affirmant pour tous les hommes le droit à l'existence, allait jusqu'à justifier le vol en cas de besoin non satisfait par la charité. Douceurs et merveilles de la fraternité du clan. La Bretagne par deux fois, s'est rebellée contre la loi du clan, lors de l'apparition du christianisme et lors de la révolution française, ces deux appels à l'individualisme et à la destruction du contexte social traditionnel. La première fois, c'est la civilisation celtique qui a été brisée, la seconde c'est l'autonomie bretonne.

La critique la plus brandie qu'on adresse au celtisme est de ne pas être une doctrine sortie de l'esprit. Il est beaucoup mieux : une civilisation qui exprime la Vie, la vie complète avec sa spontanéité, ses contradictions, sa fantaisie et ses règles strictes. Car le celtisme n'est pas la liberté individuelle sans entraves. Le celtisme n'est pas l'anarchie, *c'est l'indépendance du groupe organique et consanguin*. Il ne connaît pas de castes, mais des fonctions spécialisées et hiérarchisées, sans privilèges accordés à l'hérédité et sans stratification sociale.

Gwilherm Berthou, qui fut un précurseur en la matière, a décrit comme suit le celtisme ancien :

« A l'encontre d'Hubert, l'historien, pour qui notre race a échoué dans ses créations politiques, faute

d'avoir eu la notion de l'Etat, soyons convaincus que les Dieux n'ont pas sans motif refusé à nos ancêtres durant les deux millénaires qui s'achèvent, un rôle à jouer sur l'échiquier des empires. Ils leur ont permis, ce faisant, de garder une originalité d'action et de pensée, superficiellement anarchique, mais révélatrice d'un attachement à un ordre de choses social, politique, économique qui ne soit pas distinct et radicalement séparé du spirituel...

...Car la tribu cause l'éparpillement des tyrannies commerciales et militaires, assurant ainsi l'autorité de la caste des druides, qui, de leurs liens impondérables, veillent au maintien d'une harmonieuse homogénéité entre la chaîne des Peuples et la trame des Ordres, en gigantesques tisserands de la pensée ! »

Sans l'héritage du celtisme, nous serions à peine plus que l'Auvergne !

AR YEZH VEUR, LA GRANDE LANGUE

Le refus du celtisme, c'est l'incompréhension de la Bretagne assurée. Quel dialectisme matérialiste peut expliquer cette chose étonnante qu'est le retour à la langue de milliers de jeunes, dont tout ce qu'ils ont appris dans leur famille comme à l'école, devait les détourner ? Seul le dynamisme du rêve explique ce défi à la raison raisonnante.

Les marxistes se gaussent de l'hérédité psychique. S'ils n'en savent rien, c'est que sur ce terrain, comme

sur celui des autres sciences de l'homme, ils se croient dispensés de se tenir au courant ; mais ils sont là devant un phénomène qu'il leur est difficile d'éliminer en le traitant simplement de « fait négatif ». Car il est tout aussi « positif » que l'engouement d'autres milliers de jeunes pour le rythme des danses bretonnes et leur caractère de manifestation de clan.

L'argument par lequel nos marxisants justifient leur adhésion à la revendication bretonnante est qu'ils veulent conserver « le langage des travailleurs bretons ». Bien peu marxiste l'argument, puisqu'en aucune manière la conservation d'une langue qui n'a plus de valeur pratique et n'est pas véhicule d'instruction n'est défendable même sous l'étiquette « d'épiphénomène ». Argument trompeur ensuite, puisque les dits travailleurs bretons ont décidé depuis deux générations de ne plus le transmettre à leur progéniture et que dans une proportion écrasante ils sont encore aujourd'hui hostiles à son enseignement à l'école. Ceux qui en sont partisans, ce sont les gens éduqués et chez lesquels les nœuds des préjugés ont été dénoués par la culture générale. Ce sont aussi des travailleurs, puisqu'ils gagnent leur pain en travaillant, mais je sais qu'ils n'ont pas droit au titre, même s'ils font des semaines de soixante heures...

Ici encore, la mystique des masses n'apporte rien que le culte rétrograde d'un breton morcelé et dégradé, dont le vocabulaire est aux deux-tiers français et la syntaxe a pris le même chemin.

Seul l'immense effort accompli entre 1905 et 1939 pour épurer le breton, le réunifier et l'enrichir de néo-

logismes modernes, lui avait rendu sa chance au moment de la guerre. La « libération » a tiré un trait sur ce providentiel acquit comme sur l'acquit politique, pour repartir à zéro sur d'autres bases. Il en est résulté une prétendue littérature populiste qui revient à la parée dialectale, dont on tire actuellement une sorte de breton-Berlitz qui a une grande valeur pédagogique mais n'est pas la nourriture spirituelle qu'attendent les jeunes avides de retrouver l'âme de la race.

On finira par comprendre — parce que c'est l'unique voie qui assure le salut — que seule une aspiration vers les hauteurs de la clarté intellectuelle, de l'achèvement artistique, de l'évocation poétique, de la perception esthétique, peut nous restituer une langue de prestige, capable de rivaliser avec le français ou l'anglais. Cette grande langue existe. Elle est tenue sous le boisseau comme un témoin gênant, mais elle existe (27). Elle a recouvré toute la richesse, la qualité et la noblesse de la tradition littéraire celtique. C'est cette langue, *Ar yezh Veur*, pure comme le diamant, serrée comme le bois de chêne, qu'il convient d'offrir au peuple breton, comme un cadeau royal, qui lui révélera ses plus hautes potentialités.

En attendant, continuer à réclamer des mesures d'enseignement en faveur d'un parler déchu, relève d'une sottise impardonnable, puisque cette tactique fait le jeu des pouvoirs parisiens. Car si le gouvernement tolérerait à la rigueur quelques heures d'enseignement d'un parler populaire sans avenir, d'un intérêt exclusivement folklorique, il restera toujours farouchement hostile à la reconnaissance du breton au niveau de langue nationale.

Dans le cadre de notre autonomie retrouvée, nous n'aurons la faculté de relancer notre culture que si nous disposons de la grande langue bien à nous, qui en formulera l'expression authentique, en conservera les tendances propres, et sera imperméable par constitution à la phraséologie du type français. La présence de cette langue et l'effet rayonnant qu'elle aura sur l'ensemble de la société bretonne, sera aussi nécessaire aux Gallos de Nantes et de Rennes qu'à la partie de la population qui l'adoptera comme vernaculaire usuel.

EN MANIÈRE DE CONCLUSION

Est-il besoin de résumer cette rapide radiographie — ou autopsie ? — du mouvement breton ? Mon but n'a pas été de bâtir une doctrine à chaux et à sable. Je n'aurai donc pas à en récapituler les articles de foi. Il a plutôt été de mettre violemment en lumière un point de vue essentiel à la compréhension de la question bretonne, qui depuis trop longtemps a fait l'objet d'un interdit.

Le fait est que l'emsav est dans une situation d'attente qui dure anormalement longtemps. J'ai voulu savoir pourquoi et j'ai dit mon opinion, comme j'ai l'habitude de le faire, sans ambages. Mais je suis moins intéressé à rechercher des responsabilités, qu'à trouver le remède d'une situation qui menace de nous échapper totalement, comme dans les trois décennies qui viennent de s'écouler, nous a échappé la survie du breton comme langue populaire d'usage et, ce qui est aussi

grave, l'unité territoriale de la Bretagne. Et cela, parce que des préoccupations étrangères à la cause bretonne ont fait obstacle depuis la guerre à la reformation d'une organisation d'action nationale bretonne, qui aurait pu jouer, avec une efficacité accrue, un rôle comparable à celui de *Breiz Atao* autrefois.

Les résultats de notre versatilité sont là. Il y a un siècle, la Bretagne et la Hollande qui sont deux pays d'égale superficie, avaient toutes les deux trois millions d'habitants. La Hollande, état indépendant, a pu se développer suivant son génie et conformément à ses intérêts. Elle a maintenant treize millions d'habitants et la cinquième flotte de commerce du monde. Au bout du même laps de temps, la Bretagne qui est un pays maritime comme elle, qui jouit d'une situation commerciale stratégique supérieure et d'un climat plus clément, a gardé une population stationnaire et a perdu sa qualité de puissance maritime.

Il en est de même dans tous les domaines. L'île de Malte, qui a 340.000 habitants, a six quotidiens, dont trois en maltais, deux bilingues et un seulement en anglais. La Bretagne n'a que cinq quotidiens et tous en français. Un seul a périodiquement une demi-colonne en breton, accompagnée de la traduction. Et pourtant le maltais, dialecte hybride purement local, n'exprime pas une culture originale comme le breton, qu'au début du siècle parlait un million et demi de personnes.

C'est toute la différence qu'il y a entre un pays libre et un autre qui ne l'est pas. Le cas est général. Copenhague, qui est la capitale d'un pays indépendant,

inférieur en population et en superficie à l'Ecosse, possède 86 maisons d'éditions. Edimburgh, capitale d'un pays occupé, en a 6. Le plus grand et le plus irrémédiable malheur pour un peuple, a dit de Tocqueville, est d'avoir été conquis !

Il ne manquera pas de gens raisonnables pour minimiser, voire pour justifier ces contrastes et pour nous reprocher le tranchant de nos conclusions. Qu'on fait jusqu'ici les gens raisonnables pour la Bretagne ? Ils l'ont regardé mourir lentement avec des soupirs. Quand il ne restera plus dans nos villages que de rares fermiers mariés avec des mauriciennes et dans nos villes des servantes d'hôtel et des militaires, (toutes les bonnes situations étant évidemment occupées par des gens d'ailleurs), il n'y aura plus de peuple breton. Les millions de Bretons parsemés dans l'hexagone et dans le monde n'y changeraient rien, de même que les dix millions d'Irlandais émigrés dans les pays anglophones n'ont rien changé au sort de la verte Erin.

Quelle renaissance celtique pourrait se produire, s'il ne reste pas de Celtes pour y croire et pour la faire ?

Les pessimistes diront que les Bretons sont trop divisés pour arriver à constituer une force à prendre en considération. Tous les mouvements qui sont contrariés dans leur évolution naturelle ou qui se cherchent, traversent une phase de dispersion. Il n'y a pas à s'en inquiéter outre mesure. L'important est que l'emsav vive. Non seulement il vit, mais il bouillonne. Les nécessités de l'action, à partir du moment où elle sera vraiment déclenchée, se chargeront d'éliminer les

excentriques, les médisants, les velléitaires et les fumistes, plus efficacement que peuvent le faire nos critiques.

Mais, tous tant que nous sommes, n'oublions jamais que, minorité, le poids du nombre ne jouera jamais en notre faveur. La médiocrité tue le petit nombre. Seule la qualité individuelle des *emsaverien*, une pensée claire, un moral élevé et la volonté de s'imposer peuvent nous donner la victoire.

J'oubliais la qualité la plus nécessaire aux rebelles : le courage.

NOTES

- (1) Mon livre « Breiz Atao », Histoire et actualité du Nationalisme Breton (Alain Moreau, 1973) raconte ces événements.
- (2) C'est-à-dire le Censeur des Services de Propagande de la Wehrmacht.
- (3) Lire également à ce sujet « La Bretagne dans la guerre » d'Hervé Le Boterf (France-Empire, 1969-1971).
- (4) Frédéric Moyses, qui joua un rôle important dans les relations extérieures du mouvement de *Breiz Atao* dans les années qui précédèrent la guerre et prit une part active dans l'action du Parti National Breton sur le terrain de 1940 à 1942.
- (5) Les esprits ont évolué depuis. Lors de l'arrestation et de la détention injustifiée de Kaou Puillandre à la Santé en Février 1975, des manifestations de solidarité ont eu lieu de la part des habitants de sa région de Cornouaille. Elles ont obtenu sa libération.
- (6) Il n'est pas question ici du Conseil Régional de la Région-bidon des Pays de la Loire, qui porte atteinte à l'intégrité de la Bretagne. Elle n'existait pas encore.
- (7) Nom du journal du P.N.B. de 1940 à 1944.
- (8) Directeur de l'hebdomadaire *La Bretagne* et du quotidien *La Dépêche de Brest*, Secrétaire du Comité Consultatif auprès de la préfecture régionale, pendant la guerre.
- (9) « Comment peut-on être breton ? » (Le Seuil, 1970).
- (10) Ses écrits ont été réédités en 1972, chez Maspero, Paris.
- (11) Biologiste officiel de la Russie soviétique pendant 20 ans, dont les contradicteurs furent condamnés et internés. Ses recommandations ayant ruiné l'agriculture et l'élevage soviétiques, il finit par tomber en disgrâce.
- (12) Guermeur, conventionnel du Finistère. Moreau, chef des étudiants rennais révolutionnaires en 1788.
- (13) Abbé Jean-Marie Perrot, fondateur du mouvement catholique et breton du *Bleuñ-Brug*, en 1905, directeur de la revue *Feiz ha Breiz*, finalement recteur de Scignac où il avait été relégué en 1930. Il y fut assassiné par un terroriste le 12 décembre 1934. Il est à signaler que les fidèles du souvenir de J.-M. Perrot et à la tradition des B.B. se sont regroupés autour de la revue *Bleuñ Brug* qui ne donne dans aucune des aberrations des « Cahiers » du même nom.

- (13) Thèse paradoxale soutenue par Jacques-Pierre Hélias, dans *l'Ouest-France* des 5-16 Septembre 1974.
- (14) Sorte de conseil régional officieux, créé pour pallier la carence de l'état, et auquel on doit des projets de mise en valeur de la Bretagne.
- (15) *Bodadeg ar Sonerion*. Association des Sonneurs de Elsiou et Bombarde. Anime la formation individuelle et des ensembles, les *bugadou*.
- (15') *Kanenn Veur ar Poblou gwasket*.
- (16) Editée par la fédération bretonne du PSU.
- (17) N° 324-26, Août-Septembre 1973 « Minorités Nationales en France ».
- (18) Voir *La Bretagne Réelle*, 22.230 Merdrignac.
- (19) Le « Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne » a connu la notoriété entre 1957 et 1963.
- (20) Parti National Breton, dont l'organe fut *Breiz Atao* jusqu'en 1939 et *l'Heure Bretonne*, à partir de 1940 jusqu'en 1944.
- (21) Revue doctrinaire de nationalisme breton, exprimant des tendances philosophiques non-conformistes. (1934-1943).
- (22) Première société secrète séparatiste, responsable de nombreux attentats à la bombe entre 1932 et la guerre. Le premier qui détruisit le monument de l'Union de la Bretagne à la France, au matin de la célébration du quatrième centenaire, le 7.VIII.1932, fut le plus célèbre.
- (23) Le prétexte évoqué pour justifier l'attentat fut en effet l'insuffisance des programmes en langue bretonne.
- (24) L'armée républicaine irlandaise se souleva à Dublin, contre la domination anglaise, le lundi de Pâques 1916. La date est devenue symbolique dans tous les pays celtiques.
- (25) Définition donnée par Benito Mussolini lui-même dans l'encyclopédie du Fascisme.
- (26) On relèvera la contradiction entre cette thèse et celle de Marie Kerhuel, fondatrice du mouvement *Adsav 1532*. Elle n'est qu'apparente. Car, si en droit pur le traité n'existe plus, rien n'interdit aux Bretons de demander que sa validité soit reconduite.
- (27) Dans *An Nos o skedi*, journal de prison d'Olier Mordrel, l'auteur a proposé un exemple de la langue unifiée telle que, dans cet esprit, il la conçoit. L'œuvre a été publiée en deux fascicules polycopiés par *La Bretagne Réelle* (22.230 Merdrignac).

PETITE BIBLIOGRAPHIE DE L'EMSAV

- Yann Fouéré. — LA BRETAGNE ECARTELÉE — Les Nouvelles Editions Latines, 1962.
- Olier Mordrel. — BREIZ ATAO — Histoire et Actualité du Nationalisme Breton — Alain Moreau, Paris, 1973.
- Morvan Lebesque. — COMMENT PEUT-ON ÊTRE BRETON ? Essai sur la Démocratie Française. — Le Seuil, 1970.
- Skol Vreiz. — HISTOIRE DE LA BRETAGNE ET DES PAYS CELTIQUES — Skol Vreiz, 1973.
- Michel Phliponneau. — DEBOUT BRETAGNE ! — Presses Universitaires de Bretagne, 1970.
- Temps Modernes. — MINORITÉS NATIONALES EN FRANCE — Numéros 324, 325, 326, 1973.
- Jacques Gallo. — PANORAMA DU MOUVEMENT BRETON — La Bretagne Réelle, 2230 Merdrignac.
- Ronan Caerléon. — LE RÊVE FOU DES SOLDATS DE BREIZ ATAO — Nature et Bretagne, 1974.
- Yann Poupinot. — LE SENTIMENT D'APPARTENANCE BRETONNE EN LOIRE-ATLANTIQUE — Editions Kendalc'h, 1972.
- JOURNAUX ET REVUES. — *L'Avenir de la Bretagne* — *Le Peuple Breton* — *Pobl Vreizh* — *La Nation Bretonne* — *Les Cahiers du Bleu-Brug* — *Breizh* — *La Bretagne à Paris* (informations) — *Douar Breizh*.

TABLE DES MATIÈRES

I — HORS DES RAILS

Camouflage et Déviation	10
Le Reniement de Breiz Atao	13
Lâcheté de bon aloi	18
Mais où est le moteur de l'Emsav ?	23
Et Morvan empocha la gauche	26
En plein conformisme	29
Les idéologies de remplacement	32
Falsifions, falsifions, il en restera toujours quelque chose	35
Slogans inadaptés	39
L'anti-racisme a bon dos	42
La guerre civile organisée	46
Un bouquet de bruyères bien flétri	51
Le nouveau régionalisme	55
Le réveil en musique	60
La rencontre du social et du national	65
Une synthèse est-elle possible ?	68
Gauchisme et Bretagne	72
Un grand espoir trahi	77
Seconde manche	81
De revues en revues	83
Le FLB en tant que phénomène	89
Le FLB en tant que politique	94
La phase des accommodements	97
La phase du sursaut	100

II — SUR LES RAILS

La tradition politique bretonne	106
Des dates historiques	108
Il est temps de changer de lunettes	112
La révision permanente	115
Les demeurés ne sont pas ceux qu'on pense	118
L'irremplaçable nationalisme	120
On n'entertera pas Breiz Atao	125
Les tares de l'emsav	128
Les problèmes politiques de l'emsav	131
Les jeunes apprendront les règles du jeu	134
Aliboron, notre maître à danser	137
Révision doctrinale 1975	141
Le vieux tabou remis en honneur	144
L'ennemi n° 1 : L'Etat Français	146
La France, un luxe inutile	150
Un destin que nous ne voulons pas partager	153
Notre ennemi n° 2, le Marché Commun	156
A la recherche d'une stratégie	160
Le poids de nos carcans	163
Le FLB comme stratégie	167
La tentation du séparatisme	171
Une stratégie réaliste	175
La tâche commune	179
Vers un rassemblement national breton	182
Le Programme Commun	186
Présentation des masses	188
Le fer de lance	191
La conception celte du monde	193
Ar Yezh Veur, la Grande Langue	196
En manière de conclusion	199

Achévé d'imprimer
sur les presses
de l'Imprimerie Cornouaillaise
à Quimper
le 24 Juillet 1975

Dépôt légal : 3^e trimestre 1975

L'emsav — le mouvement breton — a-t-il définitivement lié son sort aux thèmes en vogue de la Contestation ? L'idée bretonne a-t-elle déserté son cours traditionnel pour épouser la philosophie progressiste ? Militant breton a-t-il désormais pris le sens de militant marxiste ? Le Celtisme n'est-il qu'un mot creux ou a-t-il au contraire la valeur d'une promesse ?

C'est la gerbe de questions que se posent anxieusement tant de Bretons attachés à la cause de leur pays.

Olier Mordrel, le leader chevronné du nationalisme breton, premier sur la brèche aujourd'hui comme il y a cinquante ans, y répond avec la lucidité, le franc-parler et le courage intellectuel qui lui sont connus.

Il indique « la voie bretonne » à la nouvelle génération désorientée.